

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
ET DE LA DECENTRALISATION

REGION DU LITTORAL

DEPARTEMENT DU MOUNGO

COMMUNE DE MOMBO



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION
AND DECENTRALIZATION

LITTORAL REGION

MOUNGO DIVISION

MOMBO COUNCIL

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE MOMBO



Réalisé avec l'appui

Financier du Programme National de
Développement Participatif



Technique du Cercle des
Promoteurs du Développement



Janvier 2012

Visa du Délégué Départemental du Minepat du Moungo

Signature du Préfet du Département du Moungo

SOMMAIRE

	Pages
RESUME	5
Liste des abréviations.....	8
Liste des tableaux.....	10
Liste des cartes et des figures.....	11
Liste des photos.....	11
Liste des annexes.....	11
I INTRODUCTION	12
1.1 Contexte et justification	13
1.2 Objectifs du PCD.....	14
1.3 Structure du document	14
II METHODOLOGIE	15
2.1 Préparation de l'ensemble du processus.....	16
2.1.1 Préparation pédagogique.....	16
2.1.2 Préparation administrative.....	16
2.2 Collecte des informations et traitement.....	17
2.3 Consolidation des données du diagnostic et cartographie.....	20
2.4 Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation.....	20
2.5 Mise en place du mécanisme de suivi-évaluation participatif.....	21
III PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE	22
3.1 Localisation de la Commune.....	23
3.2 Milieu biophysique.....	24
3.3 Milieu humain	26
3.3.1 Repères historiques de la Commune	26
3.3.2 Population.....	27
3.3.3 Groupes ethniques et relations interethniques.....	27
3.3.4 Populations vulnérables.....	27
3.3.5 Religions.....	28
3.3.6 Organisation sociale.....	28
3.3.7 Habitat.....	29
3.3.8 Zonage de l'espace communal.....	29
3.3.9 Activités économiques.....	29
3.4 PRINCIPALES INFRASTRUCTURES PAR SECTEUR	33
3.4.1. Education.....	33
3.4.2. Santé/VIH/SIDA et Infections sexuellement Transmissibles.....	34
3.4.3 Hydraulique.....	35
3.4.4. Electrification	36
3.4.5. Réseau routier et voirie urbaine.....	37
3.4.6. Marchés et structures de stockage.....	37
3.4.7. Equipements sportifs et de loisir.....	38
3.4.8. Etablissements touristiques.....	38
3.4.9. Services administratifs.....	38
3.4.10. Entreprises privées.....	39
3.4.11. Foyers communautaires et autres.....	39
3.5 PRINCIPALES POTENTIALITES ET RESSOURCES DE LA COMMUNE	40
3.5.1 Potentialités de la commune.....	40
3.5.2 Ressources naturelles de la Commune.....	40
IV SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC	41
4.1 Synthèse du diagnostic institutionnel communal (DIC)	42
4.1.1 Gestion des ressources humaines.....	42
4.1.2 Gestion des ressources financières	42
4.1.3 Gestion du patrimoine communal.....	43

4.1.4	Gestion des relations.....	43
4.1.5	Axes de renforcement de la commune	43
4.2	Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur.....	45
V	PLANIFICATION STRATEGIQUE.....	58
5.1	Vision et objectifs du PCD.....	59
5.1.1	La vision du PCD.....	59
5.1.2	Objectifs du PCD.....	59
5.2	Cadre logique par secteur.....	60
5.3	Coûts estimatifs du PCD.....	91
5.4	Esquisse du plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal.....	92
VI	PROGRAMMATION.....	93
6.1	Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) des projets prioritaires.....	94
6.2	Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT.....	98
6.2.1	Principaux impacts environnementaux et sociaux de quelques projets du CDMT.....	98
6.2.2	Plan sommaire de gestion de l'environnement.....	105
6.3	Plan d'investissement annuel (PIA)	106
6.3.1	Ressources mobilisables et échéances.....	106
6.3.2	Programmation annuelle des projets prioritaires.....	107
6.3.3	Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables.....	108
6.4	Plan de passation des marchés du PIA.....	109
VII	MECANISME DE SUIVI-EVALUATION.....	111
7.1	Composition, attributions du comité de suivi-évaluation du PCD.....	113
7.1.1	La composition du comité de suivi-évaluation du PCD.....	113
7.1.2	Les attributions du comité de suivi-évaluation du PCD.....	114
7.2	Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA).....	115
7.2.1	Indicateurs clés de suivi.....	115
7.3	Dispositif, outils et fréquence du reporting.....	116
7.3.1	Rapport d'achèvement.....	116
7.3.2	Audits annuels.....	116
7.3.3	Revue à mi-parcours.....	116
7.3.4	Evaluation à la fin de la mise en œuvre du CDMT.....	117
7.4.5	Rapport d'achèvement et évaluation finale.....	117
7.4	Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD	117
VIII	PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD.....	118
IX	CONCLUSION.....	120

ANNEXES

- Fiches de projets du PIA
- Prises de vue du processus de la préparation du PCD
- Document A : Atlas des cartes
- Document B : Rapport consolidé du diagnostic participatif

RESUME

Le Plan Communal de Développement (PCD) de Mombo est un outil d'impulsion, d'orientation, et de soutien aux actions concertées de développement socio-économique, culturel et sportif en adéquation avec les orientations nationales présentées dans le Document de Stratégie de la Croissance et de l'Emploi (DSCE).

Il a été élaboré avec l'appui technique de l'Organisme d'appui local (OAL) Cercle des Promoteurs de Développement (CPD), dans le cadre d'un processus dynamique et ouvert, mettant à contribution la pleine participation des populations à la base, l'exécutif et le conseil municipal, les élites, les chefs traditionnels et les sectoriels lors de l'atelier de planification.

L'approche méthodologique utilisée s'est organisée autour de cinq phases successives allant de la préparation du processus à la mise en place du mécanisme de suivi-évaluation participatif, en passant par la collecte des informations, la consolidation des données des diagnostics et la facilitation de l'atelier de planification. Cette méthodologie a été mise en œuvre avec la participation effective de toutes les parties prenantes, à travers des observations directes, des travaux de groupes, des séances plénières, des interviews semi-structurées et la restitution des données collectées à toutes les étapes.

Les résultats du diagnostic participatif réalisé tant au niveau de l'institution communale, de l'espace urbain communal que dans les villages révèlent que la Commune dispose d'énormes potentialités naturelles, humaines et économiques, mais rencontre beaucoup de problèmes dont les plus importants sont :

- Difficultés d'accès aux services sociaux de base ;
- Mauvais état et insuffisance du réseau routier ;
- Faible valorisation des ressources naturelles locales ;
- Faible production et productivité agropastorale ;
- Insuffisance des infrastructures de l'institution communale ;
- Exploitation anarchique des produits forestiers et fauniques ;
- Faible épanouissement des femmes, des jeunes et des personnes vulnérables.

L'analyse de ces problèmes a permis d'identifier leurs causes pertinentes, de formuler les objectifs de développement à terme et de déterminer les actions que la Commune peut mener pour les résoudre. L'atelier de planification a abouti à un Plan Communal de Développement qui compte des projets dans l'ensemble des secteurs de développement concernés, pour un montant total de **5 015 550 000 F CFA**. Un plan d'investissement annuel (PIA) a été élaboré pour l'année 2012. Il compte 18 projets pour un coût estimatif de **523 740 000 F CFA**. Ce financement a été réparti entre plusieurs bailleurs, dont la Commune (**423 690 000 F CFA**), le PNDP (**67 000 000 F CFA**) et le BIP (**33 050 000 F CFA**).

Pour son exécution, le plan de passation de marché a été préparé. Parallèlement, selon la démarche du PNDP, un plan opérationnel a été produit en faveur des populations vulnérables de la Commune.

Pour la période allant de 2013 à 2015, l'atelier de planification a permis d'obtenir un cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) comptant 47 projets pour un montant total de **1 661 300 000 F CFA**.

Dans la perspective de la mise en œuvre de ces projets, un cadre sommaire de gestion environnementale a été élaboré.

Au terme du processus de planification, un comité de pilotage chargé du suivi-évaluation de la mise en œuvre des actions retenues dans le PCD a été mis en place après large concertation. Il compte dix membres dont huit conseillers municipaux. Egalement, un plan de communication a été élaboré, en vue d'assurer une meilleure participation des acteurs au processus et de faciliter les négociations avec les partenaires au développement pour la mobilisation des financements des projets du présent PCD.

LISTE DES ABREVIATIONS

AGR :	Activités Génératrices de Revenus
ALMT :	A Long et Moyen Terme
BFP :	Borne Fontaine Publique
BIP :	Budget d'Investissement Public
BP :	Budget Prévisionnel
CA :	Comptes Administratifs
CAC :	Centimes Additionnels Communaux
CAF :	Centre d'Alphabétisation Fonctionnel
CC :	Comité de Concertation
CCJ :	Conseil Communal des Jeunes
CDE :	Camerounaise des Eaux
CDMT :	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CEAC :	Centre d'Education et d'Actions Communautaires
CEFAM :	Centre de Formation pour l'Administration Municipale
CETIC :	Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial
CFR :	Centre de Formation Rural
CIMENCAM :	Cimenteries du Cameroun
CMPJ :	Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes
CNPS :	Caisse National de Prévoyance Sociale
COFIL :	Comité de Pilotage
CPD :	Cercle des Promoteurs du Développement
CPF :	Centre de Promotion de la Femme
CRC :	Cellule Régionale de Coordination
CRTV :	Cameroun Radio Télévision
CS :	Case de Santé
CSI :	Centre de Santé Intégrée
CSO :	Centre Social
CVUC :	Communes et Villes Unies du Cameroun
CZCSV :	Centre Zootechnique et de Contrôle Sanitaire Vétérinaire
DAADER :	Délégation d'Arrondissement d'Agriculture et du Développement Rural
DAO :	Dossier d'Appel d'Offres
DEUC :	Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
DIC :	Diagnostic Institutionnel Communal
DPNV :	Diagnostic Participatif Niveau Village
DSCE :	Document de Stratégie de la Croissance et de l'Emploi
EEC :	Eglise Evangélique Camerounaise
FEICOM :	Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale
GIC :	Groupe d'Initiative Commune
IAEDUB :	Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base
IRAD :	Institut de Recherche Agronomique et du Développement
ISS :	Interview Semi Structurée
IST/VIH/SIDA :	Infection Sexuellement Transmissible/Syndrome Immuno Déficient Acquis
MARP :	Méthode Accélérée de Recherche Participative
MDP :	Mouvement pour la Démocratie et le Progrès
MHCCC :	Modern Health Care and Counselling Centre
MILDA :	Moustiquaires Imprégnées de Longue Durée d'Action

MINADER :	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS :	Ministère des Affaires Sociales
MINDAF :	Ministère des Domaines et Affaires Foncières
MINDUH :	Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat
MINEE :	Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEFOP :	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEP :	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature
MINEPAT :	Ministère de l'Economie, la Planification, et de l'Aménagement du Territoire
MINEPIA :	Ministère de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales
MINFOF :	Ministère des Forêts et de la Faune
MINPROFF :	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINTOUR :	Ministère du Tourisme
OAL :	Organisme d'Appui Local
PCD :	Plan Communal de Développement
PDRBA M-N :	Projet de Développement Rural du Bassin Mounogo-Nkam
PED :	Produits de l'Exploitation du Domaine
PFNL :	Produits Forestiers Non Ligneux
PH/PV :	Personnes Handicapées/ Personnes Vulnérables
PHP :	Plantation de Haut Penja
PIA :	Plan d'Investissement Annuel
PNDP:	Programme National de Développement Participatif
RAF :	Réserves Affectées pour Fonctionnement
RDPC :	Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
RF :	Recettes Fiscales
RM :	Recette Municipale
SAEF :	Service des Affaires Economiques et Financières
SAR/SM :	Section Artisanale et Section Ménagère
SDF:	Social Democratic Front
SEMC :	Société des Eaux Minérales du Cameroun
SG :	Secrétaire Général
TCI :	Taxes Communales Indirectes
TDR :	Termes De Référence
UGIC :	Union des Groupes d'Initiative Commune
UNDP :	Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès
UPC :	Union des Populations du Cameroun

LISTE DES TABLEAUX

	Pages	
Tableau 1	Caractérisation des infrastructures scolaires de la Commune	33
Tableau 2	Caractérisation des infrastructures sanitaires de la Commune	34
Tableau 3	Caractérisation des infrastructures liées à l'eau de la Commune	35
Tableau 4	Caractérisation des infrastructures électriques de la Commune	36
Tableau 5	Caractérisation des infrastructures routières de la Commune	37
Tableau 6	Caractérisation des infrastructures marchandes de la Commune	37
Tableau 7	Forces et faiblesses sur la gestion des ressources humaines	42
Tableau 8	Forces et faiblesses sur la gestion des ressources financières	42
Tableau 9	Forces et faiblesses sur la gestion du patrimoine communal	43
Tableau 10	Forces et faiblesses sur la gestion des relations	43
Tableau 11	Axes de renforcement sur la gestion des ressources humaines	43
Tableau 12	Axes de renforcement sur la gestion des ressources financières	44
Tableau 13	Axes de renforcement sur la gestion du patrimoine communal	44
Tableau 14	Axes de renforcement sur la gestion des relations	44
Tableau 15	Matrice d'identification des problèmes et des besoins par secteur	45
Tableau 16	Coût estimatif du PCD	91
Tableau 17	Cadre de dépenses à moyen terme des projets prioritaires de la Commune	94
Tableau 18	Principaux impacts sociaux positifs et mesures d'optimisation sur les projets de construction	98
Tableau 19	Principaux impacts sociaux négatifs et mesures d'atténuation sur les projets de construction	99
Tableau 20	Principaux impacts environnementaux positifs et mesures d'optimisation sur les projets de construction	100
Tableau 21	Principaux impacts environnementaux négatifs et mesures d'atténuation sur les projets de construction	100
Tableau 22	Principaux impacts sociaux positifs et mesures d'optimisation sur les projets d'hydraulique	101
Tableau 23	Principaux impacts sociaux négatifs et mesures d'atténuation sur les projets d'hydraulique	101
Tableau 24	Principaux impacts environnementaux positifs et mesures d'optimisation sur les projets d'hydraulique	102
Tableau 25	Principaux impacts environnementaux négatifs et mesures d'atténuation sur les projets d'hydraulique	102
Tableau 26	Principaux impacts sociaux positifs et mesures d'optimisation sur les projets de construction ou réhabilitations des pistes rurales et électrification rurale	103
Tableau 27	Principaux impacts sociaux négatifs et mesures d'atténuation sur les projets de construction ou réhabilitations des pistes rurales et électrification rurale	103
Tableau 28	Principaux impacts environnementaux positifs et mesures d'optimisation sur les projets de construction ou réhabilitations des pistes rurales et électrification rurale	104
Tableau 29	Principaux impacts environnementaux négatifs et mesures d'atténuation sur les projets de construction ou réhabilitations des pistes rurales et électrification rurale	104

LISTE DES CARTES ET FIGURES

	Pages	
Figure 1	Carte de localisation de la Commune	23
Figure 2	Carte des ressources naturelles	25
Figure 3	Esquisse d'utilisation et de gestion des terres	92

LISTE DES PHOTOS

	Pages	
Photo 1	Première séance de restitution du DIC à Mombo	17
Photo 2	Présentation et consolidation en plénière du profil historique à Boubou	18
Photo 3	Présentation et consolidation en plénière des cartes participatives villageoises à Boubou	18
Photo 4	Vue d'un axe de transet (carrefour miles- Last town) réalisé à Boubou	19
Photo 5	Travaux en plénière de l'atelier de planification de la Commune de Mombo	21
Photo 6	Vue panoramique des réserves de pouzzolane de la Commune à Djoungo-rails	40

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1	Fiches de projets du PIA
Annexe 2	Document A : Atlas des cartes
Annexe 3	Document B : Rapport consolidé du diagnostic participatif

I. INTRODUCTION

1.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

A la suite de la loi N°2004/017 du 22 Juillet 2004 dite d'orientation de la décentralisation, le Gouvernement Camerounais a choisi de faire de la décentralisation l'axe fondamental de promotion du développement, de la démocratie et de la bonne gouvernance au niveau local. Cette option stratégique vise à faire participer les populations à la base dans la définition et la mise en œuvre des axes de leur développement, en prenant en compte les spécificités de leur environnement, leur potentiel, leur culture, leurs forces et faiblesses et leurs contraintes.

C'est dans ce contexte que le Programme National de Développement Participatif (PNDP) a été mis en place par le Gouvernement du Cameroun avec l'aide de ses partenaires au développement. L'une de ses missions est d'impulser et de soutenir des actions fortes, concertées, diversifiées et inscrites sur le long terme, des communes et des communautés à la base. Ainsi, le PNDP entend donner aux populations les moyens d'une participation effective au processus de développement.

Pour le faire, le PNDP a signé avec la Commune de Mombo une convention de financement, qui porte sur la mise en œuvre d'un certain nombre d'activités dont l'élaboration par la Commune d'un Plan Communal de Développement. En effet, la Commune de Mombo, bien que bénéficiaire des compétences et des moyens issus du transfert effectué par l'Etat dans le cadre de la décentralisation, ne dispose pas d'un outil de programmation et de planification de sa stratégie de développement. Cette situation ne favorise pas la maîtrise des besoins de développement de la Commune, ni la gestion harmonieuse et efficace des ressources locales.

Pour mettre en œuvre cette activité, la Commune s'est attachée les services de l'OAL Cercle des Promoteurs du Développement (CPD).

Le cahier de charge de l'OAL prévoyait deux phases de travail :

- La première phase de Juillet à Octobre 2011, concernait l'élaboration effective du PCD et est subdivisée en sept étapes qui sont : la préparation du processus, le diagnostic participatif (le DIC, le DEUC et le DPNV), l'atelier de planification, de mobilisation des ressources, de programmation, la mise en œuvre du plan et le suivi-évaluation ;
- La deuxième phase va de Novembre à Décembre 2011 porte sur l'accompagnement de la Commune dans l'élaboration de microprojets du PCD et sur la recherche de financement pour leur mise en œuvre.

Pour uniformiser les processus d'élaboration des différents PCD, le PNDP a organisé un atelier de formation au bénéfice des organismes d'appui local (OAL) retenus pour accompagner la mise en œuvre du processus dans les communes et communautés de la région du Littoral. Chaque OAL a procédé à la restitution de ladite formation aux membres de son équipe, aux membres du comité de pilotage de la Commune qu'il va accompagner ainsi qu'à ses facilitateurs endogènes. Ensuite, a suivi le travail proprement dit sur le terrain en respectant les sept étapes suscitées.

Les cinq premières étapes ayant été déjà négociées car validées par les différentes parties prenantes, il s'agit donc de rédiger le document du PCD final.

1.2. OBJECTIFS DU PCD

L'objectif global du PCD est de permettre à la Commune de Mombo de disposer d'un document d'impulsion, de définition et d'orientation de son développement à court et moyen terme.

De manière spécifique, il s'agit de :

- Identifier et connaître les villages et l'espace urbain de la Commune de Mombo ;
- Identifier et analyser les différents problèmes, atouts et potentialités ;
- Définir les axes de développement à renforcer ;
- Identifier les forces et faiblesses de l'institution communale et dégager les principaux axes de renforcement de la Commune ;
- Elaborer le cadre de dépenses à moyen terme 2013-2015 ;
- Elaborer le Plan d'Investissement Annuel (PIA) et le Plan de Passation des Marchés ;
- Définir le cadre sommaire de gestion environnementale des projets identifiés ;
- Définir les modalités de mise en œuvre et de suivi du PCD.

1.3. STRUCTURE DU DOCUMENT

Le présent document qui est une présentation détaillée du plan communal de développement de Mombo s'articule autour des 9 principaux points suivants :

- Résumé du PCD ;
- Introduction ;
- Approche méthodologie ;
- Présentation sommaire de la Commune ;
- Synthèse des résultats du diagnostic ;
- Planification stratégique ;
- Programmation ;
- Mécanisme de suivi-évaluation ;
- Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD ;
- Conclusion.

II. METHODOLOGIE

Le processus d'élaboration du PCD de la Commune de Mombo s'est réalisé en six phases essentielles :

- la préparation de l'ensemble du processus ;
- la collecte des informations et le traitement ;
- la consolidation des données des diagnostics et cartographie ;
- l'atelier de planification et de programmation ;
- la mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif ;
- la rédaction du document final.

2.1. LA PREPARATION DE L'ENSEMBLE DU PROCESSUS

2.1.1. La préparation pédagogique

Elle s'est effectuée au niveau de l'OAL et de la commune.

2.1.1.1. Préparation pédagogique au niveau de l'OAL

La préparation pédagogique au niveau de l'OAL a concerné les experts du CPD et les consultants externes, planificateurs retenus pour la commune de Mombo. Cette opération consistait à préparer l'intervention au sein de l'équipe de facilitation. Pour le faire, une série de séances de mise à niveau a été organisée au siège de l'OAL, au cours desquelles tous les aspects de la démarche de planification participative étaient évoqués. Une séance de restitution de l'atelier de renforcement de capacités des OAL, tenu à Edéa du 06 au 18 juin 2011 a été organisée pour présenter à l'équipe du CPD, les réajustements apportés par le PNDP dans l'élaboration du Plan communal de développement (PCD) et ainsi, harmoniser les connaissances des planificateurs.

2.1.1.2. Préparation pédagogique au niveau de la Commune

Au niveau de la Mairie, la préparation pédagogique a porté sur la restitution de l'atelier de renforcement de capacités des OAL, tenu à Edéa du 06 au 18 juin 2011 par le PNDP. Cette restitution s'est déroulée du 23 au 24 juin 2011, dans la salle des actes de la Commune de Mombo, en présence de l'équipe complète du CPD, les conseillers municipaux, les membres du COPIL et le personnel de la Commune.

2.1.2. La préparation administrative

La préparation administrative a été réalisée grâce à l'appui technique des Cadres de la Cellule régionale de coordination du PNDP Littoral, avec la collaboration de l'OAL CPD. Elle a abouti à la présentation de l'équipe de l'OAL au Maire le 20 juin 2011 et au Préfet du Mounjo, le 07 juillet 2011 à Nkongsamba.

Entre les deux présentations, l'OAL a rendu une visite de courtoisie à l'autorité administrative locale, le Sous-Préfet de Mombo. Pour clore cette préparation, l'atelier de lancement a été organisé le 18 juillet 2011 et au cours de la cérémonie, les membres de l'équipe de l'OAL CPD et ceux du COPIL de Mombo, désignés quelque temps auparavant par le Maire ont été présentés aux participants à l'atelier. Cette solennité a été l'occasion de présenter à toutes les parties prenantes l'équipe de l'OAL et

d'informer les autorités administratives, communales et traditionnelles, les élites, les corps de métiers et le personnel de la Commune de Mombo sur les enjeux du processus d'élaboration du Plan Communal de Développement (PCD). Par la même occasion, le calendrier de passage de l'équipe de l'OAL pour l'élaboration du Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV) a été élaboré, discuté et validé avec chaque Chef de village.

2.2. COLLECTE DES INFORMATIONS ET TRAITEMENT

Au lendemain de la présentation de l'OAL à la Commune, la collecte des données de base a été lancée dans chaque village de l'espace communal. Au terme de cette activité préliminaire, les principales informations d'ordre physique, humaine et infrastructurelle ont été recueillies par les facilitateurs endogènes à l'aide des fiches de collecte des données villages, et les infrastructures localisées par GPS.

La collecte des données s'est poursuivie à travers la réalisation de trois types de diagnostics : le diagnostic institutionnel communal (DIC), le diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC) et le diagnostic participatif niveau village (DPNV).

La réalisation du DIC a compris une phase de collecte des données et une phase de restitution. La collecte des données s'est faite à travers les interviews et la recherche documentaire au sein de l'institution communale. Les entretiens ont concerné l'exécutif et le personnel communal, les conseillers municipaux et portaient sur l'état des ressources humaines, des ressources financières, des ressources patrimoniales et des relations de la Commune. L'analyse a mis en évidence les forces et les faiblesses de la Commune pour chacun des quatre centres d'intérêt évoqués. La première séance de restitution (voir photo 1), n'a pas été validée à cause du quorum. Elle était organisée le 26 août 2011 et a donné uniquement lieu à la présentation des résultats du diagnostic. Une séance similaire, s'est déroulée le 08 septembre 2011 et n'a non plus été validée à cause de la qualité des participants présents. La validation définitive qui a permis l'enrichissement des données a eu lieu une semaine plus tard en présence du COPIL et du Secrétaire général de la Mairie.



Photo 1 : Première séance de restitution du DIC à Mombo

Le DPNV s'est effectué dans 5 villages au lieu des 7 villages prévus. Il s'agit des villages Tangui, Boubou, Djoungo-rails, Moundeck et Djoungo-route. Le village Bonne Carrère a été abandonné. A Nkwangsi, autre village représenté par une quinzaine d'habitants, seules les données ont été collectées. Malgré les multiples tentatives d'invitation des ressortissants de ce village résident à Mbanga (situé à 4 km de Nkwangsi), le regroupement des populations n'a pas pu se réaliser pour la tenue de la plénière villageoise.

Dans les villages où la participation des populations a été effective, la recherche des problèmes s'est faite à l'aide d'un certain nombre d'outils d'identification.

Ainsi, pour retracer l'histoire de chaque village, montrer les périodes clés qui ont un impact sur la vie actuelle des populations et établir une chronologie des événements, l'on a utilisé comme outil le profil historique (voir photo 2), élaboré avec l'appui des chefs de village, leurs notables et des personnes ressources appelées en rescousses.



Photo 2 : Présentation et consolidation en plénière du profil historique à Boubou

Par la suite, une représentation exhaustive du village sur le plan physique et infrastructurel a été faite et a permis de mettre en évidence les problèmes rencontrés. L'outil utilisé était, la cartographie villageoise (voir photo 3) réalisée par des groupes socioprofessionnels (hommes, femmes et jeunes) et présentée en plénière par chacun des groupes, pour aboutir à l'élaboration de la carte consensuelle du village.



Photo 3 : Présentation et consolidation en plénière des cartes villageoises à Boubou

Pour voir de visu ce qui était noté sur la carte villageoise, découvrir la diversité du milieu afin de mieux comprendre les problèmes, leurs causes et leurs effets, une prospection physique du terroir a été faite en groupes mixtes. L'outil utilisé était le transect (voir photo 4) réalisé sur des axes choisis dans la carte en fonction des infrastructures et des problèmes identifiés.



Photo 4 : Vue d'un axe de transect (carrefour miles 8 - Last town) réalisé à Boubou

D'autres outils ont été utilisés comme le Diagramme de Venn, le SEPO et l'ISS pour un recensement exhaustif des problèmes. Au total, l'identification des problèmes a permis d'avoir un cliché de référence de chaque village par secteur, notamment la liste des problèmes, contraintes, et atouts/potentialités.

Une fois les problèmes identifiés par secteur, ils ont été repartis dans plusieurs groupes mixtes et analysés grâce à la matrice d'analyse simple. Puis la restitution des travaux d'analyse a eu lieu en plénière pour que l'assemblée s'accorde sur les causes pertinentes et les solutions envisagées.

Une planification opérationnelle était élaborée sur la base des solutions endogènes choisies par la population. A la fin de l'activité, un comité de concertation (CC) chargé de suivi-évaluation de la mise en œuvre du plan opérationnel du village a été mis en place.

Le DEUC a été réalisé dans l'espace urbain communal à travers une enquête auprès des corps de métiers, des sectoriels de proximité et des personnes vulnérables. Cette enquête avait pour but d'identifier les problèmes, les contraintes, les attentes et les opportunités de cette cible et pour cela les outils utilisés étaient les fiches d'enquête socio économique et environnementale, les guides d'entretien avec les couches vulnérables et les corps de métier de l'espace urbain communal, ainsi que le guide d'ISS par secteur.

Les problèmes recueillis ont été analysés à partir de l'arbre à problème et ont permis d'identifier les causes et effets et de ressortir les solutions. Les données collectées du DEUC ont été restituées aux différents acteurs et validées au cours d'un atelier participatif organisé le 08 septembre 2011 dans la salle des actes de la Commune de Mombo.

2.3. CONSOLIDATION DES DONNEES DU DIAGNOSTIC ET CARTOGRAPHIE

La restitution des données du DIC et du DEUC a donné lieu à l'élaboration d'un rapport provisoire de chaque diagnostic. Après le DPNV et l'exploitation des données collectées auprès des sectoriels, les problèmes de l'espace communal ont été regroupés par secteur et par village. Dans un premier temps, les problèmes communs pour tous les villages ont été regroupés. Puis, tous les problèmes nouveaux apparaissant dans un seul village ont été recensés pour chaque secteur. Les données relatives à la gestion des ressources naturelles collectées au sein des villages ont par la suite été consolidées. Les données obtenues du DEUC y ont également été intégrées. En effet, les problèmes des différents corps de métier et couches vulnérables ont au préalable été regroupés par secteur. Puis, les problèmes de l'espace urbain et ceux des villages ont été consolidés par secteur. La consolidation des données du DIC a consisté à faire une synthèse des forces et faiblesses de la Commune dans les différents domaines (ressources humaines, financière, gestion du patrimoine communal, et des relations) et à recenser des axes de renforcement des capacités de la Commune.

La consolidation des données des diagnostics a permis de confectionner les cadres logiques par secteur qui ont par la suite été examinés et corrigés par les différents sectoriels lors de l'atelier de planification qui a regroupé tous les responsables des différents secteurs, supervisé par le Délégué départemental du MINEPAT.

Les cadres logiques corrigés et validés ont été utilisés comme outils dans l'atelier de planification, mobilisation des ressources et de programmation.

2.4. ATELIER DE PLANIFICATION, DE MOBILISATION DES RESSOURCES ET DE PROGRAMMATION

La préparation de l'atelier de planification a été faite conjointement par le Maire de la Commune et l'OAL CPD. Les TDR ont été élaborés. Les personnes ressources et acteurs clés ont été identifiés et invités. La préparation pédagogique et technique a été réalisée au niveau de l'OAL et les différents discours rédigés.

L'atelier s'est tenu du 20 au 23 décembre 2011 dans la salle des délibérations de la Commune de Mombo (photo ci-contre). Il a connu trois (03) principales articulations : la restitution des données consolidées des diagnostics, le recensement des ressources mobilisables à court et à moyen terme, la planification et la programmation des actions de développement.

La restitution des données consolidées a été faite avec l'appui des sectoriels. Ces derniers, en présence des Conseillers municipaux, ont parcouru les cadres logiques par secteur. Pour chaque secteur, ils revenaient sur les problèmes, besoins exprimés, objectifs, activités à entreprendre, solutions, indicateurs de résultat.

Un tableau des ressources de la Commune a été élaboré et présenté par l'exécutif municipal à travers les différentes sources de financement. Le montant global du plan de campagne de l'exécutif municipal a été estimé, ainsi que les ressources attendues du Budget d'investissement public (BIP) et de

l'allocation PNDP. C'est sur la base de la somme estimative totale disponible pour la première année de mise œuvre du PCD, que le plan d'investissement annuel (PIA) 2012 a été préparé.

La planification s'est tenue durant le deuxième jour de l'atelier. Elle a principalement consisté en l'élaboration du PIA (Plan d'investissement annuel). Elle a largement été facilitée par l'estimation préalable des ressources mobilisables identifiées. Pour chaque projet identifié, il fallait amener les participants à indiquer le lieu d'implantation, l'indicateur de résultat, la période de réalisation et le coût estimatif.



Photo 5 : Travaux en plénière de l'atelier de planification de la Commune de Mombo

2.5. MISE EN PLACE DU MECANISME DE SUIVI- EVALUATION PARTICIPATIF

Le mécanisme de suivi-évaluation participatif prendra en compte :

- Les stratégies de mise en œuvre du PCD ;
- Les indicateurs de suivi-évaluation par rapport au PIA et au CDMT ;
- La grille de suivi-évaluation et les fréquences de suivi ;
- Un plan de communication autour du PCD ;
- Un plan de révision du PCD.

Le suivi-évaluation sera assuré par le COPIL qui a été présent dans toutes les étapes de l'élaboration du PCD. Il aura pour missions de :

- Superviser l'élaboration et la mise en œuvre des actions contribuant à la réalisation des projets et activités contenus dans le PCD ;
- Veiller à la réalisation des activités contenues dans le PCD ;
- Assurer la liaison entre le Conseil municipal et les Comités de Concertation dans les villages concernés par la réalisation de projets issus du PCD ;
- Présenter l'état de mise en œuvre du PCD au cours des sessions du Conseil municipal.

III. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3.1. LOCALISATION DE LA COMMUNE

La Commune de Mombo est localisée dans le département du Moumgo, Région du Littoral. Mombo, espace urbain de la Commune, se trouve à 4,2 km de la route nationale N°5 en passant par le village Tangui et à environ 65 km de la capitale économique Douala.

La Commune de Mombo est limitée au nord par l'arrondissement de Tombel, le long du fleuve Moungo ; au sud par le village Mbome-Ngwadang ; à l'Est, par l'arrondissement de Njombe-Penja et à l'ouest par l'arrondissement de Mbanga

3.1.1. Carte de localisation de la Commune



Carte du Cameroun



Carte de la région du Littoral



Département de Moumgo



Arrondissement de Mbanga
Commune de Mombo

Fig.1 : Carte de localisation de la Commune

3.2. MILIEU BIOPHYSIQUE

Les données biophysiques concernent le climat, les sols, la végétation, les cultures et l'hydrographie.

3.2.1. Climat

Le climat de la commune de Mombo est du type équato-guinéen caractérisé par 4 saisons : 2 saisons de pluies et 2 saisons sèches. Tout comme dans les autres régions du Cameroun, la commune de Mombo subit depuis bientôt trois ans, les effets néfastes des perturbations climatiques.

3.2.2. Sols

Les sols sont en général sablo-argileux de couleur brune avec un socle latéritique par endroit. Dans le village Djoungo-rails et environs, l'on rencontre des sols volcaniques riche en pouzzolane. Il s'agit des sols assez fertiles mais dont l'exploitation agricole est limitée par la présence des nombreuses carrières de pouzzolane. Les sols sont surexploités en cultures et les compensations en fumure et engrais chimique sont moindres, ce qui explique de nombreuses poches de baisse de fertilité.

3.2.3. Relief

Le relief est dominé par de vastes plaines parsemées de quelques petites collines de pentes variables en contrebas desquelles se trouvent de cours d'eau de très faibles importances.

3.2.4. Hydrographie

La Commune de Mombo est très peu arrosée à l'intérieur. Le fleuve Moungo est le cours d'eau le plus important qui limite la Commune avec l'arrondissement de Tombel dans la région du Sud-ouest. Entre les villages Djoungo-rail et Boubou, l'on rencontre un plan d'eau de cratère, le lac Dia-Dia. On note également, la présence de trois rivières à Boubou dont deux se caractérisent par un débit important en saison pluvieuse. Les 4 autres cours d'eau sont de très faible débit notamment à Djoungo-Rails, Djoungo-route, Moundeck et dans l'espace urbain.

3.2.5. Végétation

La végétation est constituée de très peu d'arbres isolés, dispersés dans les exploitations cacaoyères. Les jachères sont très peu rencontrées à cause de l'exploitation intensive des terres pour les cultures pérennes et vivrières.

3.2.6. Cultures

Une large gamme de cultures est rencontrée dans la Commune de Mombo. Il s'agit par ordre d'importance, le cacao, le manioc, la patate douce, le macabo, le maïs, l'arachide, le bananier plantain et doux et les arbres fruitiers (kolatiers, pruniers et citrus).

3.2.7. Faune

La Commune de Mombo est pauvre faunique. Les espèces couramment rencontrées sont les antilopes les hérissons et les rats. Cette situation relève de la forte perturbation des niches écologiques des animaux liée à la forte pression sur les terres pour la production agricole. Le fleuve Moungo est très poissonneux et regorge de nombreuses espèces et les crocodiles. Dans le lac dia dia, le tilapia est l'espèce la plus rencontrée.

3.2.8. Carte des ressources naturelles

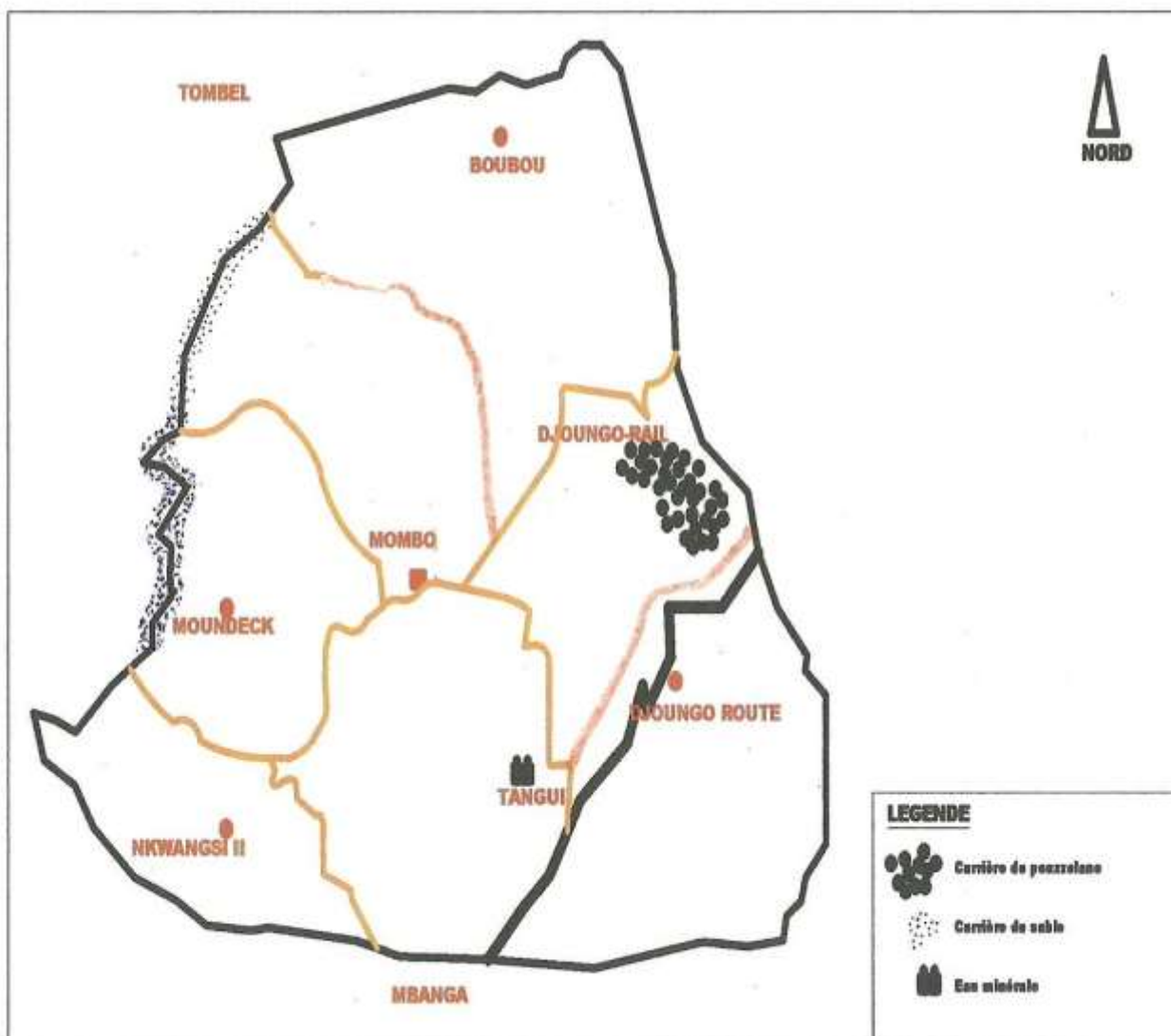


Fig. 2 : Ressources naturelles de la commune de Mombo

3.3. MILIEU HUMAIN

3.3.1. Repères historiques de la Commune

L'histoire de la Commune de Mombo est identique en tout point de vue en ce qui concerne l'installation des colons et des populations dans l'espace urbain et tous les villages. Egalement, pour les événements de revendications des indépendances, les troubles enregistrés l'on été de manière identique dans tous les villages, sauf au village Boubou que les maquisards croyaient appartenir à la zone anglophone.

Mombo est le nom de baptême de l'ancienne gare ferroviaire de Mombo, créé vers les années 1911 à la faveur de la construction du chemin de fer Douala-Nkongsamba par les allemands. Ce nom a été emprunté à la rivière Mombo voisine, sous l'instigation des allemands soucieux de donner un nom à la gare. La localité était jusque là, une réserve forestière du peuple Balong qui résidait à cette époque à Mbanga. Les premiers allogènes qui arrivent à Mombo sont les ethnies Bassas, Beti, Banen et Tikar venus pour la construction de la voie ferrée. La seconde vague d'allogènes est constituée des mêmes tributs, hormis les Tikar qui viennent cette fois pour l'exploitation forestière.

Vers 1948, les colons français et grecs, les nommés Mavromatis, Ferrand, Meridjo, Roger Auger et Karan créent de vastes plantations pour la production de la banane dessert. La création des plantations suscite l'arrivée de nombreux ouvriers agricoles notamment des bamilékés qui trouvent en place les Bassas, Ewondo et Banen. Chaque colon construit des campements à proximité de ses exploitations pour le logement des ouvriers. Autour du campement de Mombo, les ouvriers sont autorisés de pratiquer la culture de la canne à sucre. Quelques années plus tard, la production de la canne à sucre devient célèbre, d'où l'appellation du village "Mombo sucar cane".

Sur le plan relationnel entre les autochtones et allogènes, vers les années 1952, le Chef supérieur Balong marie sa fille à un Béti et à cette occasion, il concède aux allogènes des terres à cultiver en contre partie d'une quote-part annuelle des récoltes obtenues. Cette ouverture sera le point de départ de nombreuses ventes de terrain des autochtones aux arrivants. Les nouveaux propriétaires font massivement venir de nouveaux ouvriers pour travailler dans leurs propres exploitations. Egalement vers 1952, M. OTTOU Barnabas est désigné premier Chef supérieur béti et allogènes de 3^{ème} degré à Mombo.

A partir de 1957, les luttes pour l'indépendance du Cameroun occasionnent l'installation du terrorisme. De nombreux assassinats, intimidations, incendies des propriétés et vols sont perpétrés. Les colons fuient et abandonnent ou vendent leurs exploitations. C'est ainsi que les concessions de Mavromatis de plus de 200 hectares sont reprises en 1959 par Tchoumkeu Samuel à l'insu de tous. Il tente de poursuivre l'activité sans succès, les ouvriers spécialisés de Mavromatis refusent son autorité. Il fait venir en vague d'autres bamilékés qui, par manque d'expérience ne peuvent maintenir la production. Cette décision signe la fin de l'embellie de la banane. Les actes de terrorisme perdurent jusqu'en 1967 et occasionnent de nombreux déplacements définitifs des populations vers Mbanga et/ou Njombe.

Face aux soupçons graves qui pesaient sur certains allogènes d'appartenir aux groupes de terroristes et maquisards, en 1967, des rites mystiques appelé "CADI" sont pratiqués sur un chien noir et chaque résident pour se disculper a été appelé de faire un rituel sur le chien noir. Ce pacte a fortement contribué de mettre fin au terrorisme et de ramener la paix au sein de la population.

En 1962, suites aux revendications soutenues des allogènes pour devenir propriétaires des terres achetées et/ou cédées, le Chef Balong signe les premiers actes coutumiers de propriétés aux allogènes.

En 1970, le 1^{er} poste de gendarmerie de Mombo est créé. A l'origine, de nombreux évadés de la prison de Mbanga se réfugient à Mombo et sont à l'origine de plusieurs conflits sanglants.

Mombo est érigé en District en 1994 et se détache de l'Arrondissement de Mbanga. Le premier chef de District nommé est M. Moussono Calvin.

En 1995, la voie ferrée est abandonnée par la défunte société REGIFERCAM aujourd'hui rebaptisée CAMRAIL. La production de la canne à sucre qui avait connue une expansion fulgurante après la banane s'estompe également, car le train, moyen de transport le plus utilisé pour l'évacuation de la canne à sucre n'existe plus.

Le 15 juin 2010, le District de Mombo est transformé en Arrondissement et le 12 février 2011 et M. BIYIHA Jean Magloire actuellement en poste est installé comme 1^{er} Sous-Préfet.

3.3.2. Population

La population de Mombo est estimée 5 530 habitants, selon les données démographiques du dernier recensement de la population du Cameroun. Cependant, les chiffres recueillis auprès des Chef de centre des deux aires de santé de la Commune sont d'environ 11 477 habitants. Ces données sont confortées par le récent recensement de l'opération distribution de moustiquaires imprégnées de longue durée d'action (MILDA).

3.3.3. Groupes ethniques et relations interethniques

Les groupes ethniques rencontrés dans la Commune sont Balong, populations autochtones, puis les allogènes constituées de Bamiléké, Abo, Pongo, Bétis, Bassa, Banen, Mbo, Nordistes, communautés anglophones du Nord-Ouest et du Sud-ouest. Egalement, une faible communauté Nigériane. Ces populations vivent en harmonie. Cependant, les clivages politiques et le leadership pour la conduite des affaires de la cité viennent de temps à autre entacher les relations inter-ethniques.

3.3.4. Populations vulnérables

Les populations vulnérables dans la Commune de Mombo sont de l'ordre de 194 personnes parmi lesquels 24 handicapés physiques, 128 veuves et 42 vieillards. Les personnes handicapées sont

identifiables par leur handicap et n'ont aucune forme de regroupement permettant d'établir leur répertoire ou de comprendre leur mode de fonctionnement. Pris individuellement, ils disent être marginalisés et ne bénéficient d'aucun privilège lié à leur handicap. Egalement, les handicapés disent qu'ils sont l'objet de préjugés, ce qui les rend peu compétitif sur le marché du travail. Ils expriment les doléances suivantes :

- la gratuité de l'éducation de leurs enfants dans les établissements publics
- la réduction de leurs frais de consultations hospitalières et des ordonnances
- l'amélioration de leurs conditions d'accueil dans les structures publiques
- l'appui financier et matériel à l'installation dans le petit commerce
- les stages de vacances payant accordés par la Mairie à leurs enfants
- la création d'une structure d'encadrement spécialisée

Les personnes âgées sont à l'image des handicapés. Ils manquent de tout et sont pour la plus part esseulés et très peu encadrés par leur propre famille. Ils ne sont pas pensionnés car n'ont jamais été parti prenantes de mutuelles d'assurance, de santé ou autre.

L'état des veuves n'est pas plus reluisant. Elles sont inorganisées, ne bénéficient d'aucune prise en charge autre que familiale et celles des amis. On note une absence criarde dans la Commune de Mombo, d'infrastructures d'encadrement de cette tranche de la population, à l'instar de la maison de la femme ou autre centre social.

3.3.5. Religions

Environ 5 confessions religieuses totalisant 12 églises sont rencontrées dans la Commune de Mombo. Il s'agit par ordre d'importance des religions Catholique, la vraie église de Dieu, l'église protestante, le PCC et les témoins de Jéhovah. Il existe une coexistence pacifique entre ces églises qui va jusqu'à l'organisation des cultes œcuméniques en action de grâce.

3.3.6. Organisation sociale

La Commune de Mombo a une superficie de 250 km². Elle est dirigée administrativement par un Sous-Préfet entouré de 08 Chefferies traditionnelles de 3^{ème} degré et 4 Chefs de quartiers de 3^{ème} degré dans l'espace urbain qu'est Mombo. A côté de ses institutions administratives se trouve l'institution communale locale dirigée par l'exécutif municipal constitué d'un Maire et de ses deux adjoints.

Les villages concernés par les chefferies traditionnelles évoqués ci-dessus sont le village Mombo-balong localisé dans l'espace urbain communal et les villages Boubou, Djoungo-route, Moundeck, Tangui, Djoungo-rails, Nkwangsi et Bonne-Carrère). Le village Nkwangsi n'a pas plus de 15 habitants

et son chef a élu domicile à Mbanga. Pour le village Bonne-carrère, il est complètement dépeuplée et sa chefferie a été déplacée et installée à Mombo ville.

Les partis politiques les plus rencontrés dans la Commune sont : RDPC, SDF, UPC, MDP et UNDP.

3.3.7. Habitat

L'habitat dans la Commune de Mombo est majoritairement constitué de maisons en matériau provisoire en bois et blocs de terres en très mauvais état. Il n'existe aucun plan d'urbanisation, ce qui donne lieu à des constructions anarchiques qui entravent la bonne exécution des travaux de la voirie urbaine, ainsi la progression des eaux de ruissellement vers les exutoires naturels. L'entretien des habitats est très peu fréquent. Le paysage urbain et des villages est très peu attrayant.

3.3.8. Zonage de l'espace communal

La Commune de Mombo est un morcellement de lots privés que ce soit en milieu urbain que dans les villages. Il n'existe aucun terrain communautaire, ni de la chefferie, ni du domaine communal propre. La délimitation de l'espace urbain est en projet. La cartographie communale présentée ci-dessous a été extraite du PCD de la Commune vision 2009-2012 et améliorée par le CPD.

3.3.9. Activités économiques

3.3.9.1. Agriculture

La Commune de Mombo est une agglomération rurale à vocation agropastorale. On estime à plus de 90% la population vivant de l'agriculture et produisant une gamme variée de produits agricoles. Le cacao reste la principale culture de rente. On y relève également les racines et tubercules (manioc, patate douce, macabo, igname...), d'autres cultures vivrières (bananier plantain, maïs, arachide ...) et les arbres fruitiers (orangers, safoutiers, avocatiers, manguiers, palmiers à huile, etc.). Les pratiques agricoles les plus courantes sont le désherbage chimique, le défrichage avec enfouissement des herbes dans le sol. Les rendements sont satisfaisants et sont légèrement au dessus de la moyenne pour la plupart des cultures vivrières. Pour les cultures pérennes, en particulier le cacao, les rendements restent bas à cause de la faible utilisation des engrais. Les emplois agricoles générés sont nombreux pour les cultures pérennes, mais temporaires.

3.3.9.2. Sylviculture

Aucune action récente en sylviculture n'a été entreprise dans la Commune. La vocation agricole des terres a favorisé le développement de l'agriculture au détriment de l'arboriculture.

3.3.9.3. Élevage et pêche

La Commune de Mombo regorge d'énormes potentialités pastorales et halieutiques. Cependant, l'élevage est très peu développé aussi bien dans l'espace urbain qu'en milieu rural typique.

Les espèces élevées sont le porc, la volaille et les caprins. L'élevage du porc se fait dans des loges de fortune sur pilotis, construits à l'aide du bois de récupération. Dans la plupart des élevages, les animaux sont laissés en divagation et occasionnent la destruction des cultures pratiquées au voisinage de la ville.

En pisciculture, 01 étang piscicole de 200 m² a été construit dans le bas-fond du quartier 2 depuis le mois d'avril 2011. Il compte environ 4 espèces de poissons dont les plus dominantes sont le tilapia et le clarias. La pêche est marginale, non réglementée et pratiquée le long du fleuve Moungo. Les captures sont maigres prioritairement destinées à l'autoconsommation, à cause de l'utilisation des engins de pêches de fortune et non conventionnels.

3.3.9.4. Chasse

La chasse est une activité marginale dans la localité à cause de sa faiblesse des ressources fauniques. Ces ressources sont en voie de disparition due à la forte pression agricole sur les terres et les perturbations profondes de l'écosystème propice à l'habitat du gibier. Actuellement, seule la petite chasse subsiste dans la Commune. Elle se fait beaucoup plus à la cour et à l'aide des pièges. Egalement, la chasse se fait occasionnellement avec les armes à feu. Les antilopes sont fortuitement rencontrées et les autres gibiers sont les aulacodes (hérissons), civettes, rats, serpents et aigles blancs dans le mont pélé à Djoungo-Rails.

3.3.9.5. Exploitation forestière

L'exploitation forestière n'est plus d'actualité dans la Commune à cause de l'absence de la forêt. Les arbres encore visibles servent de plantes d'ombrage pour les cacaoyères. Toutefois, ces arbres sont régulièrement abattus pour le bois de chauffe et des fours de séchage de cacao. Aucune action de reboisement n'est ni entreprise, ni à l'ordre du jour.

3.3.9.6. Collecte des produits forestiers non ligneux

La collecte des produits forestiers non ligneux (PFNL) dans la Commune se fait en pleine nature et dans des plantations. Les produits couramment rencontrés sont les suivants : En ce qui concerne les produits alimentaires : *Cola acuminata et Nitida spp* (noix de kola et better kola), champignons, *Gnetum spp* (okok), pour les plantes médicinales : voacanga et pour les fibres : feuilles et bambou de raphia.

3.3.9.7. Artisanat

L'artisanat est très marginal dans la Commune de Mombo. La principale activité artisanale est la fabrication des nattes de raphia pour les toitures des cases traditionnelles. Il n'y a aucune unité de transformation du bois dans la Commune, le travail de menuiserie se fait essentiellement à la main avec des outils plus ou moins rudimentaires.

3.3.9.8. Commerce

Les populations de la Commune de Mombo entretiennent des rapports commerciaux entre elles d'une part, et d'autre part avec les autres localités du pays notamment avec Douala, la capitale économique du Cameroun. L'activité commerciale porte sur le cacao, les produits vivriers et les produits manufacturés. La production cacaoyère est importante, celle des cultures vivrières est très abondante et variée dans l'ensemble du territoire de la Commune. Les plus importants lieux d'écoulement de ces produits sont les points de collecte et les marchés de la Commune. Les acheteurs prioritaires sont les «Bayam selam» qui les revendent surtout dans les marchés de Douala. Le mauvais état des pistes de collecte, la rareté et le mauvais état des véhicules rendent les conditions de transport des personnes et de leurs marchandises assez précaires. La vente des produits manufacturés de grande consommation et de première nécessité est observée dans l'espace urbain, par contre au niveau des villages, seuls les produits de première nécessité sont présents. En général, les échoppes sont étroites et sommairement aménagées.

3.3.9.9. Industrie

En matière d'industries, on rencontre dans la Commune de Mombo la Société des Eaux Minérales du Cameroun (SEMC) qui produit la marque d'eau Tangui et à Djoungo-Rails, la société CIMENCAM et les Ets TCHASSEM, Ets FOSSO et Ets MKJC, pour l'exploitation de la pouzzolane. L'impact direct de la présence de ces sociétés sur les populations riveraines n'est pas perceptible. Par exemple, il y a insuffisance d'eau potable au village Tangui siège de la SEMC, tandis qu'à Djoungo-rails, il n'y a aucune adduction d'eau potable fonctionnelle depuis le mois de février 2011. On note pour le déplorer, que ces sociétés ne sont liées par aucun cahier de charge, ni de cadre de concertation avec les populations riveraines.

3.3.9.10. Services (banque, transport)

La Commune de Mombo ne possède aucun établissement financier. Il n'y a que le service de la recette municipale de la Mairie. Pour ce qui est des transports, le parc automobile est pauvre et est composé d'une vingtaine de motocyclettes taxis en état passable et d'environ, 7 taxis brousses en mauvais état de fonctionnement. Aucun aménagement de stationnement n'a été construit.

3.3.9.11. Autres activités économiques

Les autres activités économiques rencontrées dans la Commune tournent autour du séchage de cacao au four, la transformation des vivres frais et secs à la moulinette, l'hébergement et le petit commerce de beignets, vin de palme (matango), whisky local (arki) et la nourriture de rue.

On dénombre environ 21 fours de séchage du cacao qui offre de nombreux emplois saisonniers aux jeunes tournant autour de l'approvisionnement en bois, de manutention et d'opérateurs de four. La transformation des vivres frais et secs se fait par des meuniers propriétaires ou salariés, on rencontre

environs 10 de ces unités dans la Commune. En matière d'hébergement, une maison d'habitation en mauvais état a été transformée sans aménagements appropriés en auberge. Ses activités sont prioritairement tournées vers la sieste. Le second établissement nouvellement construit sans respect des règles de l'art est localisé dans le village Tangui, sa capacité d'accueil est de trois chambres. Le petit commerce lui est rencontré au bord des rues dans les abris de fortunes très insalubres.

3.4. PRINCIPALES INFRASTRUCTURES PAR SECTEUR.

3.4.1. Education

En matière d'offre en éducation, les établissements scolaires présentés dans le tableau 1 ci-après sont rencontrés dans la Commune de Mombo.

Tableau 1 : Caractérisation des infrastructures scolaires de la Commune de Mombo

Etablissement scolaire	Année création	Superficie (m ²)	Source de financement	Effectif élèves			Effectif total des enseignants				Nbre de bâtiment		Nbre et équipement des salles de classe		Aménagements et équipements autres	APEE et conseil établissement
				Fille	Garçon	Total	Maître parent	Contractuel	Fonctionnaire	Total	Planche	Dur	Salle de classe	Table banc		
Ecole publique de Mombo-Gare	1956	3 000	BIP Fonds PPTE	166	194	360	0	9	1	10	0	4	11	173	1 bloc latrine à 1 fosse simple	APEE : Oui CE : Oui
Ecole publique bilingue de Mombo	1995	NC	BIP : 01 bât UE : 01 bât	219	250	469	0	7	1	8	0	2	4	130	1 bloc latrine à 2 fosses simples	APEE : Oui CE : Non
Ecole publique de Tangui	1997	½ ha	Parents d'élèves et PDRBA M-N	66	55	121	1	2	1	4	1	1	5	63	1 bloc latrine à 2 fosses ventilées	APEE : Oui CE : Non
Ecole publique de Djougo-Route	1997	2 000	BIP et Commune	32	41	73	0	3	1	4	0	3	5	184	-	APEE : Oui CE : Oui
Ecole publique de Boubou	1996	3 000	BIP	45	45	90	0	0	2	2	0	2	4	142	-	APEE : Oui CE : Oui
Ecole publique de Djoungo-Rails	2003	1 ha	BIP	37	38	75	1	2	1	4	1	1	4	161	1 bloc latrine à 2 fosses simples	APEE : Oui CE : Oui
Ecole publique de Moundeck	1997	2 ha	PDRBA M-N	19	18	37	0	1	2	3	1	1	2	58	1 bloc latrine à 2 fosses ventilées	APEE : Oui CE : Non
Ecole catholique bilingue St Kisito de Mombo	1963	10 000	Eglise catholique et parents	55	54	109	0	5	0	6	0	1	3	35	1 bloc latrine à 2 fosses simples	APEE : Non CE : Oui
Ecole primaire et maternelle privée bilingue les Bourgeois	2004	1 400	Promoteur et l'appui de la Mairie (40 tôles de 3 m et 20 sacs de ciment)	72	54	126	0	6	0	6	1	0	6	62	1 bloc latrine à 2 fosses simples	APEE : Non CE : Oui
Ecole primaire et maternelle EEC de Mombo	EP : 1953	NC	Eglise EEC	70	76	146	0	3	0	3	1	0	3	32		APEE : 0 CE : 0
	Maternelle : 2009		Eglise EEC	40	20	60	0	2	0	2	1	0	1	65 ptes chaises 8 tablettes	01 latrine à fosse simple 01 BFP en panne	--/--
Lycée Bilingue de Mombo	1988	3 000	BIP : 4 APEE : 3 Populations : 3 Mairie : 3, Elite : 1	106 élèves section angl 350 élèves section franc		456	13	0	16	29	1	4	14	NC	10 ordinateurs 1 point d'eau 3 latrines Reboisement	APEE : Oui CE : Oui

3.4.2. Santé/VIH/SIDA et infections sexuellement transmissibles

Les soins de santé dans la Commune sont assurés par trois structures (Mombo centre : 2, Boubou : 1) présentés dans le tableau 5 ci-dessous. L'accès aux soins reste très difficile pour les populations des 5 autres villages (Moundeck, Djoungo-Rails, Djoungo-Route, Nkwangsi et Tangui) qui n'ont pas d'infrastructures et personnel de santé. La situation des infrastructures sur le plan sanitaire de la commune est indiquée dans le tableau 2 ci-après :

Tableau 2 : Caractérisation des infrastructures sanitaires de la Commune

Formation sanitaire	Personnel						Infrastructures				Equipement du centre						Aménagement						Données sanitaires					Gestion du centre	
							Nbre		Etat														Lit	Labo	Maternité	Pharmacie	Réfrigérateur	PE	Latri-ne
	Bâtiment	B on	Passable	Mauvais																									
CSI Mombo	-	2	1	2	0	1	1	-	Oui	-	6	Oui	Oui	Oui	En panne	Non	Oui	Non	Non	Oui	Non	-	56 au premier trimestre 2011	5	95%	Paludisme	Oui	Oui	
CSI Boubou	0	1	0	0	0	1	1	Oui	-	-	3	0	Oui	Oui	2	1	Oui	Non	Non	Non	Non	33%	40%	15	72%	paludisme	Oui	Oui	
Modern Health Care and Counselling Centre (MHCCC)	01	01	01	-	01	-	01 location	-	Oui	-	07	Oui mais non fonctionnel	Oui	Oui	01	Non	Oui	Non	Non	Non	Non	NC	NC	NC	NC	paludisme	Oui	Non	
TOTAL	1	4	2	2	1	2	2				16				3														

Pour ce qui est du VIH/SIDA et infections sexuellement transmissibles, les populations de Communauté ont faiblement accès aux formations et informations sur le VIH/SIDA depuis la fin des comités de lutte contre le VIH/SIDA. La période à risque de contamination du VIH/SIDA est pendant la campagne cacaoyère. Très peu de gens connaissent leur statut sérologique. Les centres de santé de la Commune ne signalent aucune alerte par rapport à ces affections.

3.4.3. Hydraulique

La situation des infrastructures hydrauliques de la Commune se présente comme indiqué au tableau 3 suivant :

Tableau 3 : Caractérisation des infrastructures liées à l'eau

Localité	Infrastructure rencontrée	Etat de fonctionnement	Utilisation de l'eau
Mombo ville	1 château d'eau Scanwater	Bon état	Eau potable
	2 forages d'eau Scanwater	1 forage en panne	RAS
	15 bornes fontaines publiques (BFP)	2 BFP en panne	Eau potable
	127 puits artisanaux privés	Aires de propreté et margelles délabrées	Usages domestiques et agricoles
	1 source	Non aménagée	Usages domestiques et agricoles
Djoungo-rails	1 château d'eau CIACC	En état de délabrement	Eau potable en cas de fonctionnement
	1 forage d'eau CIACC	Pompe et accessoires volés	RAS
	5 BFP	BFP non fonctionnelle (1 BFP détruite, vestiges visibles de 4 BFP)	Eau potable en cas de fonctionnement
	1 source	Non aménagée	Eau potentiellement potable
	1 forage équipé d'un volanta	En panne	Eau potable
	3 puits artisanaux privés	Aires de propreté et margelles délabrées	Usages domestiques et agricoles
Tangui	2 puits équipés de pompe à motricité humaine	1 puits négatif 1 puits s'assèche en saison sèche	Eau potable
	7 branchements privés au réseau CDE	Bon état	Eau potable
	14 puits artisanaux privés	Aires de propreté et margelles délabrées	Usages domestiques et agricoles
Moundeck	2 puits équipés de pompe à motricité humaine	1 puits non fonctionnel (eau de mauvaise qualité)	Eau potable
	1 source	A réhabiliter	Eau potable
Djoungo-route	17 branchements privés au réseau CDE	Bon état	Eau potable
	3 puits artisanaux privés	Mauvais état	Usages domestiques et agricoles
	1 puits équipé de pompe à motricité humaine	Puits négatif	Eau potable
Boubou	3 puits équipés de pompe à motricité humaine	En bon état	Eau potable
	2 sources	Non aménagées	Usages domestiques et agricoles
Nkwangsi	RAS		

3.4.4. Electrification

Les infrastructures énergétiques de la Commune de Mombo se présentent comme indiquée dans le tableau 4 suivant :

Tableau 4 : Caractérisation des infrastructures électriques

Localité	Infrastructure rencontrée	Etat de fonctionnement et répartition spatiale
Mombo-ville	Réseau AES Sonel	Bon état de fonctionnement malgré les coupures fréquentes
	1 Transformateur	Bon état
	Couverture du réseau électrique	Bon état. Nombreux branchements en toile d'araignée dans les quartiers 1, 2 et 4
	Lampadaires	Partiel, observé sur le tronçon menant à l'hôtel de ville
	Poteaux électriques	Plus de 35% de poteaux électriques de la ville sont défectueux
Djoungo-rails	Réseau AES Sonel	Bon état
	2 transformateurs	Bon état. 1 transformateur pour la société CIMENCAM
	Couverture du réseau électrique	Bon état. Couverture partielle en électricité du village
Tangui	Réseau AES Sonel	Bon état
	2 transformateurs	1 transformateur pour la société SEMC
	Couverture du réseau électrique	Bon état. Couverture partielle en électricité du village
	Eclairage public	Voisinage de l'usine SEMC
Djoungo-route	Absence d'électricité. Cependant, poteaux électriques plantés depuis un an	Pas de câbles et d'alimentation sur les poteaux, de même pas de branchements dans les domiciles
Moundeck	Absence de réseau électrique	RAS
Boubou	Absence de réseau électrique	RAS
Nkwangsi	Absence de réseau électrique	RAS

3.4.5. Réseau routier et voirie urbaine

Le réseau routier de la commune se compose de 8 principaux tronçons d'environ 65,2 km et 10 km de voirie urbaine présentés dans le tableau 5 ci-contre :

Tableau 5 : Caractérisation des infrastructures routières de la Commune

Village Initial	Destination finale	Distance en km	Etat de la route	Ouvrages de franchissement
Mombo	Tangui	4,2	Passable	RAS
	Djoungo-rails	4	Très défectueux	RAS
	Moundeck	6	Très défectueux	RAS
	Boubou	10	Acceptable	1 passage busé, 2 ponts en BA et 3 ponts en bois avec armature en BA, tous en état passable sur l'axe Mombo-Boubou
	Djoungo-route	5	Inexistante, mais balisée	RAS
	Mombo beach	10	Inexistante	2 ponts à construire sur le tronçon Mombo- Mombo Beach
Moundeck	Nkwangsi	3	Très défectueux	RAS
	Moundeck-Beach	7	Délaissée	RAS
Djoungo-rails	Boubou	8	Très défectueux	2 ponts en BA en état passable sur l'axe Boubou-Djoungo rails
	Djoungo-route	2	Mauvais	RAS
Voirie urbaine	Mombo	10	Passable	1 pont en BA, 3 passages dallés et 3 passages busé en bon état rencontrés aux quartiers 1 et 4 de la ville de Mombo
Boubou	Mombo Water	6	Délaissée	

3.4.6. Marchés, structures de transformation et structures de stockage

La situation des infrastructures de marchés, de transformation et de stockage de la Commune est présentée dans le tableau 6 ci-contre :

Tableau 6 : Caractérisation des infrastructures marchandes

Localité	Infrastructure rencontrée	Etat de fonctionnement et type de matériau et aménagement
Mombo ville	2 hangars de marchés	Bon état. Construit en matériau définitif avec 1 bloc de latrines double au niveau de 1 hangar du marché A
Djoungo-rails	1 hangar de marché	Délabré, construit en matériau provisoire, absence d'aménagement particulier
Tangui	1 complexe commercial de 14 boutiques	Bon état. Construit en matériau définitif, mais non fonctionnel. Absence de latrines
Djoungo-route	1 magasin de stockage privé	Bon état, construit en matériau définitif

Moundeck	1 hangar passager	Mauvais état. Construit par la Chefferie en matériau provisoire
Boubou	Absence d'équipements marchands	RAS
Nkwangsi	Absence d'équipements marchands	RAS

3.4.7. Equipements sportifs et de loisir

Pour ce qui est des équipements sportifs et de loisir, il y a 4 stades de football sommairement aménagés dans la Commune aux lieux suivants : Lycée bilingue de Mombo : 1, à proximité de l'école publique de Djoungo-rails : 1, à côté du centre de santé intégré (CSI) de Boubou: 1, et au niveau de l'ancienne école catholique de Djoungo-route (carrefour entrée Djoungo-rails): 1. Par ailleurs, on note également l'existence de 6 aires de jeu non aménagées dans les écoles de Mombo (EP mombo gare, EP bilingue, Ecole catholique et Ecole EEC) : 4, à l'école de Tangui : 1, et à l'école de Moundeck :1. Pendant toute la durée des vacances, un vidéo club alimenté par un groupe électrogène est ouvert au village Boubou.

3.4.8. Etablissement/Sites touristiques

La Commune dispose de 2 établissements touristiques, l'un à Mombo et l'autre à Tangui. A Mombo, il s'agit d'une maison d'habitation de très faible capacité d'accueil, utilisée comme auberge sans respect des normes en la matière. Les sites touristiques potentiels non aménagés sont le lac DIA-DIA, le mont pélé et dans la moindre mesure les berges du fleuve Mounjo à Mombo-Beach et Moundeck-Beach.

3.4.9. Services administratifs

Les services administratifs rencontrés dans la Commune sont la sous-préfecture, la santé, la délégation d'arrondissement d'agriculture, le poste agricole de Tangui, l'inspection primaire de l'éducation de base et la gendarmerie.

La sous-préfecture n'est pas propriétaire du bâtiment qui abrite ses services. Le personnel est très insuffisant, il se compose de 3 personnes, le sous-préfet, un agent d'Etat et un agent communal. Il y a également un manque criard d'équipements et de matériel de travail.

La délégation d'arrondissement d'agriculture et du développement rural (DAADER) est logée dans un bâtiment public mais en mauvais état. Tout comme la sous-préfecture, elle n'a que 2 personnels, le délégué d'arrondissement et 1 agent communal. Egalement, il y a insuffisance d'équipements et de matériel de travail.

Le Poste agricole de Tangui n'est pas construit. Le seul personnel est le Chef de poste

Les services de la santé sont représentés par 2 Centres de Santé Intégré (CSI) et une case de santé privée, la Modern Health Care and Counselling Centre (MHCCC). En dehors de la case de santé privée, les deux CSI sont logées dans leurs propres bâtiments et fonctionnent avec un personnel réduit.

Le cadre de travail nécessite des aménagements appropriés et une extension. Les équipements et le matériel de travail sont insuffisants.

L'inspection primaire est pourvue d'un personnel en nombre suffisant. Elle est logée dans son propre bâtiment nécessitant des aménagements. Tout comme les autres services, elle fait aussi face au manque d'équipements et de matériel de travail.

La Gendarmerie est logée dans une vieille bâtisse coloniale ayant abrité les magasins de l'Ex-Regifercam. Elle fait face à l'insuffisance du personnel, à l'insuffisance d'équipements et de matériel et enfin, elle manque d'un véhicule pour les interventions rapides.

Par ailleurs, il y a l'institution communale qui comprend outre l'exécutif municipal, un secrétariat général, une recette municipale et 4 services techniques (Affaires financières, Affaires générales, Affaires sociales et Hygiène et salubrité). La grande majorité des services est logée dans un bâtiment nouvellement construit et le reste dans l'ancien bâtiment en bois.

3.4.10. Entreprises privées

Les entreprises privées rencontrées dans la Commune sont représentées par les sociétés SEMC, CIMEMCAM et SBM ainsi que les établissements suivants : Ets MKLC, Ets TCHASSEM et Ets FOSSO. Les actions de développement de ces sociétés en faveur des populations sont très peu visibles. La mise en place d'un cadre de concertation avec la Commune est à encourager et promouvoir, de même qu'il faut une transparence de leur participation au développement de la Commune.

3.4.11. Foyers communautaires et autres

La commune de Mombo possède 2 foyers communautaires privés localisés dans la ville de Mombo. Il s'agit du foyer Djakou et du foyer Mifi. Ces foyers sont l'œuvre des communautés bamilékes de Mombo. Ils n'ont pas d'aménagements particuliers et sont prioritairement utilisés par les propriétaires pour les réunions et les activités culturelles diverses. Ils sont mis en location pour le grand public.

3.5. PRINCIPALES POTENTIALITES ET RESSOURCES DE LA COMMUNE

3.5.1. Potentialités de la Commune

La Commune de Mombo regorge d'énormes potentialités dont les plus perceptibles sont les suivantes :

- Existence de ressources humaines assez dynamiques
- Climat favorable à la production agricole ;
- Cacaoculture prospère ;
- Large gamme de produits vivriers cultivés ;
- Marché de cacao opérationnel depuis cette campagne 2011 dans l'espace urbain de Mombo ;
- Existence de 4 hangars de marchés et passagers, ainsi repartis : Mombo :2, Moundeck :1 et Djoungo-rails :1 ;
- Existence de nombreuses carrières de sable le long du fleuve Moungo ;
- Présence d'un lac à fort potentiel touristique ;
- Existence d'un calendrier cyclique des jours de marché dans la Commune ;
- Existence d'environ 44 GIC, UGIC et associations dans la Commune ;
- Réseaux ORANGE, MTN et CAMTEL fonctionnels ;
- Réseau électrique AES Sonel fonctionnel dans trois localités ;
- Existence dans la Commune d'un tronçon d'environ 6 km de la route nationale n°5.

3.5.2. Ressources naturelles de la Commune

Les principales ressources rencontrées dans l'espace urbain de Mombo sont les suivantes :

- Vastes terres fertiles ;
- Existence de nombreuses carrières de sable à Mombo-Beach et Moundeck-Beach, le long du fleuve Moungo ;
- Existence de 02 carrières de sable de très faible productivité dans la ville de Mombo ;
- Importantes carrières de pouzzolane à Djoungo-rails.



Photo 6 : Vue panoramique des réserves de pouzzolane de Djoungo-rails

IV. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1. SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL COMMUNAL (DIC)

4.1.1. Gestion des ressources humaines

Tableau 7 : Forces et faiblesses sur la gestion des ressources humaines

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> • Répartition effective des tâches entre le Maire et ses adjoints • Régularisation de paiement des salaires après 9 mois d'incertitude salariale • Personnel cadre bien formé et qualifié, mais en nombre insuffisant 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible mise en œuvre de la répartition des tâches entre le Maire et les adjoints ; • Paiement irrégulier des salaires de janvier à septembre 2011 ; • Discrimination dans l'octroi des primes aux agents ; • Agents décisionnaires peu qualifiés ; • Irrégularité des réunions de service ; • Absentéisme et faible engagement au travail du personnel ; • Insuffisance du personnel dans certains services (SAG, Bureau de l'assiette fiscale, Communication, Coopération et Partenariat local) ; • Engorgement en personnel au service d'hygiène et de salubrité ; • Situation indécise du personnel temporaire arrivée en fin de contrat depuis janvier 2011 ; • Absence d'un système d'évaluation du personnel ; • Absence de profil de carrière du personnel ; • Absence d'un plan de renforcement de capacités du personnel ; • Faible capacité de l'exécutif municipal à la mobilisation des ressources financières.

4.1.2. Gestion des ressources financières

Tableau 8 : Forces et faiblesses sur la gestion des ressources financières

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> • Bonne capacité d'autofinancement de la Commune en rapport avec les recettes propres ; • Existence d'une recette municipale 	<ul style="list-style-type: none"> • Sommier des contribuables insuffisamment exploité et non actualisé ; • Absence d'un bâtiment sécurisé au poste de péage de Djoungo-Rails • Formation dans le tas des agents communaux impliqués dans les opérations de recouvrement ; • Existence de quelques agents véreux de recouvrement ; • Absence d'un mécanisme de suivi et de contrôle de l'exécution du budget par les conseillers et les populations ; • Absence d'un coffre fort mural à la recette municipale ; • Absente de publication du budget prévisionnel et des comptes administratifs • Poste périodique du service des impôts ; • Absence d'une stratégie de mobilisation des ressources externes

4.1.3. Gestion du patrimoine communal

Tableau 9 : Forces et faiblesses sur la gestion du patrimoine communal

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> • Demande de rétrocession à la Commune du titre foncier n°1135 de 120 hectares engagée ; • Existence d'un hôtel de ville moderne et confortable. 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'une propriété foncière communale propre ; • Insuffisance des bâtiments des services communaux ; • Absence d'une tribune officielle ; • Absence d'un coffre fort mural à la recette pour la sécurisation des fonds ; • Gestion particularisé du matériel roulant de la Commune ; • Insuffisance de moyens de locomotion au service de recouvrement ; • Absence de logiciel informatique de comptabilité dans les services financiers • Insuffisance du matériel et équipement d'entretien du patrimoine ; • Insuffisance et vieillissement du matériel, mobilier et équipement ; • Absence d'un plan d'urbanisation.

4.1.4. Gestion des relations

Tableau 10 : Forces et faiblesses sur la gestion des relations

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> • Exécutif communal bien intégré dans la Commune • Existence d'une bonne stratégie de communication (note de service, affichage au babillard municipal, enseignes indicatives, tableau d'affichage public...) 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de plaidoirie et lobbying auprès des partenaires au développement ; • Difficultés de la Commune à satisfaire à certaines exigences de dépenses non budgétées, émanant des partenaires et des populations.

4.1.5. Axes de renforcement de l'Institution Communale

Tableau 11 : Axes de renforcement sur la gestion des ressources humaines

Objectif spécifique	Axes de renforcement	Responsables
Développer durablement la performance des services	<p>Sur le plan du personnel communal :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect de la répartition des tâches entre le Maire et les adjoints ; • Paiement régulier des salaires du personnel ; • Elaboration des grilles d'évaluation par service pour l'octroi des primes au personnel ; • Elaboration et mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités du personnel communal, sur les thèmes liés à leurs missions ; • instauration des réunions mensuelles au sein de chaque service et des réunions trimestrielles de services ; • instauration et exploitation des fiches de présence au service pour guider l'évaluation du personnel ; • Redéploiement du personnel dans les services nécessaires ; • Régularisation de la situation du personnel temporaire, ou le cas échéant leur licenciement ; • Elaboration et suivi d'un chronogramme mensuel d'activités ; • Etablissement d'un profil de carrière du personnel. 	Exécutif municipal, SG, Chefs de service

	<p>Au niveau de conseillers municipaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités des conseillers municipaux en techniques de budgétisation participative ; • Mise en place d'un mécanisme opérationnel de suivi et contrôle de l'exécution du budget. 	
--	--	--

Tableau 12 : Axes de renforcement sur la gestion des ressources financières

Objectif spécifique	Axes de renforcement	Responsables
Améliorer durablement la gestion financière et sécuriser les recettes communales	<ul style="list-style-type: none"> • Actualisation du sommier des contribuables ; • Identification de nouvelles sources de recettes ; • Construction d'un bâtiment sécurisé au poste de péage de Djoungo-Rails ; • Renforcement des capacités des agents communaux des services financiers en matière de gestion financière et de la bonne gouvernance locale ; • Mise en place d'un mécanisme opérationnel de suivi et de contrôle de l'exécution du budget par les conseillers municipaux et les populations (p.e : affichage des grandes lignes du budget et des comptes de gestion...) • Organisation des séances publiques spéciales d'information et d'échanges sur l'exécution, le suivi et le contrôle du budget ; • Acquisition et pose d'un coffre fort mural à la recette pour la sécurisation des fonds ; • Affichage des grandes lignes du budget prévisionnel et des comptes administratifs ; • Création d'un poste permanent du service des impôts dans la Commune ; • Mise en place d'une stratégie de mobilisation des ressources externes 	Exécutif municipal, SG, RM, SAEF, Conseillers Municipaux

Tableau 13 : Axes de renforcement sur la gestion des ressources patrimoniales

Objectif spécifique	Axes de renforcement	Responsables
Améliorer durablement la gestion des ressources patrimoniales	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi rapproché du dossier de rétrocession du titre foncier n°1135 de 120 ha ; • Construction/extension des bâtiments des services communaux (services administratifs et techniques) ; • Construction d'une tribune officielle ; • Acquisition et pose d'un coffre fort mural à la recette municipale de Mombo pour la sécurisation des fonds ; • Opérationnalisation du service technique pour améliorer la gestion du matériel roulant; • Dotation d'un moyen de locomotion propre au service de recouvrement ; • Acquisition de 02 conformations informatiques avec logiciel de comptabilité dans les services financiers (SAEF et RM) ; • Sécurisation et dépannage régulier des équipements informatiques ; • Mise en place d'une stratégie d'entretien du patrimoine ; • Acquisition du matériel et équipement de bureau en quantité suffisante ; • Elaboration d'un plan d'amortissement des biens immeubles et équipements communaux ; 	Exécutif municipal, SG, RM, SAEF

Tableau 14 : Axes de renforcement sur la gestion des relations

Objectif spécifique	Axes de renforcement	Responsables
Améliorer la gestion des relations	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation d'une conférence de plaidoirie et lobbying auprès des partenaires au développement ; • Faire des prévisions budgétaires raisonnables pour satisfaire les demandes d'assistance des partenaires et des populations. 	Exécutif municipal

4.2. PROBLEMES IDENTIFIES ET ANALYSES PAR SECTEUR

Les principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur sont présentés dans le tableau 15 suivant :

Tableau 15 : Matrice d'identification des problèmes et besoins par secteur

N°	SECTEUR	PROBLEME	CAUSES	EFFETS	SYNTHESE DES BESOINS
1	ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DECENTRALISATION	Insuffisance d'infrastructures de l'administration territoriale	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'un bâtiment propre pour la Sous-préfecture • Bâtiment colonial en mauvais état abritant le poste de gendarmerie, • Absence de commissariat de sécurité publique 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'entretien du bâtiment abritant des services de l'AT ; • Mauvaise conditions de travail de l'autorité administrative et du maintien de l'ordre 	<ul style="list-style-type: none"> • Construire et équiper 01 bâtiment pour la Sous-Préfecture ; • Réhabiliter ou construire bâtiment de la gendarmerie ; • Créer et construire 01 bâtiment pour le commissariat spécial
2	AGRICULTURE	Faible production et productivité agricole	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance du personnel du MINADER dans la Commune • Absence de poste agricole à Djoungo-rails, Boubou, Djoungo-route et Moundeck • Absence d'un Centre de formation rural (CFR) ou Centre d'études et d'actions communautaires (CEAC) • Insuffisance de subventions au développement des filières à forte valeur ajoutée (cacao, manioc, banane plantain) • Rareté et cherté de la main d'œuvre • Insuffisance d'infrastructures de transformation et de commercialisation • Pertes post récoltes assez importantes • Absence de magasins de stockage communautaire • Absence de case communautaire dans les 5 villages habités • Baisse de la fertilité des sols dus à la production intensive des cultures, l'absence de jachère et le faible niveau d'utilisation des intrants agricoles améliorés (engrais, semences, plants et pesticides) • Faible motivation des producteurs • Faible niveau d'organisation des producteurs • Enclavement des zones de forte production • Mauvais état des infrastructures abritant la DAADER de Mombo • Absence d'un titre de propriété du domaine de la DAADER • Insuffisance des équipements et du mobilier et matériel de bureau 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible niveau d'encadrement des producteurs • Pertes post récoltes assez importantes • Faible motivation des producteurs • Pertes post récoltes élevées • Absence de lieu de tenue des réunions • Cadre de travail de qualité approximative • Faible motivation du personnel en rapport avec la qualité du cadre de travail 	<ul style="list-style-type: none"> • Affecter 02 chefs de bureaux en développement de l'agriculture et en développement local à la DAADER de Mombo • Créer et construire 4 postes agricoles dans les villages de Boubou, Djoungo-rails, Djoungo-route et Moundeck • Créer et construire un CFR/ CEAC à Mombo • Appui au développement des filières à forte valeur ajoutée (cacao, manioc, banane plantain) par les subventions en intrants améliorés aux organisations de producteurs de la Commune • Construire au moins 25 fours communautaires de séchage de cacao du type Samoam dans la Commune (Mombo : 7, Tangui : 3, Djoungo-rails : 2, Moundeck : 2, Boubou : 5 Nkwansi : 1 et Djoungo-route : 5) • Construire un magasin de stockage communautaire dans chaque village (Mombo, Djoungo-rails, Doungo-route Boubou, Moundeck et Tangui) • Construire 1 case communautaire dans chacun des 5 villages habités (Djoungo-rails, Doungo-route, Boubou, Moundeck et Tangui) • Promouvoir l'utilisation des intrants agricoles améliorés par l'organisation d'au moins 2 sessions de formation des producteurs à Momo et à Boubou • Organiser tous les 2 ans, un mini comice agropastoral communal pour promouvoir le secteur agricole et pastoral et encourager les producteurs • Appui technique de la DAADER de Mombo et du Poste agricole (PA) de Tangui à la création des GIC et UGIC • Aménager les pistes de collecte dont la description est faite dans le secteur des travaux publics • Réhabiliter les infrastructures abritant la DAADER de Mombo • Sécuriser le domaine de la DAADER par la construction d'une clôture de 300 ml. • Appui de la DAADER de Mombo à l'acquisition des équipements et du matériel de bureau (1 ordinateur complet, le mobilier de bureau, 1 moquette, 2 appareils de traitement et 1 kit de produits phytosanitaires pour des appuis ponctuels et des besoins de démonstration

N°	SECTEUR	PROBLEME	CAUSES	EFFETS	SYNTHESE DES BESOINS
3	AFFAIRES SOCIALES	Difficultés d'accès aux services sociaux	<ul style="list-style-type: none"> • Absence des services sociaux • Absence d'infrastructures d'encadrement et de prise en charge sociale • Non prise en charge des couches vulnérables • Manque d'informations sur le suivi des couches vulnérables • Inorganisation des personnes vulnérables • Absence d'une mutuelle de santé 	<ul style="list-style-type: none"> • Non prise en charge des couches vulnérables • Abandon des personnes vulnérables • Manque d'informations sur le suivi des couches vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> • Créer, construire et équiper un service social • Construire une structure d'encadrement et de prise en charge sociale. • Appui financier et matériel aux personnes vulnérables de la Commune • Appuyer la structuration en association des personnes vulnérables
4	COMMERCE	Insuffisance d'infrastructures de collecte, d'entreposage et de commercialisation des produits agricoles et manufacturés	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de hangar de marché dans les villages Moundeck, Boubou, et Djoungo-route • Mauvais état du hangar de marché de Djoungo-rails • Complexe commercial de Tangui non fonctionnel • Mauvais état des comptoirs du marché A de la ville de Mombo • Absence d'équipement dans les hangars des marchés A et B de bancs en béton armé • Faible capacité d'accueil du marché B et absence de latrines • Absence de hangar équipé au point de collecte des vivres du quartier 2 • Absence de complexe commercial moderne et de magasins dans la ville de Mombo • Absence au marché B d'un magasin de stockage de bonne capacité équipé de palettes, bascule, sondes et humidimètre • Insuffisance de fours de séchage de cacao du type Samoam • Absence d'une stratégie de lutte contre le coxage du cacao • Mauvais état des routes de collectes et de dessertes • Eloignement des points de ravitaillement • Renchérissement des coûts de transport • Cherté des produits agricoles et manufacturés 	<ul style="list-style-type: none"> • Commerçants et acheteurs à la merci des intempéries à cause de l'insuffisance des hangars • Détérioration de la qualité des produits • Détérioration progressive du complexe commercial de Tangui pour non utilisation • Entreposage des produits à même le sol • Usagers des marchés incapables de satisfaire leurs besoins • Renchérissement des coûts de transport • Cherté des produits agricoles et manufacturés 	<ul style="list-style-type: none"> • Construire un hangar de marché équipé de bancs en béton armé dans les villages Moundeck, Boubou, et Djoungo-route • Réhabiliter en matériau définitif, le hangar de marché de Djoungo-rails • Rendre opérationnel le complexe commercial de Tangui en mettant en location les boutiques avec des contrats de performance à court terme • Construire au moins 30 comptoirs en matériaux définitifs au marché A de la ville de Mombo • Equiper les hangars des marchés A et B de Mombo, chacun de 3 bancs en béton armé • Agrandir le hangar du marché B et y aménager un bloc de 02 latrines ventilées • Construire un hangar équipé de 3 bancs en béton armé au point de collecte des vivres du quartier 2 de Mombo, avec un bloc de 2 latines ventilées • Construire un complexe commercial moderne d'au moins 25 boutiques et magasins dans la ville de Mombo • Construire un magasin de stockage équipé à Mombo avec aménagement d'une latrine et d'un point d'eau • Mettre en place une stratégie d'éradication du coxage du cacao par l'organisation des cacaoculteurs en fédération
5	COMMUNICATION	Difficultés d'accès aux informations	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de connexion de certaines chaînes TV • Faible couverture de l'espace par le signal de radio et télévision nationale • Absence d'une médiathèque moderne • Absence d'une radio communautaire • Faible capacité du cyber café de Mombo 	<ul style="list-style-type: none"> • Actualité internationale peu connue • Faible connaissance de l'actualité locale • Information tardive des populations • Développement de la rumeur 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les opérateurs économiques de la nécessité d'un service de câblage télévision • Appui au promoteur du cyber café pour renforcer ses équipements et accroître sa capacité d'accueil • Réfectionner en médiathèque l'ancienne gare de Mombo • Production et diffusion d'un journal communal trimestriel • Construire et équiper un kioste à journaux • Plaidoyer pour l'installation d'une antenne relais CRTV à Mombo

N°	SECTEUR	PROBLEME	CAUSES	EFFETS	SYNTHESE DES BESOINS
6	CULTURE	Faible développement des activités culturelles dans la Commune	<ul style="list-style-type: none"> • Expression culturelle des populations est timide • Populations fortement attachées au développement des activités agricoles • Absence d'un foyer culturel communal 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible connaissance et pratique des activités culturelles 	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser annuellement un festival culturel • Construire et équiper un foyer culturel communal à Mombo • Créer des groupes de danses
7	DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT	Faible urbanisation et développement de l'habitat	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'un plan d'urbanisation et d'occupation des sols • Absence une politique de promotion de l'habitat • Insuffisance de l'entretien de la voirie urbaine d'environ 3 km 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance des routes de desserte dans les quartiers de la ville de Mombo • Difficultés de circuler à l'intérieur de certains quartiers de la ville • Habitat anarchique et de qualité approximative • Prédominance des habitations en matériau provisoire • Mauvais entretien des maisons d'habitation • Risques d'accidents de construction • Paysage urbain peu attractif 	<ul style="list-style-type: none"> • Elaborer un plan d'urbanisation et d'occupation des sols • Viabiliser les 10 km de voirie de l'espace urbain de Mombo à travers l'entretien et la réhabilitation des routes et des ouvrages d'assainissement • Définir les tronçons nouveaux de voirie dans les quartiers les moins desservis de Mombo • Instaurer une journée d'amélioration de l'habitat et créer un prix d'émulation de la plus belle concession • Assementer le personnel chargé du service d'hygiène et salubrité pour renforcer son autorité • Doter le service d'hygiène et salubrité des équipements (16 bacs à ordures, soit 4 bacs par quartiers dans la ville de mombo) et d'un véhicule pour l'enlèvement des déchets • Construire une décharge communale • Finaliser les travaux du parc d'attraction de la ville • Concevoir et mettre en exécution un plan d'occupation des sols dans l'espace urbain
8	DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	Difficultés d'accès au foncier	<ul style="list-style-type: none"> • Dossier de rétrocession à la Commune du titre foncier n°1135/Mgo du domaine de l'Etat non abouti • Espace urbain est constitué de lots privés appartenant aux populations • Etude inachevée du plan de délimitation de l'espace urbain • Absence d'un domaine propre pour la Mairie • Difficultés d'acquisition des terrains 	<ul style="list-style-type: none"> • Limitation des initiatives pour l'exploitation des terres • Nombreux litiges fonciers • Terres appartenant à une minorité • Développement retardé de la ville • Non maîtrise des procédures 	<ul style="list-style-type: none"> • Délimiter le périmètre urbain de Mombo • Suivre au niveau du MINDAF, le dossier de rétrocession à la Commune du domaine de l'Etat objet du titre foncier n°1135/Mgo

N°	SECTEUR	PROBLEME	CAUSES	EFFETS	SYNTHESE DES BESOINS
9	EAU ET ENERGIE	Difficultés d'accès à l'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> Alimentation en eau potable discontinu dans la ville de Mombo Panne d'un forage d'eau du château Scanwater de Mombo Insuffisance des bornes fontaines publiques dans la ville de Mombo Panne de 2 bornes fontaines à Mombo Mauvais état des 151 puits artisanaux privés dans la Commune Insuffisance des branchements privés au réseau CDE à Tangui et à Djoungo-route Absence d'aménagement des sources Mauvaise qualité de l'eau du puits à motricité humaine de la Chefferie de Moundeck 3 puits négatifs équipés de pompe à motricité humaine (2 puits à Tangui et 1 puits à Djoungo-route) Insuffisance de points d'eau à Moundeck, Djoungo-route Non fonctionnement des points d'eau potable de Djoungo-rails Mauvais fonctionnement des comités de gestion d'eau Panne du forage équipé de volanta à Djoungo-Rails Délabrement du château d'eau CIACC de Djoungo-Rails Détérioration des 5 bornes fontaines du réseau d'eau CIACC de Djoungo-Rails 	<ul style="list-style-type: none"> Pénuries d'eau fréquente Pénibilité d'approvisionnement en eau potable Mauvaise qualité des eaux de sources et des puits artisanaux privés Persistance des maladies hydriques Budget de santé assez élevé pour les familles Appauvrissement des familles 	<ul style="list-style-type: none"> Réhabiliter et extension du réseau d'eau SCANWATER de Mombo et sa mise en régie Doter la ville de Mombo de 15 nouvelles bornes fontaines, prioritairement à proximité des écoles et dans les quartiers 2, 3 et 4 Réparer les 02 bornes fontaines de la ville de Mombo localisées à la chefferie du quartier 4 et à l'église EEC Appui à l'aménagement de 147 puits artisanaux privés sur les 151 existants Faire une campagne de branchement CDE à un taux préférentiel à Tangui et Djoungo-route Aménager 5 sources (2 sources à Boubou, 1 source à Djoungo-Rails, 1 source à Moundeck et 1 source à Mombo au quartier 4) Construction de 1 forage à Moundeck Construction de 1 forage à Djoungo-Rails Construction de 1 forage à Djoungo-Route Réhabiliter le puits à motricité humaine de la Chefferie de Moundeck Réhabiliter les 3 puits équipés de pompe à motricité humaine (2 puits à Tangui et 1 puits à Djoungo-route) Réhabiliter le forage équipé de volanta de Djoungo-rails Sensibiliser et animer les comités de gestion d'eau de la Commune Connecter Djoungo-rails au réseau CDE à partir de Djoungo-route sur 2,5 km
		Difficultés d'accès à l'énergie électrique	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance de l'éclairage public dans la ville de Mombo Absence d'éclairage public à Tangui et Djoungo-rails Existence d'environ 10 poteaux électriques défectueux sur l'axe Tangui-Mombo Existence de nombreux branchements en toile d'araignée dans les quartiers 1, 2 et 4 de la ville de Mombo Absence d'électricité dans les villages Moundeck, Boubou et Nkwangsi Electrification inachevée à Djoungo-route Extension du réseau électrique inachevée à Mombo 	<ul style="list-style-type: none"> Chutes régulières des poteaux sur le tronçon Mombo-Tangui Coupures intempestives du courant électrique à Mombo Difficultés de transformer ou de conserver les produits Détérioration rapide des produits alimentaires Difficultés de constituer des réserves alimentaires Déplacements fréquents pour le ravitaillement en produits alimentaires Importants frais induits 	<ul style="list-style-type: none"> Installer 55 lampadaires publics supplémentaires dans tous les 4 quartiers de Mombo Installer 10 lampadaires publics à Tangui (5) et à Djoungo-rails (5) Identifier et remplacer de tous les poteaux défectueux sur l'axe Mombo-Tangui Faire l'extension de 21,5 km de moyenne tension (Mombo : 0,5 km, Boubou : 10 km, Djoungo-rails : 2 km : Djoungo-route : 0,3 km, Moundeck : 6 km et Nkwangsi : 3 km) Finalisation de l'extension du réseau électrique à Mombo Electrification rurale à Moundek (6 km) Electrification rurale à Boubou (11 km) Finalisation des travaux d'électrification de Djoungo-route

N°	SECTEUR	PROBLEME	CAUSES	EFFETS	SYNTHESE DES BESOINS
10	ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES	Faible production avicole	<ul style="list-style-type: none"> - Faible cheptel porcins - Inorganisation des éleveurs - Peu d'infrastructures et insuffisance du personnel d'encadrement des éleveurs - Divagation des animaux d'élevage et de compagnie - Mauvais état de la fourrière municipale des animaux - Absence de vaccination des animaux de compagnie appuyée par la Commune - Absence d'élevage non conventionnel - Insuffisance des revenus 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible consommation des protéines animales • Absence d'un cadre de concertation des éleveurs • Conflits agropastoraux fréquents • Risque de contamination des maladies des animaux et zoonoses 	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser annuellement un mini comice agropastoral communal pour promouvoir ces secteurs et encourager les producteurs • Créer, construire et équiper 1 centre zootechnique et de contrôle sanitaire vétérinaire (CZCSV) à Mombo et Boubou et y affecter un personnel adéquat • Organisation des éleveurs en GIC • Promouvoir l'élevage des escargots et d'aulacodes à travers l'organisation des ateliers de formation • Instaurer au moins 2 campagnes de vaccination anti-rabique • Réhabiliter en matériau définitif la fourrière municipale pour animaux de Mombo
11	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	Difficultés d'accès à un emploi décent	<ul style="list-style-type: none"> • Faible niveau de qualification des jeunes • Absence d'un centre de formation professionnelle rapide • Absence des structures de promotion de l'auto-emploi • Faiblesse de l'économie locale • Faible esprit d'entreprise 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombreux jeunes sans emploi • Exode rural • Oisiveté • Délinquance 	<ul style="list-style-type: none"> • Créer et construire un centre de formation professionnelle rapide, à l'instar de la SAR/SM à Mombo • Créer un fond d'appui financier communal pour la mise en place des microprojets
12	EDUCATION DE BASE	Difficultés d'accès à l'éducation de base de qualité	<p><u>Ecole publique de Mombo-Gare</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Absence d'une école maternelle • Insuffisance de salles de classe • Mauvais état des 4 bâtiments de l'école • Insuffisance de latrines • Absence de logements d'enseignants • Absence d'un point d'eau propre à l'école • Absence d'aménagement (clôture et reboisement) • Insuffisance de bureaux de maître • Insuffisance des équipements et du matériel (table-bancs, chaises, bureaux et armoires pour maîtres, imprimante, photocopieur, bac à ordures, boîte à pharmacie complète) <p><u>Ecole publique bilingue de Mombo</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Absence d'une école maternelle • Insuffisance de salles de classe • Insuffisance de latrines • Absence de logement d'enseignants • Absence d'une salle informatique équipée d'ordinateurs • Insuffisance des équipements et du matériel (tables-bancs, chaises, bureaux et armoires pour maîtres, imprimante, photocopieur, boîte 	<ul style="list-style-type: none"> • Cadre scolaire inapproprié • Faible motivation de se scolariser • Cadre idéal de développement certains parasites (chiques) • Scolarité tardive • Scolarité inadaptée pour les anglophones • Echec scolaire élevé • Faible épanouissement des jeunes • Interruption rapide de la scolarité • Ignorance de l'informatique • Insuffisance de prise en charge pour les premiers soins de santé 	<p><u>Ecole publique de Mombo-Gare</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Réhabiliter les 4 bâtiments de l'école (petits travaux de peinture et de remplacement des ouvertures) • Construire 2 nouvelles salles de classe • Créer et construire une école maternelle • Acquérir 2 bureaux de Maître • Construire les infrastructures ci-après : <ul style="list-style-type: none"> - 01 bloc de latrine triple, 01 clôture - 05 logements pour enseignants - 01 point d'eau approvisionné en journée - Reboiser l'enceinte de l'école - Acquérir les équipements et matériel suivant : <ul style="list-style-type: none"> - 60 table-bancs, 01 bac à ordures - 01 kit de 10 chaises, 10 bureaux et 10 armoires pour maîtres - 01 ordinateur avec imprimante - 01 photocopieur, 01 boîte à pharmacie complète <p><u>Ecole publique bilingue de Mombo</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer et construire une école maternelle • Construire les infrastructures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - 01 bloc de 04 salles de classe, 01 bloc de latrine triple - 01 bloc de logements pour enseignants - 01 salle informatique équipée de - Acquérir les équipements et matériel suivant : <ul style="list-style-type: none"> - 200 tables-bancs, 03 chaises, 03 bureaux - 08 armoires pour les maîtres, 01 boîte à pharmacie

12	EDUCATION DE BASE	Difficultés d'accès à l'éducation de base de qualité	<p>à pharmacie complète)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Absence de reboisement de l'école <p><u>Ecole publique de Djoungo-Rails</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Absence d'une maternelle • Insuffisance du personnel enseignant • Absence d'un bloc administratif • Absence d'un point d'eau potable • Absence d'une salle informatique équipée • Absence d'électrification à l'école • Absence d'un jardin scolaire et de reboisement, Scolarité tardive • Ignorance de l'informatique • Absence des commodités de première nécessité <p><u>Ecole publique de Djoungo-Route</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Absence d'une maternelle • Absence de latrines • Absence d'une aire de jeu équipée • Absence de bacs à ordures • Insuffisance du personnel enseignant • Absence d'un point d'eau potable • Absence d'électrification de l'école • Absence d'un jardin scolaire et de reboisement 	<ul style="list-style-type: none"> • Cadre scolaire inapproprié • Faible motivation de se scolariser • Cadre idéal de développement certains parasites (chiques) • Scolarité tardive • Scolarité inadaptée pour les anglophones • Echec scolaire élevé • Faible épanouissement des jeunes • Interruption rapide de la scolarité • Ignorance de l'informatique • Insuffisance de prise en charge pour les premiers soins de santé 	<p>complète</p> <p>10 ordinateurs pour la salle informatique</p> <p>- Reboiser l'enceinte de l'école</p> <p><u>Ecole publique de Djoungo-Rails</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer et construire une maternelle • Construire 01 point d'eau potable à l'école (puits à motricité humaine) • Construire 01 bloc administratif, Electrifier l'école • Construire et équiper une salle informatique • Affecter le personnel enseignant complémentaire • Reboisement de l'école et création d'un jardin scolaire <p><u>Ecole publique de Djoungo-Route</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer et construire une maternelle • Construire un bloc de 3 latrines ventilées • Construire une aire de jeu équipée • Acquérir des bacs à ordures • Affectation du personnel enseignant • Aménager le point d'eau potable situé à l'école • Reboisement de l'école et création d'un jardin scolaire
12	ENSEIGNEMENT DE BASE	Difficultés d'accès à l'éducation de base de qualité	<p><u>Ecole publique de Tanqui</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Absence d'une maternelle bilingue • Absence d'un cycle anglophone à l'école • Absence d'une aire de jeu équipée • Absence de bacs à ordures • Insuffisance du personnel enseignant • Point d'eau potable non fonctionnelle • Absence de raccordement de l'école au réseau CDE • Eloignement de l'école anglophone • Absence d'un jardin scolaire et de reboisement <p><u>Ecole publique de Moundeck</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Absence d'une maternelle • Mauvais état du bâtiment en planche construit par les parents • Absence d'une aire de jeu équipée • Absence de logement d'enseignants • Insuffisance de salles de classe • Insuffisance de tables bancs • Absence de bacs à ordures 		<p><u>Ecole publique de Tanqui</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer et construire une maternelle bilingue • Transformation de l'école en une école bilingue • Aménagement d'une aire de jeu équipée • Acquérir des bacs à ordures • Affectation du personnel enseignant • Aménager le point d'eau potable de l'école • Raccorder l'école au réseau CDE • Reboisement de l'école et création d'un jardin scolaire <p><u>Ecole publique de Moundeck</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer et construire une maternelle • Réhabiliter l'ancien bâtiment en matériau définitif • Construire 01 point d'eau potable à l'école (puits à motricité humaine) • Aménager une aire de jeu • Acquérir des bacs à ordures • Acquérir des tables bancs en quantité suffisante • Affecter le personnel enseignant complémentaire

12	ENSEIGNEMENT DE BASE	Difficultés d'accès à l'éducation de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance du personnel enseignant • Absence d'un point d'eau potable • Absence d'un jardin scolaire et de reboisement <p><u>Ecole publique de Boubou</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Absence d'une maternelle bilingue • Mauvais état des salles de classe • Insuffisance de salles de classe • Absence d'une section anglophone • Absence d'une aire de jeu équipée • Absence de logement d'enseignants • Absence de bacs à ordures • Insuffisance du personnel enseignant • Absence d'un jardin scolaire et de reboisement 	<ul style="list-style-type: none"> • Cadre scolaire inapproprié • Faible motivation de se scolariser • Cadre idéal de développement certains parasites (chiques) • Scolarité tardive • Scolarité inadaptée pour les anglophones • Echec scolaire élevé • Faible épanouissement des jeunes • Interruption rapide de la scolarité • Ignorance de l'informatique • Insuffisance de prise en charge pour les premiers soins de santé 	<ul style="list-style-type: none"> • Reboisement de l'école et création d'un jardin scolaire <p><u>Ecole publique de Boubou</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer et construire une maternelle • Réhabiliter les 2 blocs de salles de classes existants • Construire un bloc de 3 salles de classes avec bureau du directeur • Créer une section anglophone • Construire et équiper une aire de jeu • Construire des logements de logement d'enseignants • Acquérir des bacs à ordures • Affecter le personnel enseignant • Reboisement de l'école et création d'un jardin scolaire
12	ENSEIGNEMENT DE BASE	Difficultés d'accès à l'éducation de base de qualité	<p><u>Ecole catholique bilingue St Kisito</u> Insuffisance et mauvais état de salles de classe Mauvais état de latrines Absence de logement d'enseignants Insuffisance de tables-bancs Absence de clôture Absence d'une aire de jeu équipée Absence de salles de classe propre pour la maternelle Absence de reboisement de l'école</p> <p><u>Ecole primaire et maternelle privée bilingue les Bourgeons</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de salles de classe • Insuffisance d'enseignants • Absence de latrines • Absence de logement d'enseignants • Insuffisance de tables-bancs • Absence de clôture • Absence d'un point d'eau potable • Absence de bacs à ordures • Absence d'une aire de jeu équipée • Absence d'une salle informatique équipée • Cadre scolaire inapproprié • Echec scolaire élevé <p>Faible épanouissement des jeunes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Cadre scolaire inapproprié • Faible motivation de se scolariser • Cadre idéal de développement certains parasites (chiques) • Scolarité tardive • Scolarité inadaptée pour les anglophones • Echec scolaire élevé • Faible épanouissement des jeunes • Interruption rapide de la scolarité • Ignorance de l'informatique • Insuffisance de prise en charge pour les premiers soins de santé 	<ul style="list-style-type: none"> • Reboisement de l'école et création d'un jardin scolaire <p><u>Ecole catholique bilingue St Kisito</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Réhabiliter les 03 salles de classe existantes • Réhabilitation du bloc latrine • Construire les infrastructures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - 09 salles de classe - 01 point d'eau potable - 01 clôture - 01 bloc de logements pour enseignants - 01 aire de jeu équipé. - 01 bloc de 02 salles de classe pour la maternelle • Acquérir 270 tables bancs • Reboiser l'enceinte de l'école <p><u>Ecole primaire et maternelle privée bilingue les Bourgeons</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Construire les infrastructures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - 08 salles de classe en dur - 01 point d'eau potable - 01 aire de jeu équipée - 14 appartements pour enseignants - 01 salle informatique équipée d'ordinateurs - 01 bloc de latrine à 2 fosses ventilées • Electrifier toute l'école - Acquérir les équipements et matériel suivant : <ul style="list-style-type: none"> - 240 tables bancs - 40 petites chaises pour la maternelle - 01 bac à ordures • Recruter 02 enseignants

N°	SECTEUR	PROBLEME	CAUSES	EFFETS	SYNTHESE DES BESOINS
13	ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	Difficultés d'accès à l'enseignement secondaire	<p><u>Lycée bilingue de Mombo</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Présence de 5 salles de classe en matériau provisoire • Construction inachevée de 3 salles • Insuffisance de salles de classe • Absence d'un bloc administratif et une salle de professeurs • Absence de logements pour enseignants • Insuffisance de latrines • Aire de jeu insuffisamment équipée • Insuffisance du matériel informatique • Absence d'infirmier • Absence d'une cantine • Absence d'une bibliothèque • Absence d'une adduction d'eau dans les latrines • Absence d'une clôture au Lycée • Absence d'un point d'eau potable • 5 ordinateurs en panne • Insuffisance d'enseignants • Absence d'un infirmier • Personnel d'appui non contractualisé • Absence d'un agent d'entretien - Insuffisance d'équipements et de matériel - Absence d'un établissement d'enseignement technique à Mombo 	<ul style="list-style-type: none"> • Cadre scolaire inapproprié • Faible motivation de se scolariser • Cadre idéal de développement certains parasites (chiques) • Scolarité tardive • Scolarité inadaptée pour les anglophones • Echec scolaire élevé • Faible épanouissement des jeunes • Interruption rapide de la scolarité • Ignorance de l'informatique • Absence de prise en charge des premiers soins 	<ul style="list-style-type: none"> • Transformer en dur, les 5 salles de classe en planche • Finaliser la construction des 3 salles de classe en cours • Construire les infrastructures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - 08 salles de classe en matériau définitif - 01 bloc administratif et 01 salle de professeurs - 01 second bloc de latrines - 01 point d'eau potable - 01 aire de jeu équipée - 14 appartements pour enseignants - 01 salle informatique équipée d'ordinateurs - 01 bloc de latrine à 2 fosses ventilées - 01 infirmerie - 01 clôture - 01 Cantine - 01 Bibliothèque - 01 Complexe sportif équipé - 01 adduction d'eau dans les latrines • Réparer les 5 ordinateurs en panne • Construire un forage au Lycée bilingue • Acquérir les équipements et matériel comprenant : <ul style="list-style-type: none"> - 21 ordinateurs avec accessoires (06 pour le personnel administratif et 15 pour la salle informatique) - 3 brouettes et du petit matériel (raclettes, machettes, pelles, seau) - 5 poubelles - Affectation des enseignants dans les disciplines suivantes : Section francophone (18 enseignants) Maths : 1 ; Anglais : 2 ; Français : 3 ; H/G : 2, Physique: 2 ; Chimie : 1 ; Espagnol : 2 ; EPS : 2 ; Philo : 1, et ESF : 2. Section anglophone (06 enseignants) Physics : 1 ; Maths : 1 ; Economics : 1 Literature : 1 et English : 2 <ul style="list-style-type: none"> • Affecter un infirmier • Contractualiser le personnel d'appui existant • Recruter un agent d'entretien - Acquérir les équipements et matériel suivant : Création, construction et équipement d'un CETIC
14	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Difficultés d'accès à l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'établissement supérieur • Arrêt prématuré de la scolarité des jeunes • Pauvreté des parents • Fuite des cerveaux • Insuffisance du fond d'appui aux stages de vacances des diplômés du supérieur 	<ul style="list-style-type: none"> • Arrêt prématuré de la scolarité des jeunes • Pauvreté des parents • Fuite des cerveaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Prévoir à la Commune un fond d'appui aux stages de vacances des diplômés du supérieur

N°	SECTEUR	PROBLEME	CAUSES	EFFETS	SYNTHESE DES BESOINS
15	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	Méconnaissance des gestes et activités soucieuses de l'environnement et de la protection de la nature	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance et méconnaissance des boîtes de sécurité pour déchets hospitaliers Absence d'un service de contrôle environnemental et de protection de la nature Absence des fosses d'incinération de déchets dans toutes les écoles Absence de clubs des amis de la nature dans les établissements scolaires Méconnaissance des foyers améliorés Absence d'un jardin botanique pour promouvoir le reboisement 	<ul style="list-style-type: none"> Mauvaise gestion des déchets hospitaliers Exposition aux maladies induites Abattage systématique des arbres restants pour bois de chauffe 	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation à l'utilisation des boîtes de sécurité pour déchet dans les centres hospitaliers Instaurer une taxe communale de coupe de bois de chauffe à Mombo Construire au moins 1 fosse d'incinération de déchets dans chacune des 10 écoles de la Commune Instaurer et animer dans chaque établissement scolaire, un club des amis de la nature Promouvoir l'utilisation des foyers améliorés après des populations Diagnostiquer à temps les dégradations de la voirie urbaine et prévoir des provisions pour des interventions d'urgence Créer un jardin botanique pour promouvoir le reboisement
16	FORETS ET FAUNE	Exploitation anarchique des produits forestiers et fauniques	<ul style="list-style-type: none"> Rareté de la forêt et de la faune Absence du service et personnel du MINFOF à Mombo Inexistence de contrôle forestier sur les axes de la Commune Disparition de plusieurs types d'essences et d'espèces fauniques Demande croissante de bois de chauffe et des fours de séchage de cacao Ecosystème en perpétuel mutation à cause de la forte pression agricole sur les terres 	<ul style="list-style-type: none"> Disparition de plusieurs types d'essences et d'espèces fauniques Ecosystème en perpétuel mutation à cause de la forte pression agricole sur les terres 	<ul style="list-style-type: none"> Promouvoir l'utilisation des fours améliorés pour diminuer la pression sur les arbres restants Promouvoir le reboisement du dixième au moins des parcelles privés Sensibiliser les populations sur la domestication des produits forestiers non ligneux (okok, better cola...) Réserver dans le titre foncier n°1135/Mgo en cours de rétrocession, environ 10 hectares pour la constitution d'une réserve forestière communautaire et des jardins publics Créer et construire un poste forestier à Mombo Créer un poste de contrôle forestier communal à Mombo
17	INDUSTRIES, MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	Faible développement des activités industrielles et minières dans la Commune	<ul style="list-style-type: none"> Faible participation des sociétés industrielles (CIMENCAM, SEMC) et exploitants des autres carrières de pouzzolane (MKJC, FOTSO et TCHASSEM) au développement de la Commune Inexploitation des carrières de sable le long du fleuve Moungo à Mombo-Beach Absence de concession de pouzzolane propre à la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> Faible taux des recettes d'exploitation des carrières de pouzzolane Insuffisance de sable dans la Commune Mauvaise qualité du sable du bas-fond du qtier 2 Cherté du sable dans la Commune Forte propension à l'habitat en bois 	<ul style="list-style-type: none"> Développer le lobbying auprès des sociétés industrielles de la Commune pour leur participation active au développement de la Commune Réhabiliter la route Mombo-Mombo Beach pour l'exploitation du sable le long du fleuve Moungo Acquérir et exploiter au compte de la Commune une concession de pouzzolane
18	JEUNESSE	Difficultés d'épanouissement des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> Inorganisation des jeunes Absence de structure d'encadrement des jeunes Absence d'un centre multifonctionnel de promotion des jeunes (CMPJ) Absence d'organisation des activités culturelles populaires (foire promotionnelle, mini comice tombola, championnat de vacances, colonies de vacances, boy scout, concert...) Absence d'une médiathèque Eloignement des centres de loisirs Sous emploi des jeunes Sous scolarisation des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> Déplacement fréquent des jeunes Exode rural Oisiveté Chômage Délinquance juvénile Prostitution Exposition aux maladies sexuellement transmissibles/SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> Construire un centre multifonctionnel de promotion des jeunes (CMPJ) à Mombo Organiser annuellement au moins deux des activités culturelles suivantes : foire promotionnelle, tombola, championnat de vacances, colonies de vacances, boy scout Créer et construire 2 centres d'alphabétisation fonctionnelle (CAF) à Boubou et Moundeck Mettre sur pied un conseil communal de la jeunesse Appui financier et matériel aux associations des jeunes Appuyer la structuration des jeunes en associations

N°	SECTEUR	PROBLEME	CAUSES	EFFETS	SYNTHESE DES BESOINS
19	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	Faible dynamique entrepreneuriale et absence de promotion de l'artisanat	<ul style="list-style-type: none"> • Rareté des produits de l'artisanat • Faible esprit d'initiative des populations • Inexistence du service en liaison avec la promotion des PME/PMI, de l'artisanat • Absence de structures de promotion de l'auto-emploi • Absence d'un centre de promotion de l'artisanat • Faible attrait des populations pour la création d'entreprise • Evolution désordonné du secteur informel • Amateurisme des meuniers et des opérateurs de fours de séchage de cacao 	<ul style="list-style-type: none"> • Rareté des produits de l'artisanat • Amateurisme des meuniers et des opérateurs de fours de séchage de cacao 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les populations aux métiers d'artisanats • Encadrer et structurer les corps de métiers • Créer et construire un centre de promotion de l'artisanat • Mettre en place une structure de promotion de l'auto-emploi • Renforcer les capacités techniques des meuniers et opérateurs des fours de séchage cacao
20	POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	Difficultés d'accès au service postal	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'un service ou d'une agence de messagerie postale • Absence de transactions financières formelles dans la Commune • Déplacements fréquents des populations pour le service postal • Coût élevé des déplacements • Risques de pertes d'argent 	<ul style="list-style-type: none"> • Déplacements fréquents des populations pour le service postal • Coût élevé des déplacements • Risques de pertes d'argent 	<ul style="list-style-type: none"> • Construire un télécentre communautaire à Mombo • Créer et construire un service ou d'une agence de messagerie postale à Mombo
21	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	Difficultés d'accès aux services de la promotion de la femme et de la famille	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'un service de promotion de la femme et de la famille • Absence de formation sur les activités génératrices de revenus (AGR) • Nombreuses unions libres • Grossesses indésirables et précoc 	<ul style="list-style-type: none"> • Grossesses indésirables • Maternités précoces • Insuffisance de mariage civil 	<ul style="list-style-type: none"> • Créer et construire 01 centre de promotion de la femme et de la famille à Mombo • Construire, équiper et doter en personnel une maison de la femme communale à Boubou • Organiser annuellement au moins une session de mariage collectif • Promouvoir les activités génératrices de revenus (AGR) à travers la formation des jeunes filles et femmes à la teinture, la fabrication du savon, la fabrication du beurre de cacao, la broderie...
22	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS	Faible utilisation des produits de la recherche	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'un cadre de concertation avec l'IRAD riveraine à la Commune • Faible utilisation des produits de la recherche • Utilisation des intrants agricoles tout venants • Rendement s des cultures en deçà de la moyenne requise 	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation des intrants agricoles tout venants • Rendements des cultures en deçà de la moyenne requise 	<ul style="list-style-type: none"> • Vulgarisation des produits de la recherche dans tous les villages par l'IRAD

N°	SECTEUR	PROBLEME	CAUSES	EFFETS	SYNTHESE DES BESOINS
23	SANTE	Difficultés d'accès aux soins de santé de base	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de CSI à Djoungo-Route, Djoungo-Rails, Tangui et Moundeck • Eloignement de certains villages par rapport aux centres de santé de Boubou et de Mombo • Absence d'un hôpital de district à Mombo • Mauvais état du bâtiment du CSI de Mombo • Insuffisance d'infrastructures, de moyen de déplacement, d'équipements et matériels aux formations sanitaires de la Commune • Insuffisance du personnel soignant aux CSI de Mombo et de Boubou • Absence d'un dispositif de traitement déchets aux CSI de Mombo et de Boubou • Mauvais état des latrines • Absence d'aménagements particuliers (adduction d'eau, reboisement, clôture) dans les centres de santé • Absence du recyclage du personnel et des membres du comité de santé 	<ul style="list-style-type: none"> • Eloignement de certains villages par rapport aux centres de santé de Boubou et de Mombo • Prise en charge tardive des maladies • Complication des maladies • Frais hospitaliers élevés • Abandon des soins • Mauvaise gestion des déchets hospitaliers • Exposition aux maladies induites 	<ul style="list-style-type: none"> • Créer et construire 4 centres de santé intégrés à Djoungo-Route, Djoungo-Rails, Tangui et Moundeck • Transformer le Centre de Santé Intégré (CSI) de Mombo en hôpital de district • Réhabiliter le bâtiment existant du CSI de Mombo • Construire les infrastructures et acquérir les équipements, matériels et moyens de locomotion ci-après : <p>CSI de Mombo :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 01 bâtiment en matériau définitif, 01 morgue - 01 logement du Chef de Centre - 01 ambulance, 03 berceaux avec matelas - 5 lits neufs et 11 matelas neufs - 01 autoclave pour la stérilisation du matériel - 01 réfrigérateur pour garder les vaccins - 01 table d'accouchement, des réactifs <p>CSI de Boubou :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 01 bâtiment en matériau définitif - 01 logement du Chef de Centre - 10 lits neufs avec matelas - 01 labo <p>Centre de santé privé de Mombo :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 01 bâtiment en matériau définitif - 01 logement du Médecin - 20 lits, 1 microscope, des réactifs - Equipements pour accouchement <p><u>Affecter le personnel suivant</u></p> <p>CSI de Mombo</p> <ul style="list-style-type: none"> - 01 Médecin, 01 infirmier breveté (IB) ; - 02 aides soignantes (AS) <p>CSI de Boubou</p> <ul style="list-style-type: none"> - 01 infirmier diplômé d'Etat (IDE) - 02 infirmiers brevetés (IB) ; 02 aides soignantes (AS) <ul style="list-style-type: none"> • Construire un dispositif de traitement des déchets dans chaque formation sanitaire de la Commune (Mombo : 2, Boubou : 1) • Réhabiliter les latrines du CSI de Mombo • Faire des aménagements particuliers (adduction d'eau, reboisement, clôture) dans les formations sanitaires de la Commune <p>Autres besoins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recyclage du personnel - Formation des membres du Comité de santé - Appui à la sensibilisation contre les produits de la rue

N°	SECTEUR	PROBLEME	CAUSES	EFFETS	SYNTHESE DES BESOINS
24	SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE	Difficultés d'accès aux activités sportives et d'éducation physique	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'un parcours sportif équipé • Absence d'un encadreur sportif communal • Mauvais état et insuffisance des aires de jeu • Absence d'un championnat de vacances • Faible épanouissement des populations • Eloignement des infrastructures de loisirs 	<ul style="list-style-type: none"> • Déplacement fréquent des jeunes • Oisiveté • Délinquance • Exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> • Construire un parcours sportif équipé et le doter d'un personnel d'encadrement performant • Aménager 4 stades de football et 6 aires de jeu dans les écoles publiques de Boubou, Djoungo-Rails, Moundeck, Tangui, Djoungo-route, EP Mombo gare, EP biligue de Mombo, au lycée bilingue de Mombo et aux écoles privées catholique et EEC • Création d'un club sportif municipal à Mombo • Redynamiser les championnats inter villages en mettant en place et appuyant un comité d'organisation
25	TOURISME	Faible développement de l'activité touristique	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance et mauvais état des infrastructures d'hébergement • Inexploitation des sites touristiques existants (berge du fleuve Moungo, lac Dia-Dia, mont Pélé) • Difficultés de séjourner dans la Commune • Délaissement des bâtisses coloniales • (Anciennes gares ferroviaires de Moundeck et Mombo) • Direction peu couru par les touristes 	<ul style="list-style-type: none"> • Destination peu courue par les touristes • Difficultés de séjourner dans la Commune • Insuffisance de touristes 	<ul style="list-style-type: none"> • Construire une auberge moderne communale à Mombo • Aménager les sites touristiques autour du mont pélé, le lac Dia-Dia et les berges du fleuve Moungo à Moundeck- Beach et Mombo-Beach
26	TRANSPORT	Difficultés de déplacement des personnes et des biens	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance et mauvais état des véhicules de transport • Mauvais état des routes de desserte et des pistes de collecte • Insuffisance de moto taxis • Absence de hangar de stationnement pour passagers et transporteurs et des commodités d'usage • Surcharges des biens et passagers • Coût élevé du transport • Dégradation des produits agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> • Surcharges des biens et des passagers • Coût élevé du transport • Dégradation des produits agricoles • Ralentissement des activités économiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Acquérir à la Mairie, 02 minibus de transport public • Réhabiliter 02 hangars passagers de Moundeck et Djoungo-rails • Construire une gare routière à Mombo • Créer un bureau chargé des questions de transport à Mombo • Formation en masse des conducteurs de moto taxis

N°	SECTEUR	PROBLEME	CAUSES	EFFETS	SYNTHESE DES BESOINS
27	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	Difficultés d'accès à la sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'un service de sécurité sociale • Inorganisation des corps de métiers pour bénéficier de la sécurité sociale 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de sécurité sociale • Absence de salaire de retraite 	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir la création d'une mutuelle de santé • Sensibiliser, informer et organiser les corps de métiers pour leur affiliation aux mutuelles de santé, assurances et/ou CNPS
28	TRAVAUX PUBLICS	Améliorer l'accès aux infrastructures routières à travers la Commune de Mombo	<ul style="list-style-type: none"> • Mauvais état de la route Tangui-Mombo : 4,2 km • Mauvais état de la route Djoungo route –Djoungo rails : 2 km • Mauvais état de la route Moundeck- Moundeck Beach 7 km • Insuffisance de reprofilage des tronçons : <ul style="list-style-type: none"> Mombo-Moundeck : 6 km Mombo-Djoungo rails : 3 km Mombo-Boubou: 10 km Mombo-Mbanga via Nkwangsi: 9 km avec 02 ouvrages d'art à réhabiliter Djoungo rails-Boubou : 8 km Moundeck- Nkwangsi: 3 km • Absence de la route Mombo-Djoungo route : 5 km • Absence de la route Mombo-Mombo beach : 10 km avec 2 ouvrages d'art à construire 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés de déplacement dans la Commune • Coûts élevés de déplacement à l'intérieur de la Commune • Pertes posts récoltes élevées • Détérioration rapide des véhicules et motos de transport 	<ul style="list-style-type: none"> • Bitumage de la route Tangui-Mombo : 4,2 km • Bitumage de la route Djoungo route –Djoungo rails : 2 km • Reprofilage/réhabilitation régulier des pistes de collecte et de desserte suivantes : <ul style="list-style-type: none"> Mombo-Moundeck : 6 km Mombo-Djoungo rails : 3 km Mombo-Boubou: 10 km Mombo-Mbanga via Nkwangsi: 9 km avec réhabilitation de 2 ouvrages d'art (ponts) Djoungo rails-Boubou : 8 km Moundeck- Nkwangsi: 3 km • Ouverture de la route Moundeck-Moundeck Beach: 7 km • Ouverture de la route Mombo-Djoungo route : 5 km • Ouverture du tronçon Mombo-Mombo beach : 10 km avec 02 ouvrages d'art (pnots)

V. PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1. VISION ET OBJECTIFS DU PCD

5.1.1. La vision du plan communal de développement de Mombo

La vision du plan communal de développement de Mombo, tel que révélée par les populations au cours du diagnostic réalisé au niveau des villages, dans l'espace urbain communal, dans l'institution communale et selon les avis recueillis auprès de l'exécutif communal, les conseillers municipaux et les sectoriels lors de l'atelier de planification peut se résumer en ces termes : La Commune de Mombo d'ici 10 ans, est une Commune où les conditions de vie des populations locales sont nettement améliorées à travers une offre acceptable en eau potable, en soins de santé primaire et en éducation. Egalement, une Commune où tous les 6 villages sont électrifiés et reliés par des routes praticables en toute saison et où les activités industrielle et économique sont prospèrent.

5.1.2. Objectifs du PCD

5.1.2.1. Objectif global

L'objectif global du présent Plan Communal de Développement est de permettre à la Commune de Mombo de disposer d'un cadre cohérent d'actions concertées à mettre en œuvre de sa stratégie de développement.

5.1.2.2. Objectifs spécifiques

L'analyse du diagnostic de la Commune a permis d'identifier des centres d'intérêt. A partir des orientations stratégiques, quatre objectifs spécifiques ont été retenus :

1. Faciliter l'accès de tous aux services socioéconomiques de base ;
2. Améliorer les revenus des populations ;
3. Améliorer la gestion des ressources de la Commune ;
4. Faciliter l'accès à l'information et à la communication.

Ces objectifs spécifiques poursuivis par la Commune s'intègrent parfaitement dans les différents secteurs clés évoqués dans le Document de Stratégie de la Croissance et de l'Emploi (DSCE) du Cameroun.

Les objectifs, les résultats par objectif, les indicateurs par niveau de stratégie, ainsi que les sources vérification et les coûts des différentes activités retenues sont présentés dans les cadres logiques par secteur dans les tableaux ci-contre.

5.2. Cadre logique par secteur

5.2.1. Cadre logique du secteur administration territoriale, décentralisation, sécurité, maintien de l'ordre

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Améliorer durablement la qualité des infrastructures des services de l'administration territoriale et de maintien de l'ordre	<ul style="list-style-type: none"> Le cadre de travail de l'administration territoriale est amélioré 			<ul style="list-style-type: none"> Rapport technique des services du MINAT Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD 	<ul style="list-style-type: none"> Les projets de construction sont inscrits dans le BIP et/ou le budget de la Mairie
Objectifs spécifiques	O1 : Améliorer le cadre de travail des services de l'administration territoriale et de maintien de l'ordre	<ul style="list-style-type: none"> Les infrastructures administratives sont construites, équipées et dotées d'aménagements nécessaires La brigade de gendarmerie est construite et équipée La caserne de gendarmerie est construite 				
	O2 : Doter les services de l'administration territoriale et de maintien de l'ordre d'un personnel en quantité suffisante	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 5 bureaux de l'administration territoriale et de maintien de l'ordre sont pourvus de personnel de qualité 				
Résultats attendus	R1 : Le cadre de travail des services de l'administration territoriale et de maintien de l'ordre est approprié et durablement amélioré	<ul style="list-style-type: none"> Les infrastructures administratives sont construites, équipées et dotées d'aménagements nécessaires La brigade de gendarmerie est construite et équipée La caserne de gendarmerie est construite 				
	R2 : Les services de sécurité et de maintien de l'ordre dotés d'un personnel de qualité en quantité suffisante	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 5 bureaux de l'administration territoriale et de maintien de l'ordre sont pourvus de personnel de qualité 				
Activités		Moyens			Coût (F CFA)	Conditions préalables
		Humain	Matériel	Financier		
	Construire et équiper 1 immeuble administratif pour la Sous-préfecture	X	X	X	120 000 000	
	Construire et équiper 1 bâtiment pour la gendarmerie	X	X	X	43 500 000	
	Construction de la caserne de la brigade de gendarmerie	X	X	X	35 000 000	
Plaider auprès du MINAT pour l'affectation du personnel à la sous-Préfecture de mombo	X	X	X	0		
Total					198 500 000	

5.2.2. Cadre logique secteur des affaires sociales

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer l'accès aux infrastructures sociales	Au moins un centre social pour personnes vulnérables est créé et construit à Mombo			Enquête auprès des handicapées, personnes de 3 ^{ème} âge, enfants de la rue, orphelins du VIH/SIDA	
Objectifs spécifiques	O1 : Construire et équiper un centre social à Mombo pour améliorer l'encadrement des personnes vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> Un centre social est créé, construit et équipé à Mombo Le repertoire des personnes vulnérables dans chaque village est connu Au moins 25% des personnes vulnérables sont appuyés Le nombre de personnes vulnérables qui s'engagent dans les AGR est en nette augmentation de 30% au moins en 3 ans 			<ul style="list-style-type: none"> Rapport technique du sectoriel Rapport technique de mise en œuvre du PCD Service Etat civil de la mairie 	<ul style="list-style-type: none"> Les projets de construction et sont inscrits dans le budget de la Commune Les forces vives de la Commune sont fortement impliquées à la réalisation des projets
	O2 : Promouvoir et appuyer les activités génératrices de revenus des personnes vulnérables					
Résultats	R1 : Construction et équipement d'un centre social à Mombo					
	R2 : Les activités génératrices de revenus des personnes vulnérables sont promues et appuyées					
Activités		Moyens			Coût (F CFA)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
	Créer, construire et équiper un Centre social (CSO) à Mombo	x	x	x	40 000 000	Implication des bénéficiaires Disponibilité des sources de financement
	Dénombrement des populations vulnérables dans tous les villages	x	x	x	2 500 000	
	Appuis multiformes aux populations vulnérables pour la création des activités génératrices de revenus (AGR)	x	x	x	25 000 000	
Renforcer les capacités des couches vulnérables dans tous les villages dans la pratique des AGR	x	x	x	1 000 000		
Total					68 500 000	

5.2.3. Cadre Logique du Secteur Agricole

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation	
Objectif global	Améliorer la production et la productivité agricole	<ul style="list-style-type: none"> Les rendements sont en nette progression de 10 à 15% au cours des prochains 3 ans 	Rapports techniques DAADER		
Objectifs spécifiques	O1 : Améliorer l'offre en infrastructures d'encadrement et marchandes agricoles	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 5 postes agricoles (PA) sont construits à Boubou, Djoungo-rails, Djoungo-route, Tangui et Moundeck Au moins 25 fours communautaires de séchage de cacao du type Samoam sont construits dans la commune Au moins 1 case communautaire est construite par village Environ 02 chefs de bureaux sont affectés à la DAADER de Mombo Au moins 4 techniciens d'agriculture sont affectés dans les postes agricoles Les producteurs sont sensibilisés et organisés en GIC et UGIC L'utilisation des engrais organique et minéraux est intégrée dans les pratiques agricoles Au moins 1 mini comice agropastoral communal est organisé tous les 2 ans pour encourager les producteurs 	Rapports techniques DAADER et des PA Mairie	<ul style="list-style-type: none"> Les projets de construction des PA, de réhabilitation de la DAADER et son équipement sont inscrits dans le BIP La plaidoirie a été engagée avec le MINADER pour la création des PA 	
	O2 : Améliorer en quantité et en qualité l'encadrement agricole		Rapports techniques de la DAADER et des PA Mairie	<ul style="list-style-type: none"> Les postes agricoles sont créés par le MINADER 	
	O3 : Appuyer le développement des filières à forte valeur ajoutée		Rapports techniques de la DAADER et des PA Mairie	<ul style="list-style-type: none"> Les projets de subvention des OP de Mombo sont inscrits dans le BIP Le projet d'aménagement des pistes de collecte est inscrit dans le budget de la Commune 	
Résultats	R1 : Les infrastructures d'encadrement et marchandes agricoles sont durablement améliorées	<ul style="list-style-type: none"> Les filières agricoles sont subventionnées à travers leurs organisations de producteurs Les rendements en 5ans sont augmentés de 20% 	Rapports techniques de la DAADER et des PA ; Mairie	<ul style="list-style-type: none"> Les projets de subvention des OP de Mombo sont inscrits dans le BIP 	
	R2 : Les organisations des producteurs sont durablement encadrées				
	R3 : Les filières à forte valeur ajoutée sont subventionnées				
Activités		Moyens			
		Humain	Matériel	financier	Coût (F CFA)
	Construire et équiper 5 postes agricoles dans les villages Boubou, Tangui, Djoungo-rails, Moundeck et Djoungo-route	x	x	x	22 000 000 x 5 = 110 000 000
	Construire 25 fours de séchage de cacao communautaire du type Samoam à Mombo (7), Boubou (5), Tangui (3), Djoungo-rails (2), Moundeck (2), Nkwansi (1) et Djoungo-route (5)	x	x	x	3 000 000 x 25 = 75 000 000
	Construire et équiper 5 cases communautaires dans les villages Boubou, Tangui, Djoungo-rails, Moundeck et Djoungo-route	x	x	x	35 000 000 x 5 = 175 000 000
	Construction et équipement de 6 magasins de stockage communautaire à Mombo, Boubou, Tangui, Djoungo-rails, Moundeck et Djoungo-route	x	x	x	22 000 000 x 6 = 132 000 000
	Renforcer les capacités techniques des producteurs dans la pratique de la jachère, de l'assolement, de conservation des sols pour améliorer la fertilité des sols dans tous les villages	x	x	x	10 000 000
	Sensibiliser et organiser les producteurs en GIC et UGIC pour faciliter le financement de leurs activités	x	x	x	1 000 000
	Organisation d'un Mini Comice agropastoral biennuel à Mombo	x	x	x	20 000 000
	Plaidoyer auprès du MINADER pour l'affectation du personnel de qualité en quantité suffisante	x	x	x	0
Total				523 000 000	

5.2.4. Cadre logique du secteur du commerce

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer l'offre en infrastructures de collecte, d'entreposage et de commercialisation des produits agricoles et manufacturés	Les infrastructures marchandes sont construites dans la Commune			Enquête sur le terrain	Volonté de collaboration
Objectifs spécifiques	O1 : Construire ds infrastructures marchandes agricoles et des produits manufacturés de qualité	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 1 magasin de stockage de 25 tonnes est construit et équipé à Mombo 30 comptoirs au moins sont construits en matériaux définitifs au marché A de Mombo 1 nouveau hangar est construit et équipé de bancs en béton armé et de latrines, au point de collecte des vivres du quartier 2 de Mombo 1 complexe commercial moderne d'au moins 25 boutiques et magasins est construit à Mombo Au moins un hangar de marché/passagers est construit et équipé en bancs dans 4 villages (Moundeck, Djoungo-route, Boubou, Djoungo-rails) 			<ul style="list-style-type: none"> Rapports techniques de la MINCOMMERCE Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD 	<ul style="list-style-type: none"> Les projets de construction et de réhabilitation sont inscrits dans le budget de la Commune Les projets de subvention des OP de Mombo sont inscrits dans le BIP Les forces vives sont pleinement engagées
	O2 : Renforcer les capacités des acteurs économiques	<ul style="list-style-type: none"> 1 cadre de concertation pour l'éradication du coxage du cacao est créé et fonctionnel Les acteurs économiques sont sensibilisés, animés et organisés par filière 				
Résultats	R1 : Les infrastructures marchandes agricoles et des produits manufacturés sont construites	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 1 magasin de stockage de 25 tonnes est construit et équipé à Mombo 30 comptoirs au moins sont construits en matériaux définitifs au marché A de Mombo 1 nouveau hangar équipé de bancs en béton armé et de latrines est construit au point de collecte des vivres du quartier 2 à Mombo 1 complexe commercial moderne d'au moins 25 boutiques et magasins est construit à Mombo Au moins un hangar de marché/passagers est construit et équipé en bancs dans 4 villages (Moundeck, Djoungo-route, Boubou, Djoungo-rails) 				
	R2 : Les acteurs économiques sont durablement organisés	<ul style="list-style-type: none"> 1 cadre de concertation avec les producteurs de cacao est créé pour l'éradication du coxage Les acteurs économiques sont sensibilisés, animés et organisés par filière 				
Activités		Moyens			Coût (F CFA)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	Construire un magasin de stockage équipé avec aménagement eau, électricité et latrine à Mombo	x	x	x	21 500 000	La Commune a des ressources nécessaires et les activités sont budgétées
	Construire et équiper en bancs 4 hangars de marché/passagers à Mombo (2) Moundeck et Djoungo-rails	x	x	x	8 500 000 x 4 = 34 000 000	
	Construire en matériau définitif 30 comptoirs au marché A de Mombo	x	x	x	200 000 x 30 = 6 000 000	
	Construire un complexe commercial moderne d'au moins 25 boutiques et magasins à Mombo	x	x	x	3 500 000 x 25 = 87 500 000	
	Sensibiliser, animer et organiser par filière les acteurs économiques	x	x	x	1 000 000	
Créer un cadre de concertation avec les producteurs de cacao pour l'éradication du coxage	x	x	x	2 000 000		
Total					152 000 000	

5.2.5. Cadre logique du secteur de la communication

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer l'accès aux informations dans la Commune	Les populations suivent en direct l'actualité nationale et internationale			Enquête sur le terrain	Les activités du secteur sont porteuses dans la localité
Objectifs spécifiques	O1 : Améliorer la couverture communicationnelle dans l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> • Un lobbying est mené auprès des opérateurs économiques de la Commune pour la mise en place du réseau de câblage TV dans la ville de Mombo 			Enquête sur le terrain Rapport technique de la mise en œuvre du PCD	
Résultats	R1 : La couverture communicationnelle dans l'espace communal est durablement améliorée	<ul style="list-style-type: none"> • Le promoteur du cyber café de Mombo est sensibilisé sur la nécessité d'améliorer sa capacité d'accueil et un appui lui est apporté • Le signal TV est bon et permanent dans la Commune • L'ancienne gare de mombo est réhabilitée en médiathèque • Un kiosque à journaux est construit et équipé à Mombo • Un trimestriel est élaboré, édité et diffusé dans la Commune 				
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		Sources de financement disponibles
	Organiser au moins 2 réunions de sensibilisation les opérateurs économiques de la Commune sur la nécessité de la mise en place du réseau de câblage TV dans la ville de Mombo	x	x	x	500 000	
	Appuyer en matériel et équipement informatique le promoteur du cyber café de Mombo	x	x	x	2 500 000	
	Réhabiliter l'ancienne gare de Mombo en médiathèque	x	x	x	25 000 000	
	Plaidoyer pour l'installation d'une antenne relais CRTV à Mombo	x	x	x	500 000	
	Elaborer, éditer et diffuser un journal communal trimestriel	x	x	x	4 éditions annuels x 1 000 000 x 3 = 12 000 000	
	Construire et équiper un kiosque à journaux à Mombo	x	x	x	3 000 000	
Total					43 500 000	

5.2.6. Cadre logique du secteur de la culture

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Améliorer le développement des activités culturelles dans la Commune	• Le développement des activités culturelles dans la Commune est amélioré			<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du sectoriel • Enquêtes de terrain • Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD 	<ul style="list-style-type: none"> • Les projets demandés sont inscrits dans le budget communal et/ou pris en compte dans le BIP du secteur
Objectifs spécifiques	O1 : Construire et équiper un foyer culturel communal à Mombo	• Un foyer culturel communal équipé est construit à Mombo				
	O2 : Favoriser le regroupement culturel et sportif des populations	• Les activités culturelles sont régulièrement organisées dans la commune				
Résultats attendus	R1 : Un foyer culturel communal est construit et équipé à Mombo	• Un foyer culturel communal équipé est construit à Mombo				
	R2 : Les activités culturelles et sportives sont régulièrement organisées surtout pendant les vacances	• Les activités culturelles sont régulièrement organisées dans la commune				
Activités		Moyens			Moyens	Moyens
		Humain	Humain	Humain		
	Construire et équiper un foyer culturel communal	X	X	X	50 000 000	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité des financements
Organiser annuellement un festival autour de la journée du manioc	X	X	X	30 000 000		
Total					80 000 000	

5.2.7. Cadre logique du secteur du développement urbain et habitat

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation		
Objectif global	Faible urbanisation et développement de l'habitat de mombo	L'espace urbain communal est viabilisé et attractif				
Objectifs spécifiques	O1 : Améliorer le paysage urbain de Mombo	<ul style="list-style-type: none"> • Un plan d'urbanisation et d'occupation des sols est élaboré • Le reprofilage de la voirie urbaine est effectif • L'extension de la voirie urbaine est effective dans les quartiers peu desservis • Une journée du plus bel habitat est organisée et les lauréats primés • L'entretien de la voirie urbaine est réalisé sur 10 km • Finalisation des travaux du parc d'attraction de la ville • Les terres pleins et monuments sont construits dans 2 carrefours 	Rapport DDMINDUH	Les opérations sont inscrites au budget de la Commune		
	O2 : Renforcer l'autorité du personnel du service d'hygiène et de salubrité de la Commune par la prestation de serment	<ul style="list-style-type: none"> • Le personnel du service d'hygiène et de salubrité de la Mairie est assermenté 	Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD			
Résultats	R1 : Tous les quartiers de l'espace urbain sont assez bien desservis par la voirie et le paysage urbain est plus attractif	<ul style="list-style-type: none"> • Un plan d'urbanisation et d'occupation des sols est élaboré • Le reprofilage de la voirie urbaine est effectif • L'extension de la voirie urbaine est effective dans les quartiers peu desservis • Une journée du plus bel habitat est organisée et les lauréats primés • L'entretien de la voirie urbaine est effectif • Les travaux du parc d'attraction de la ville sont finalisés 				
	R2: L'autorité du personnel du service d'hygiène et de salubrité de la Commune est renforcée	<ul style="list-style-type: none"> • L'autorité du service d'hygiène et de salubrité de la Mairie est rehaussée par l'assermentation de son personnel 				
Activités		Moyens			Coût (F CFA)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	Elaborer un plan directeur d'urbanisation et d'occupation des sols	x	x	x	65 000 000	
	Entretien 10 km de voirie urbaine					
	<ul style="list-style-type: none"> • Reprofilage-compactage • Rechargement en graveleux naturel • Gravillonnage en bicouche • Caniveaux à section rectangulaires de 0,50 x 0,60 • Fossés maçonnés triangulaires de 120 x 60 • Dalettes de couvertures en BA sur caniveaux 0,5 x 0,6 • Arbres d'alignement et d'ornement 	x	x	x	10 km x 1 200 000 F = 12 000 000 7 500 m ³ x 6 500 F = 48 750 000 13 500 m ² x 6 000 F = 81 000 000 897 ml x 75 000 F = 67 250 000 400 ml x 30 000 F = 12 000 000 700 ml x 27 000 F = 18 900 000 250 plants x 4 000 F = 1 000 000	Disponibilité des sources de financement
	Construire un terre-plein central avec candélabre dans l'espace urbain de Mombo	x	x	x	2 x 1 500 000 F = 3 000 000	
	Aménager des places publiques et autres à Mombo	x	x	x	15 000 000	
	Définir les tronçons à étendre dans l'espace urbain	x	x	x	PM	
	Organiser une journée du plus bel habitat et primer les lauréats	x	x	x	5 000 000	
Mettre en place une politique d'assermentation du personnel du service d'hygiène et salubrité	x	x	x	PM	Les textes réglementaires prévus	
Total				328 000 000		

5.2.8. Cadre logique du secteur des domaines et affaires foncières

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Difficultés d'accès au domaine et au foncier	<ul style="list-style-type: none"> Le nombre de nouveaux titres fonciers et de changement de titre foncier est en nette progression 			Fichier MINDAF	
Objectifs spécifiques	O1 : Obtenir la retrocession du domaine de l'Etat objet du titre foncier n° 1135/Mgo	<ul style="list-style-type: none"> Le titre foncier n°1135/Mgo est retrocedé à la Commune de Mombo 			<ul style="list-style-type: none"> Rapport technique MINDAF Titre foncier disponible à la Mairie Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD TDR de l'étude et le plan de délimitation de l'espace urbain sont disponibles 	Activités inscrites au budget communal Le DDDAF et les autres responsables jouent pleinement leurs rôles
	O2 : Délimiter le périmètre urbain de Mombo	<ul style="list-style-type: none"> L'étude de délimitation du périmètre urbain de Mombo est réalisée Un cadre de concertation avec les populations pour faciliter l'accès au foncier est mis en place et fonctionnel 				
	O3 : Créer un cadre de concertation à Mombo pour faciliter l'accès au foncier					
Résultats	R1 : Le domaine de l'Etat objet du titre foncier n° 1135/Mgo est retrocedé à la Commune de Mombo	<ul style="list-style-type: none"> Le titre foncier n°1135/Mgo est retrocedé à la Commune de Mombo 				
	R3 : Le périmètre urbain de Mombo est connu et délimité	<ul style="list-style-type: none"> L'étude de délimitation du périmètre urbain de Mombo est réalisée Un cadre de concertation avec les populations pour faciliter l'accès au foncier est mis en place et fonctionnel 				
	R2 : Le cadre de concertation avec les populations pour faciliter l'accès au foncier existe et est fonctionnel					
Activités		Moyens			Coût (F CFA)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
	Suivre au MINDAF le dossier de rétrocession à la Commune de Mombo du titre foncier n°1135/Mgo de 120 ha	x	x	x	PM	
	Achever l'étude de finalisation du dossier de la délimitation du périmètre urbain de la Commune	x	x	x	30 000 000	
	Suivre les procédures de sécurisation du patrimoine foncier communal	x	x	x	PM	
	Organiser au moins 5 réunions de sensibilisation relatives à la mise en place d'un cadre de concertation avec les populations pour faciliter l'accès au foncier	x	x	x	500 000	
Total					30 500 000	

5.2.9. Cadre Logique du secteur eau et énergie

a) Energie

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Améliorer l'offre en énergie électrique dans la Commune	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 75 % de la population a accès à l'énergie électrique Augmentation du taux de réussite scolaire 			<ul style="list-style-type: none"> Rapports techniques de AES Sonel 	
Objectifs spécifiques	O1 : Accroître le taux de couverture en énergie électrique dans la Commune	<ul style="list-style-type: none"> Djoungo-route est connecté et alimenté au réseau électrique AES Sonel L'électrification de Boubou sur 7,5 km es réalisée L'électrification de Moundeck sur 8 km es réalisée Au moins 7,5 km d'extension de l'électricité réalisé à Mombo Au moins 65 lampadaires sont posés à Mombo, Tangui et Djoungo-Rails 			<ul style="list-style-type: none"> Rapports techniques d'AES Sonel Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD 	Les comités de suivi et le système de pérennisation des infrastructures sont opérationnels
	O2 : Pérenniser des infrastructures électriques existantes	<ul style="list-style-type: none"> La plaidoirie est conduite auprès de la société AES Sonel pour le remplacement d'au moins 60 poteaux électriques défectueux à Mombo, Tangui et Djoungo-rail Un comité de surveillance des infrastructures électriques est mis en place et fonctionnel 			<ul style="list-style-type: none"> Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD 	Le climat social est calme
Résultats attendus	R1 : Chaque village et tous les quartiers de l'espace urbain sont couverts par le réseau AES Sonel				<ul style="list-style-type: none"> Rapports techniques d'AES Sonel 	Les comités de suivi et le système de pérennisation des infrastructures sont opérationnels
	R2 : Un système de pérennisation des infrastructures électriques est opérationnel					Le climat social est calme
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût (F CFA)	Conditions préalables
	Finaliser les travaux d'électrification de Djoungo-route (pose câble et accessoires ; connexion du réseau)	X	X	X	15 000 000	Des financements sont mobilisés par la Commune et d'autres bailleurs
	Electrification rurale de Moundeck sur 8 km	X	X	X	4 700 000 x 8 km = 37 600 000	
	Electrification rurale de Boubou sur 11 km	X	X	X	75 000 000	
	Finaliser les travaux d'extension du réseau électrique à Mombo	X	X	X	30 000 000	
	Poser 65 lampadaires à Mombo, Tangui et Djoungo-Rails	X	X	X	65 lampadaires x 200 000 = 13 000 000	
	Plaidoyer auprès d'AES Sonel pour le remplacement de plus 60 poteaux électriques en mauvais à Mombo, Tangui et Djoungo-rail	X	X	X	0	
	Créer, organiser et faire fonctionner un comité de surveillance des infrastructures électriques	X	X	X	PM	
Total				170 600 000		

b) Eau

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter l'accès à l'eau potable dans l'espace communal	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 90% de la population a accès à l'eau potable Baisse du taux des maladies hydriques de 25% en 5 ans Le nombre de personne autour d'un point d'eau est raisonnable 			<ul style="list-style-type: none"> Rapports techniques du DDEE Rapports techniques du DDSANTE 	-Les points d'eau sont maintenus à l'abri des éléments polluants
Objectifs spécifiques	O ₁ : Accroître le taux de couverture de la population en eau potable	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 15 nouvelles BFP sont construites à Mombo et 8 BFP à Tangui, Djoungo-route et Djoungo-rails Le réseau d'eau SCANWATER de Mombo est réhabilité et étendu 			<ul style="list-style-type: none"> Rapports techniques du DDEE Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD 	- Les points d'eau sont maintenus à l'abri des éléments polluants
	O ₂ : Faciliter la pérennisation des infrastructures existantes	<ul style="list-style-type: none"> Les 3 puits équipés de pompe à motricité humaine de Tangui et Djoungo-route sont réhabilités Au moins 1 forage est construit à Nkwangi Au moins 5 sources en eau potable sont aménagées à Djoungo-rails (1), Mombo (1), Moundeck (1) et Boubou (2) 2 BFP sont réhabilités à Mombo Une campagne de branchement CDE est effectuée à Djoungo-route et Tangui Un comité de gestion d'eau de chaque village est mis en place et est opérationnel 			<ul style="list-style-type: none"> Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD Rapport techniques des comités de gestion des points d'eau 	
Résultats attendus	R ₁ : Chaque village et quartier de l'espace communal est couvert par au moins 01 point d'eau moderne	<ul style="list-style-type: none"> Les comités de gestion d'eau de chaque village est mis en place et est opérationnel 			<ul style="list-style-type: none"> Rapports techniques du DDEE Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD 	- Le climat social est calme
	R ₂ : Un système de pérennisation des infrastructures d'eau potable est opérationnel	<ul style="list-style-type: none"> Les comités de gestion d'eau sont fonctionnels (01 par village et 01 par quartier à l'échelle dans l'espace urbain) 			<ul style="list-style-type: none"> Rapport techniques des comités de gestion des points d'eau 	
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût (F CFA)	Conditions préalables
	Construire 15 nouvelles BFP avec conduites à Mombo	X	X	X	15 BFP x 1 500 000 F = 22 500 000	Des financements sont mobilisés par la Commune et d'autres bailleurs
	Construire 1 forage équipé à Nkwangsi	X	X	X	8 000 000	
	Réhabiliter les 3 puits équipés de pompe à motricité humaine de Tangui et Djoungo-route	X	X	X	3 puits x 3 500 000 F = 10 500 000	
	Connexion de Djoungo-rails sur 2,5 km au réseau CDE à partir de Djoungo-route	X	X	X	2,5 km x 8 500 000 = 21 250 000	
	Réhabilitation et extension du réseau d'eau SCANWATER de Mombo et sa mise en régie	X	X	X	75 000 000	
	Aménager 5 sources d'eau potable à Djoungo-rails, Mombo, Moundeck et Boubou (2)	X	X	X	5 sources x 3 000 000 = 15 000 000	
	Recenser les besoins en branchement CDE, transmettre et suivre	X	X	X	100 000	
	Appuyer la mise en place de 10 comités de gestion des points d'eau dans tous les villages	X	X	X	10 comités x 3 séances x 30 000 F = 900 000	
Appui au fonctionnement des 10 comités de gestion des points d'eau. Accompagner le fonctionnement des comités de gestion des points d'eau	X	X	X	10 comités x 90 000 F = 900 000		
Total					154 150 000 F CFA	

5.2.10. Cadre logique secteur de l'éducation de base

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à l'éducation de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> Le nombre d'enfants scolarisés est en nette et progressive augmentation Le nombre d'enfants scolarisés de moins de 05 ans est en nette et progressive augmentation Le taux de déperdition scolaire est en nette et progressive réduction Les écoles de la Commune ne comptent aucune classe jumelée Le nombre d'enfants scolarisés est accru de 30% sur 5 ans 				<ul style="list-style-type: none"> Les écoles demandées sont créées par l'Etat Les projets de construction des écoles sont inscrits dans le BIP Les enseignants affectés dans les écoles remplissent pleinement leurs tâches
Objectifs spécifiques	O1 : Améliorer la capacité d'accueil des infrastructures scolaires de base O2 : Renforcer l'effectif des enseignants et le matériel didactique dans les écoles	<ul style="list-style-type: none"> 7 écoles maternelles comportant 2 salles de calsse chacune sont créées et construites et équipées de 28 tableaux sur chevalet, 40 tablettes et 560 petites chaises à Djoungo-rails (1), Mombo (2), Boubou (1), Djoungo-route (1) Tangui (1) et Moundeck (1) 1 école primaire est créée et construite est opérationnelle à Nkwangsi 18 salles de classe supplémentaires sont construites dans les écoles primaires de EP Mbo Gare (2); EP bilingue Mbo ((2); Ecole catholique Mbo (4), Ecole EEC Mbo (4), Ecole les Gourgeons Mbo(2) EP Boubou (2); EP Tangui (2) 600 table-bancs supplémentaires sont acquises et remises aux écoles 14 bureaux de maîtres sont acquis Des équipements divers sont achetés et remis aux 13 écoles de la Commune de Mombo Au moins 15 enseignants de qualités sont affectés dans l'arrondissement 			<ul style="list-style-type: none"> Rapports techniques de l'IAEDUB Comptes administratifs de la Commune Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD 	
Résultats attendus	R1 : Les infrastructures scolaires de base de qualité sont construites en quantité suffisante R2 : L'effectif des enseignants et le matériel didactique dans les écoles sont renforcés					
		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût (F CFA)	Conditions préalables
Activités	Créer et construire 1 nouvelle école primaire à Nkwangsi	X	X	X	8 000 000 F x 1 bloc x 2 salles = 16 000 000	<ul style="list-style-type: none"> Les écoles demandées sont créées par l'Etat Les projets d'extension sont validés par l'Etat Les projets d'équipement des écoles sont inscrits dans le BIP
	Créer et construire 14 salles de classe dans les écoles maternelles de EP Mbo Gare (2); EP bilingue Mbo ((2); EP Boubou (2); EP Moundeck (2); EP Tangui (2), EP Djoungo-rails (2) et EP Djoungo-route (2)	X	X	X	8 000 000 F x 14 salles = 112 000 000	
	Construire 28 tableaux sur chevalet dans les 14 salles de classe	X	X	X	28 tableaux x 50 000 = 1 400 000	
	Acquérir 140 tablettes et 560 petites chaises dans les écoles primaires dans les 14 salles de classe	X	X	X	10 tablettes x 14 salles x 10 000 = 1 400 000 40 petites chaises x 14 salles x 5 000 F = 28 000 000	
	Construire 18 nouvelles salles de classe dans les écoles primaires de : EP Mbo Gare (2); EP bilingue Mbo ((2); Ecole catholique Mbo (4), Ecole EEC Mbo (4), Ecole les Bourgeons Mbo (2) EP Boubou (2); EP Tangui (2)	X	X	X	8 000 000 F x 18 salles = 144 000 000	
	Equipement de 14 bureaux de maîtres à ; EP Mbo Gare (2); EP bilingue Mbo ((2); EP Boubou (2); EP Moundeck (2); EP Tangui (2), EP Djoungo-rails (2) et EP Djoungo-route (2)	X	X	X	125 000 x 14 = 1 750 000	
	Acquérir 600 table-bancs supplémentaires: EP Mbo Gare (60); EP bilingue Mbo (60), Ecole catholique Mbo (120), Ecole EEC Mbo (120), Ecole les Bourgeons Mbo (60) EP Boubou (60) EP Tangui (60); EP Nkwangsi (60)	X	X	X	600 table-bancs x 30 000 F = 18 000 000	
	Appuyer l'acquisition des équipements et du matériel divers (Bacs à ordures, boîtes à pharmacie, paquet minimum) aux 13 écoles maternelles et primaires de la Commune	X	X	X	15 000 000	
Plaidoyer au MINEDUB pour affectation des enseigants dans la Commune	X	X	X	0		
Total					337 550 000	

5.2.11. Cadre logique du secteur de l'élevage

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer la production animale dans la Commune par la construction des infrastructures et l'encadrement des éleveurs	Le nombre d'élevage moderne s'augmente de 30% au moins en trois ans	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques DDMINEPIA-Mgo • Rapports techniques de mise en œuvre du PCD 	Les paysannes vont s'intéresser à la diversification de leurs activités
Objectifs spécifiques	<p>O1 : Construire et équiper des centres zootechniques et de contrôle sanitaire vétérinaire et y affecter un personnel d'encadrement qualifié</p> <p>O2 : Appuyer la structuration des éleveurs en GIC et leur formation</p> <p>O3 : Promouvoir le développement de l'élevage non conventionnel (escargots, aulacodes...)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Deux centres zootechniques et de contrôle sanitaire vétérinaire sont créés, équipés et dotés du personnel adéquat • Un mini comice agropastoral communal est organisé annuellement • Les organisations des éleveurs sont assez bien structurées et autonomes et les éleveurs formés • Au moins 3% de la population pratique l'élevage non conventionnel 	<ul style="list-style-type: none"> • 2 CZCSV opérationnels à Mombo et Boubou • Rapports techniques DAEPIA-Mgo • Rapports techniques de mise en œuvre du PCD • Enquête dans le secteur 	<ul style="list-style-type: none"> • Les différents projets sont inscrits dans le budget de la mairie et des partenaires financiers • La plaidoirie a été engagée avec le MINEPIA pour la création de 2 CZCSV à Mombo et Boubou • Adhésion des populations dans l'élevage non conventionnel
Résultats	<p>R1 : Les centres zootechniques et de contrôle sanitaire vétérinaire sont construits et équipés et les éleveurs sont structurés en GIC et formés</p> <p>R2 : Les éleveurs sont structurés en GIC et formés</p> <p>R3 : L'élevage non conventionnel d'escargot et d'aulacodes est en pleine expansion</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Deux centres zootechniques et de contrôle sanitaire vétérinaire (CZCSV) sont construits, équipés et dotés du personnel adéquat à Mombo et Boubou • Un mini comice agropastoral communal est organisé annuellement • Les organisations des éleveurs sont assez bien structurées en GIC et UGIC et les éleveurs formés • Au moins 3% de la population pratique l'élevage non conventionnel 		
		Moyens		
		Humain	Matériel	financier
Activités	Créer, construire et équiper 2 centres zootechniques et de contrôle sanitaire vétérinaire (CZCSV) à Mombo et Boubou	x	x	x
	Appuyer la mise en place des organisations des éleveurs et renforcer les capacités des membres	x	x	x
	Organiser annuellement 1 campagne de vaccination anti rabique à travers la Commune	x	x	x
	Organiser tous les 2 ans un mini comice agropastoral communal en partenariat avec le MINADER	x	x	x
	Organiser 2 sessions de formation annuelle sur l'élevage non conventionnel des escargots et des aulacodes à Mombo et à Boubou	x	x	x
Total				49 500 000
			Coût	Conditions préalables de réalisation
			22 000 000 x 2 = 44 000 000	Disponibilité des sources de financements
			1 500 000	
			3 000 000	
			PM	
			1 000 000	

5.2.12. Cadre logique du secteur de l'emploi et formation professionnelle

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer durablement l'emploi par la formation professionnelle rapide dans la commune	Les capacités des apprenants leur permettent d'avoir rapidement accès à l'emploi				Installation d'un climat de confiance et de collaboration
Objectifs spécifiques	O1 : Créer, construire et équiper un centre de formation professionnelle rapide à Mombo	<ul style="list-style-type: none"> • Un centre de formation professionnelle rapide est créé et construit dans la commune • Un fond spécial est constitué pour financer les microprojets 			<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du sectoriel • Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD 	<ul style="list-style-type: none"> • Les opérateurs économiques sont pleinement engagés • Les entreprises sont citoyennes
Résultats	R1 : Un centre de formation professionnelle rapide est construit et équipé à Mombo	<ul style="list-style-type: none"> • Un centre de formation professionnel rapide est créé dans la commune • Un fond spécial est constitué pour financer les microprojets 				
Activités		Moyens			Coût (F CFA)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	Faire un lobbying auprès des services compétents pour la création à Mombo d'un centre de formation professionnelle rapide				3 000 000	Demande adressée au MINEFOP par les élus du peuple et les élites
Construction et équipement du centre de formation professionnel rapide à Mombo	x	x	x	150 000 000		
Total					153 000 000	

5.2.13. Cadre logique secteur des enseignements secondaires

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux enseignements secondaires	<ul style="list-style-type: none"> Le nombre d'établissements secondaires général et technique est en augmentation Le nombre d'enfants entré dans l'enseignement secondaire général et technique en nette et progressive augmentation Le taux de réussite au baccalauréat est en nette progression 				
Objectifs spécifiques	O1 : Augmenter la capacité d'accueil des infrastructures des enseignements secondaires	<ul style="list-style-type: none"> La capacité d'accueil des établissements secondaires est accrue d'au moins 25 % Le nombre d'élèves dans le secondaire est accru d'au moins 25% en 3 ans 			<ul style="list-style-type: none"> Rapports techniques de la DDMINSEC-Mgo Rapport des établissements Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD 	<ul style="list-style-type: none"> Les établissements secondaires d'enseignement technique et général sont créés par l'Etat Les projets de construction des établissements secondaires sont inscrits dans le BIP Les enseignants affectés dans les écoles remplissent pleinement leurs tâches
	O2 : Renforcer l'effectif des enseignants et le matériel didactique dans les écoles	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 40% des enseignants demandés sont affectés et sont assez qualifiés et expérimentés Les établissements secondaires disposent d'un équipement et matériel en quantité suffisante 				
Résultats attendus	R1 : Les infrastructures des enseignements secondaires de qualité sont en nette augmentation	<ul style="list-style-type: none"> 1 CETIC est créé à Mombo 5 salles de classe en planches sont transformées en dur Les travaux de finition sont effectués dans 3 salles de classe 8 salles de classe, 01 bloc administratif, 1 salle de professeurs, sont construits et équipés au lycée bilingue 1 salle multimédia est construite au lycée bilingue 1 bloc latrine, 1 bloc cantine et 1 bloc infirmerie sont construits et équipés au lycée bilingue Le lycée bilingue est sécurisé par la construction d'une clôture Les enseignants qualifiés sont affectés au lycée en nombre suffisant Les équipements et matériel suivants sont disponibles Au moins 30 ordinateurs avec accessoires 5 ordinateurs réparés, 3 brouettes et du petit matériel (raclettes, machettes, pelles...) 			<ul style="list-style-type: none"> Rapports techniques de la DDMINSEC-Mgo Rapport des établissements Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD 	<ul style="list-style-type: none"> Les établissements secondaires d'enseignement technique et général sont créés par l'Etat Les projets de construction des établissements secondaires sont inscrits dans le BIP Les enseignants affectés dans les écoles remplissent pleinement leurs tâches
	R2 : L'effectif des enseignants et le matériel didactique au Lycée bilingue de Mombo sont renforcés					
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût (F CFA)	Conditions préalables
	Créer un CETIC à Mombo Construire 6 salles de classes, 3 ateliers, 1 bloc administratif, 1 bloc sanitaire et 1 point d'eau)	X	X	X	224 000 000	<ul style="list-style-type: none"> Les établissements demandés sont créés par l'Etat Les projets d'extension sont validés par l'Etat
	Equiper le CETIC (180 tables bancs, bureau et fauteuil directeur, chaises de réception directeur, classeur, micro-ordinateur, imprimante, onduleur, tables et chaises salle des professeurs, matériel agent financier)	X	X	X	9 975 000	
	Construire et équiper 8 nouvelles salles de classe en table-bancs au Lycée Bilingue de Mombo	X	X	X	8 500 000 x 8 = 68 000 000 30 000 x 8 salles x 30 bancs = 7 200 000	
	Construire 1 bloc administratif, 1 salle de professeurs et 1 bloc bibliothèque au Lycée Bilingue de Mbo	X	X	X	40 000 000 8 500 000 x 2 = 17 000 000	
	Construire 1 bloc latrine au Lycée Bilingue de Mbo	X	X	X	7 000 000	
	Construire une clôture au Lycée Bilingue de Mbo	X	X	X	40 000 000	
	Construire 1 bloc infirmerie au Lycée Bilingue de Mbo	X	X	X	8 500 000	
	Construire 1 laboratoire au Lycée Bilingue de Mbo				20 000 000	
	Construire et équiper une salle multimédia				22 000 000	
	Acquérir des équipements complémentaires et réhabiliter ceux en panne	X	X	X	30 micro ordinateurs x 1 000 000 = 30 000 000 5 ordinateurs réparés x 75 000 = 375 000 Petit équipement = 200 000	
Plaidoyer au MINESEC pour l'affectation des enseignants qualifiés	X	X	X	0		
Total					494 250 000	

5.2.14. Cadre logique du secteur de l'enseignement supérieur

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Faciliter l'accès à l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> Le service d'orientation scolaire est fonctionnel au lycée de Mombo Les stages de vacances sont organisés pour les étudiants du supérieur Le nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur en nette et progressive augmentation 			<ul style="list-style-type: none"> Rapports techniques du Lycée bilingue de Mombo Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD 	Les financements sont mobilisés par la Commune
Objectifs spécifiques	O1 : Améliorer l'insertion des élèves dans l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> Les élèves maîtrisent les rouages et filières de l'enseignement supérieur Les élèves sont aptes à affronter avec succès leur nouvel environnement 			<ul style="list-style-type: none"> Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD 	
Résultats attendus	R1 : Les bacheliers ont facilement accès à l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> Les élèves maîtrisent les rouages et filières de l'enseignement supérieur Les élèves sont aptes à affronter avec succès leur nouvel environnement 			<ul style="list-style-type: none"> Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD 	
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût (F CFA)	Conditions préalables
	Appuyer le service d'orientation scolaire du lycée bilingue de Mombo	X	X	X	500 000	Disponibilité des sources de financement
	Faire l'inventaire exhaustif des diplômés du supérieur de la Commune	X	X	X	500 000	
	Organiser des stages de vacances payant pour les étudiants du supérieur au niveau de la commune	X	X	X	13 500 000	
Total					14 500 000	

5.2.15. Cadre logique du secteur de l'environnement et de la protection de la nature

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Améliorer la gestion de l'environnement et la protection de la nature	Intégrer dans les habitudes des populations les actions de protection de l'environnement et de la nature			<ul style="list-style-type: none"> Rapports techniques des établissements scolaires Rapport technique de suivi de la mise en œuvre du PCD 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté politique - Adhésion des populations
Objectifs spécifiques	O1 : Sensibiliser les populations sur la protection de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> Un club des amis de la nature est créé dans chaque établissement scolaire de la Commune Des réunions de sensibilisation sur la protection de l'environnement sont régulièrement organisées pour les services compétents Un jardin botanique communal est créé pour promouvoir le reboisement Les boîtes de sécurité pour déchets hospitaliers sont instaurées dans les centres de santé Le personnel du service d'hygiène et salubrité est sensibilisé sur ses missions au moins une fois par mois 				
Résultats	R1- Les populations sont sensibilisées sur les bonnes pratiques de protection de l'environnement					
Activités		Moyens			Coût (F CFA)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
	Sensibiliser les populations de la Commune pour : - La création des clubs d'amis de la nature en milieu scolaire, - L'utilisation des fours à cacao améliorés - La création de pépinière d'arbres et reboisement	x	x	x	1 000 000	<ul style="list-style-type: none"> Les populations adhèrent au projet Les normes sectorielles sont respectées
	Créer un service environnemental dans la commune qui travaille en étroite collaboration avec la DDMINEP/Mgo	x	x	x	0	
	Construction des incinérateurs dans les formations sanitaires	x	x	x	PM	
	Sensibiliser les populations pour la construction des latrines dans les villages	x	x	x	1 000 000	
	Redynamiser les services d'hygiène et de salubrité de la Mairie par l'instauration des réunions mensuelles de sensibilisation du personnel	x	x	x	0	
Total				2 000 000		

5.2.16. Cadre logique du secteur des forêts et de la faune

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer la gestion des forêts et de la faune dans la Commune de Mombo	<ul style="list-style-type: none"> Un espace vert communal est créé et ravitaillé les populations en plants d'arbres 			Rapports techniques de la DDMINFOF-Moungo Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD	Les populations adhèrent au projet Les normes sectorielles sont respectées
Objectifs spécifiques	O1 : Construire et équiper des structures de gestion des forêts et de la faune	<ul style="list-style-type: none"> La sensibilisation des populations sur la domestication des produits forestiers non ligneux est effective L'utilisation des fours améliorés est effective Le reboisement dans les propriétés privées est réalisé Le poste de contrôle forestier et chasses est créé et fonctionnel 				
	O2 : Appuyer le reboisement et sensibiliser les populations à la domestication des produits forestiers non ligneux					
Résultats	R1 : Les structures de gestion des forêts et de la faune sont construites	<ul style="list-style-type: none"> La sensibilisation des populations sur la domestication des produits forestiers non ligneux est effective L'utilisation des fours améliorés est effective Le reboisement dans les propriétés privées est réalisé Le poste de contrôle forestier et chasses est créé et fonctionnel 				
	R2 : Le reboisement de la Commune est appuyé et la sensibilisation des populations à la domestication des produits forestiers non ligneux					
Activités		Moyens			Coût (F CFA)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	Sensibilisation des populations sur l'accès à la ressource forestière et faunique (loi forestière et faunique)	x	x	x	500 000	Inscription du projet au budget communal Demande adressée au MINFOF
	Créer, construire et équiper un poste forestier à Mombo	x	x	x	64 500 000	
	Création d'une pépinière communale pour les essences forestières et ornementales	x	x	x	4 500 000	
Création d'espaces verts	x	x	x	5 000 000		
Total					74 500 000	

5.2.17. Cadre logique du secteur des industries, mines et développement technologique

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Promouvoir le développement de la commune à travers ses ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> Les actions en faveur des populations des sociétés industrielles de la Commune sont en nette progression 			Rapport technique de suivi de la mise en œuvre du PCD	
Objectifs spécifiques	O1 : Développer le tissu industriel de la Commune et sécuriser les recettes générées	<ul style="list-style-type: none"> Le sable est exploité à partir du fleuve Moungo à Mombo-Beach et Moundeck-Beach La Commune est propriétaire d'une carrière de pouzzolane à Djoungo-rails Les recettes d'exploitation de la pouzzolane sont augmentées de 40% et utilisés pour les projets de développement 			<ul style="list-style-type: none"> Rapport technique du sectoriel Rapport technique des sociétés Rapport technique de suivi de la mise en œuvre du PCD 	<p>Les financements sont mobilisés par la Commune, le BIP et d'autres bailleurs</p> <p>Le climat de collaboration avec les sociétés est convivial</p>
	O2 : Mettre en place un cadre de concertation tripartite populations-Mairie- sociétés industrielles de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> Le cadre de concertation tripartite est formalisé et fonctionnel Les actions de développement des sociétés industrielles de la Commune en faveur des populations sont en nette progression Au moins 4 postes de péages sont construits pour sécuriser les recettes 				
Résultats	R1: Le tissu industriel de la Commune est développé et les recettes sécurisées	<ul style="list-style-type: none"> Le sable est exploité à partir du fleuve Moungo à Mombo-Beach et Moundeck-Beach La Commune est propriétaire d'une carrière de pouzzolane à Djoungo-rails Les recettes d'exploitation de la pouzzolane sont augmentées de 40% et utilisés pour les projets de développement 			<ul style="list-style-type: none"> Rapport technique du sectoriel Rapport technique des sociétés Rapport technique de suivi de la mise en œuvre du PCD 	
	R2 : Un cadre de concertation tripartite populations-Mairie-sociétés industrielles de la Commune est créé	<ul style="list-style-type: none"> Le cadre de concertation tripartite est formalisé et fonctionnel Les actions de développement des sociétés industrielles de la Commune en faveur des populations sont en nette progression Au moins 4 postes de péages sont construits pour sécuriser les recettes 				
Activités		Moyens			Coût (F CFA)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	Requérir, exploiter et équiper pour le compte de Mairie une concession de pouzzolane	x	x	x	300 000 000	Disponibilité des sources de financement
	Construire 4 postes de péage à Mombo-Beach, Djoungo-rails (2) et Moundeck-Beach	x	x	x	6 000 000	
Mettre en place un cadre de concertation tripartite populations-Mairie-sociétés industrielles de la Commune	x	x	x	2 000 000		
Total					308 000 000	

5.2.18. Cadre logique du secteur de la jeunesse

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter l'épanouissement des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> • Les infrastructures d'encadrement et d'épanouissement des jeunes sont disponibles dans les villages • Le nombre d'enfants qui en bénéficie est en nette progression 				
Objectifs spécifiques	O1 : Construire des centres appropriés d'accueil pour l'épanouissement des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> • Un centre multifonctionnel de promotion des jeunes (CMPJ) est construit et équipé à Mombo • Les activités culturelles et sportives (foire promotionnelle, mini comice, tombola, championnat de vacances, colonies de vacances, boy scout, concert...) sont régulièrement organisées dans la commune • Un conseil communal des jeunes (CCJ) est créé à Mombo 			<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du sectoriel • Enquêtes de terrain • Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD 	<ul style="list-style-type: none"> • Les projets demandés sont inscrits dans le budget communal et/ou pris en compte dans le BIP du secteur
	O2 : Favoriser le regroupement culturel et associatif des jeunes et appuyer leurs activités					
Résultats attendus	R1: Les infrastructures appropriées d'accueil pour l'épanouissement des jeunes sont construits	<ul style="list-style-type: none"> • Un centre multifonctionnel de promotion des jeunes (CMPJ) est construit et équipé à Mombo • Les activités culturelles et sportives (foire promotionnelle, mini comice, tombola, championnat de vacances, colonies de vacances, boy scout, concert...) sont régulièrement organisées dans la commune • Un conseil communal des jeunes (CCJ) est créé à Mombo • Les microprojets des jeunes de la Commune sont progressivement financés 				
	R2 : le regroupement culturel et associatif des jeunes est favorisé et leurs activités appuyées					
Activités		Moyens			Coût (F CFA)	Conditions préalables
		Humain	Matériel	financier		
	Construire et équiper un centre multifonctionnel de promotion des jeunes (CMPJ)	X	X	X	100 000 000	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité des financements
	Organiser régulièrement dans la commune les activités culturelles et sportives	X	X	X	10 000 000	
	Appuyer les jeunes à fédérer leurs associations dans la Commune	X	X	X	1 000 000	
	Appuyer la mise en place d'un conseil communal des jeunes (CCJ) à Mombo	X	X	X	2 000 000	
	Financer au moins 60 microprojets présentés par les jeunes de la Commune	X	X	X	10 000 000 x 3 = 30 000 000	
Total					143 000 000	

5.2.19. Cadre logique du secteur des petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer durablement l'encadrement des acteurs économiques du secteur	Les acteurs économiques du secteur sont bien structurés dans leur filière respective			Enquête sur le terrain	Installation d'un climat de confiance et de collaboration
Objectifs spécifiques	O1 : Créer un cadre d'émulation à l'auto emploi et au métier de l'artisanat	<ul style="list-style-type: none"> Les populations sont sensibilisées et structurées pour les métiers de l'artisanat, Un centre de promotion de l'artisanat est créé à Mombo Un centre de formation rapide aux petits métiers est créé à Mombo 			<ul style="list-style-type: none"> Rapports techniques du sectoriel Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD 	<ul style="list-style-type: none"> Les opérateurs économiques sont pleinement engagés Les entreprises sont citoyennes
	O2 : Renforcer les capacités des acteurs économiques dans les métiers de meuniers, opérateurs des fours à cacao et autres filières structurantes	<ul style="list-style-type: none"> Les acteurs économiques travaillant comme meuniers, opérateurs des fours à cacao et ceux des autres filières structurantes sont formés et exercent avec professionnalisme leur métier 				
Résultats	<p>R1 : Les opérateurs économiques sont professionnels et citoyens</p> <p>R2 : Les acteurs économiques structurés sont durablement organisés et formés</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les populations sont sensibilisées et structurées pour les métiers de l'artisanat, Un centre de promotion de l'artisanat est créé à Mombo Un centre de formation rapide aux petits métiers est créé et équipé à Mombo Les acteurs économiques travaillant comme meuniers, opérateurs des fours à cacao et ceux des autres filières structurantes sont formés et exercent avec professionnalisme leur métier 				
Activités		Moyens			Coût (F CFA)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	Créer au sein de la Commune un bureau des arts et de la culture qui mettra en place un fichier des artisans				PM	Les financements sont inscrit dans le budget communal et dans le BIP du sectoriel
	Recenser les artisans et les aider à s'organiser en regroupements formels				200 000	
	Créer et équiper une vitrine artisanale pour créer une saine émulation entre artisans	x	x	x	15 000 000	
	Mettre des crédits d'investissement ou subventions à la portée des organisations de l'économie sociale (GIC, associations...)	x	x	x	15 000 000	
	Organiser au moins 3 sessions de renforcement de des capacités des acteurs économiques structurés	x	x	x	3 000 000	
Organiser au moins une foire/exposition vente des produits de l'artisanat				5 000 000		
Total					38 200 000	

5.2.20. Cadre logique du secteur des postes et télécommunication

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer l'accès aux services de messagerie dans la Commune	Les services de messagerie postale sont plus rapprochés des populations			Enquête sur le terrain	Les activités du secteur sont porteuses dans la localité
Objectifs spécifiques	O1 : Renforcer les infrastructures de télécommunication de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> Un télécentre communautaire est construit et équipé dans la Commune Au moins deux réunions de sensibilisation sont réalisées avec les opérateurs économiques de la Commune pour la mise en place du réseau de câblage TV dans la ville de Mombo 			Enquête sur le terrain Rapport technique de la mise en œuvre du PCD	
Résultats	R1 : Les infrastructures de télécommunication de la Commune sont renforcées					
Activités		Moyens			Coût (F CFA)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		Sources de financement disponibles
	Sensibiliser les opérateurs économiques de la Commune sur la nécessité de l'exploitation d'une messagerie postale à Mombo	x	x	x	2 000 000	
	Construire et équiper un télé centre communautaire	x	x	x	150 000 000	
	Plaidoyer en faveur de la création d'un bureau de poste	x	x	x	0	
Total					152 000 000	

5.2.21. Cadre logique secteur de la promotion de la femme et de la famille

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer les conditions de vie de la femme et de la famille	Au moins 25% de femmes estiment quelles sont épanouies			Enquête auprès des femmes	
Objectifs spécifiques	O1 : Construire et dynamiser les structures d'encadrement de la femme et la famille	<ul style="list-style-type: none"> Un réseau d'associations féminines organisées en filière est mis en place 			<ul style="list-style-type: none"> Rapport technique du sectoriel Rapport technique de mise en œuvre du PCD Service Etat civil de la mairie 	<ul style="list-style-type: none"> Les projets de construction et de réhabilitation sont inscrits dans le budget de la Commune Les forces vives de la Commune sont fortement impliquées à la réalisation des projets
	O2 : Encourager la formation des femmes et la formalisation des mariages	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 30 associations féminines organisées sont légalisées Au mois 4 réunions d'information et de sensibilisation de la promotion de la femme et de la famille sont organisées dans la Commune 				
	O3: Appuyer les activités génératrices de revenus tournées vers la promotion de la femme	<ul style="list-style-type: none"> Un centre de promotion de la femme (CPF) est créé, construit et équipé à Boubou 				
Résultats	R1 : Les structures d'encadrement de la femme et la famille sont construites et dynamisées dans la Coimmune	<ul style="list-style-type: none"> Une délégation d'arrondissement de la promotion de la femme et de la famille est créée, construite et équipée à mombo 				
	R2 : La formation des femmes et la formalisation des mariages sont encouragées	<ul style="list-style-type: none"> Un repertoire des unions libres est disponible dans chaque village Au moins 500 cérémonies de mariages collectifs sont organisées en trois ans à Mombo 				
	R3: Les activités génératrices de revenus tournées vers la promotion de la femme sont appuyées	<ul style="list-style-type: none"> Le nombre des femmes qui s'engagent dans les AGR est en nette augmentation de 5% au moins en 3 ans 				
Activités		Moyens			Coût (F CFA)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	Organiser les associations féminines en réseau et par filières d'activités	x	x	x	1 000 000	Disponibilité des sources de financement
	Appuyer la légalisation d'au moins 30 associations féminines fonctionnelles	x	x	x	30 x 50 000 = 1 500 000	
	Organiser au moins 4 réunions d'information et de sensibilisation de la promotion de la femme et de la famille dans la Commune	x	x	x	1 200 000	
	Créer au niveau communal, un fond d'appui aux AGR pour les associations féminines formelles	x	x	x	35 000 000	
	Créer, construire et équiper une délégation d'arrondissement de la promotion de la femme et de la famille à Mombo	x	x	x	35 000 000	
	Créer, construire et équiper un centre de promotion de la femme (CPF) à Boubou	x	x	x	100 000 000	
	Mettre en place un repertoire des cas d'unions libres par village	x	x	x	1 000 000	
Organiser 500 mariages collectifs en trois ans à Mombo	x	x	x	15 000 000		
Total					189 700 000	

5.2.22. Cadre logique du secteur recherche scientifique et innovations

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer la production et la productivité agricole	• Les rendements sont en nette progression de 15 à 20% au cours des prochains 3 ans				
Objectifs spécifiques	O1 : Améliorer l'offre en intrants agricoles de qualités	Les populations ont facilement accès aux intrants agricoles de qualité et les rendements des cultures sont améliorés			Rapports techniques DAADER Rapport technique de suivi de la mise en œuvre du PCD	Le besoin est exprimé par les populations
Résultats	R1 : Les paquets technologiques de pointe de IRAD sont disponibles a temps pour les producteurs	Les populations ont facilement accès aux intrants agricoles de qualité et les rendements des cultures sont améliorés				
Activités		Moyens			Coût (F CFA)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	Vulgarisation des produits de la recherche dans tous les villages par l'IRAD	x	x	x	5 000 000	Les financements sont mobilisés par la Commune
Total					5 000 000	

5.2.23. Cadre logique du secteur de la santé

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux soins de santé de base	<ul style="list-style-type: none"> Le taux de fréquentation dans les formations sanitaires est en nette progression 			<ul style="list-style-type: none"> Rapport technique District et centre de santé Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD 	
Objectifs spécifiques	O1 : Augmenter le nombre d'infrastructures sanitaires et d'accueil des soignants dans la Commune	<ul style="list-style-type: none"> Le nombre d'infrastructures sanitaires, ainsi que les équipements, le matériel et les moyens de déplacement sont en nette augmentation Le recyclage du personnel soignant et des membres du Conseil de Santé est permanent Le bâtiment du CSI de Mombo est réhabilité Les aménagements particuliers (latrines, clôtures, reboisement, autonomie en eau et électricité...) sont en place et entretenus Les déplacements pour les soins de santé sont réduits Le nombre du personnel se soignant dans les deux aires de santé est en nette augmentation 2 centres de santé intégrée (CSI) sont construits à Djoungo-route et Moundeck 1 nouveau bâtiment est construit à la CSI de Mombo 2vt'c logements sont construits pour les chefs de centre 2 dispositifs de traitements de déchets hospitaliers sont mis en place 			<ul style="list-style-type: none"> Rapport technique District et centre de santé Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD 	<ul style="list-style-type: none"> Les formations demandées sont créées par l'Etat Les projets de construction des CSI sont inscrits dans le BIP et/ou le budget de la Mairie
	O2 : Renforcer les capacités opérationnelles et de prise en charge des formations sanitaires existantes	<ul style="list-style-type: none"> Les équipements suivants sont acquis et fonctionnels : <ul style="list-style-type: none"> 35 lits équipés de matelas 1 ambulance au CSI de Mombo 2 microscopes au CSI de Boubou et CS privé 3 berceaux équipés de matelas au CSI de Mombo 2 tables d'accouchement 1 autoclave pour la stérilisation du matériel au CSI de Mombo 1 réfrigérateur au CSI de Mombo des réactifs dans les trois centres Aménagements suivants sont réalisés : <ul style="list-style-type: none"> Alimentation en eau potable du CSI et CS privé Sécurisation des lieux et reboisement des Centres de santé 				
Résultats attendus	R1 : Le nombre d'infrastructures sanitaires et d'accueil des soignants est en nette progression				<ul style="list-style-type: none"> Rapport technique District et centre de santé Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD 	
	R2 : Les capacités opérationnelles et de prise en charge des formations sanitaires existantes sont renforcées					
Activités		Ressources humaines	Ressources matérielles	Ressources financières	Coût (F CFA)	Conditions préalables
	Création, construction et équipement de 2 CSI avec avec aménagement divers (eau, électricité, latrine) à Djoungo-route et Moundeck	X	X	X	50 000 000 x 2 CSI = 100 000 000	Les normes sectorielles sont respectées
	Réhabilitation-extension CSI Mombo	X	X	X	15 000 000	
	Construire un 1 nouveau bâtiment à la CSI de Mombo	X	X	X	22 000 000 F x 1 bâtiment = 22 000 000	
	Construire 2 logements pour chefs de centre à Mombo et à Boubou	X	X	X	22 000 000 F x 2 logements = 44 000 000	
	Acquérir des équipements et du matériel sanitaire de qualité en quantité suffisante pour les CSI de Mombo et Boubou et la Case de santé privée de Mombo	X	X	X	22 000 000	
Total					203 000 000	

5.2.24. Cadre logique du secteur du sport et de l'éducation physique

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables			Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter l'épanouissement de la population	<ul style="list-style-type: none"> Les infrastructures d'encadrement et d'épanouissement de la population sont disponibles dans la Commune Les populations en bénéficient pleinement 			<ul style="list-style-type: none"> Rapports techniques du sectoriel Enquêtes de terrain Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD 	<ul style="list-style-type: none"> Les projets demandés sont inscrits dans le budget communal et/ou pris en compte dans le BIP du secteur
Objectifs spécifiques	O1 : Créer des infrastructures sportives appropriées d'accueil et d'épanouissement de la population	<ul style="list-style-type: none"> Un complexe multisport équipé et doté d'un personnel d'encadrement performant est construit à Mombo Les 10 aires de jeu rencontré dans la commune sont passablement aménagées 				
	O2 : Favoriser le regroupement des populations	<ul style="list-style-type: none"> Un club sportif communal est opérationnel à Mombo 				
Résultats attendus	R1 : les populations possèdent des infrastructures sportives appropriées d'accueil et d'épanouissement	<ul style="list-style-type: none"> Un complexe multisport équipé et doté d'un personnel d'encadrement performant est construit à Mombo Les 4 terrains de football et 6 aires de jeux rencontrées dans les écoles sont aménagés Les championnats inter villages sont régulièrement organisés Une journée de sport de masse est organisée annuellement dans la Commune 				
	R2 : Les rencontres sportives sont régulièrement organisées dans la Commune					
Activités		Moyens			Coût (F CFA)	Conditions préalables
		Humain	Matériel	Financier		
	Construire un complexe multisport équipé et y affecter un personnel d'encadrement compétent	X	X	X	100 000 000	<ul style="list-style-type: none"> Disponibilité des financements
	Aménager 4 terrains de football (Djoungo-rails, Boubou, Djoungo-route et au lycée bilingue de Mombo) et 6 aires de jeux rencontrées dans les écoles de la Commune	X	X	X	2 000 000 X 10 = 20 000 000	
	Organiser régulièrement dans la commune des rencontres sportives	X	X	X	PM	
	Organiser au moins une journée de sport de masse dans la Commune par an	X	X	X	2 000 000	
Total					122 000 000	

5.2.25. Cadre logique du secteur du tourisme

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Mettre en valeur le potentiel touristique communal	<ul style="list-style-type: none"> Mombo est une destination privilégiée du tourisme Les richesses et l'emploi sont trouvés à travers les activités touristiques de la Commune 			<ul style="list-style-type: none"> Rapports techniques du sectoriel Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD 	<ul style="list-style-type: none"> Les différents projets sont inscrits dans le budget de la mairie et des partenaires financiers La plaidoirie a été engagée avec MINTOUR pour un appui technique à la construction de l'office de tourisme
Objectifs spécifiques	O1 : Créer un cadre touristique viable par l'aménagement des berges du lac Dia-Dia et la construction des structures d'accueil dans la Commune de Mombo	<ul style="list-style-type: none"> Les berges du lac DIA-DIA sont aménagées en site touristique Une auberge moderne communale à Mombo 				
Résultats	R1- Un cadre touristique viable est créé dans la Commune de Mombo autour du lac DIA-DIA	<ul style="list-style-type: none"> Les berges du lac DIA-DIA sont aménagées en site touristique Un motel communal est construit à Mombo 				
Activités		Moyens			Coût (F CFA)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	Aménager en site touristique les berges du lac DIA DIA,	x	x	x	60 000 000	Disponibilité des sources de financement
Construire et équiper un motel communal à Mombo	x	x	x	120 000 000		
Total					180 000 000	

5.2.26. Cadre logique du secteur des transports

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation		
Objectif global	Faciliter le déplacement des hommes et des biens à travers la Commune	• Le déplacement des hommes et des biens est facilité dans la Commune				
Objectifs spécifiques	O1 : Amélioration des conditions de déplacement dans la commune	<ul style="list-style-type: none"> • 2 minibus de transport public sont achetés par la Mairie • Les 2 hangars passagers et transporteurs de Djoungo-rails et Moundeck sont réhabilités • 1 gare routière moderne est construite à Mombo • Au moins 50 conducteurs de moto taxis sont formés et possèdent un permis de conduire 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport technique DD Transport-Mgo • Rapport technique de mise en œuvre du PCD • Mairie 	Les financements sont mobilisés par la Commune, le BIP et d'autres bailleurs		
	O2 : Améliorer le dialogue social entre la Mairie et les transporteurs	• Un cadre de concertation fonctionnel est mis en place		La volonté affichée des différentes parties prenantes		
Résultats	R1: Les infrastructures et équipements de transport de la Commune sont durablement disponibles	<ul style="list-style-type: none"> • 2 minibus de transport public sont achetés par la Mairie • Les 2 hangars passagers et transporteurs de Djoungo-rails et Moundeck sont réhabilités • 1 gare routière moderne est construite à Mombo • Au moins 50 conducteurs de moto taxis sont formés et possèdent un permis de conduire 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport technique DD Transport-Mgo • Rapport technique de mise en œuvre du PCD Mairie 	Les financements sont mobilisés par la Commune, le BIP et d'autres bailleurs		
	R2 : Un cadre de concertation Mairie et les transporteurs est fonctionnel	• Un cadre de concertation fonctionnel est mis en place				
Activités		Moyens			Coût (F CFA)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	Acquérir 2 minibus de transport public à Mombo	x	x	x	44 000 000	
	Réhabiliter 1 point d'embarquement passagers et transporteurs à Moundeck	x	x	x	2 000 000	
	Construire une gare routière moderne à Mombo	x	x	x	30 000 000	
	Créer un cadre de concertation entre la Mairie et transporteurs	x	x	x	0	
	Former 50 conducteurs de moto taxis dans l'ensemble de la Commune en vue de l'obtention du permis de conduire	x	x	x	1 000 000	
	Créer au sein de l'institution communale un bureau chargé des transports	x	x	x	0	
Total				77 000 000		

5.2.27. Cadre logique du secteur travail et de la sécurité sociale

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer durablement les conditions de travail des populations	Les corps de métier sont bien structurés dans leur filière respective			Enquête sur le terrain	Installation d'un climat de confiance et de collaboration
Objectifs spécifiques	O1 : Promouvoir la sécurité sociale dans la Commune	<ul style="list-style-type: none"> • Une mutuelle de santé ou autre structure est créée et opérationnel à Mombo • Les corps de métiers sont sensibilisés, informés et organisés pour leur affiliation aux mutuelles de santé, assurances et/ou CNPS 			<ul style="list-style-type: none"> • Rapports techniques du sectoriel • Rapports de suivi de la mise en œuvre du PCD 	<ul style="list-style-type: none"> • Les corps de métiers sont pleinement engagés • Les entreprises sont citoyennes
Résultats	R1 : Les corps de métiers sont sensibilisés et regroupés autour d'une mutuelle pour leur sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> • L'appui à la création d'une mutuelle de santé ou autre structure est à Mombo • Les corps de métiers sont sensibilisés, informés et organisés pour leur affiliation aux mutuelles de santé, assurances et/ou CNPS 				
Activités		Moyens			Coût (F CFA)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	Appuyer la création d'une mutuelle de santé ou autre structure par l'organisation des réunions de sensibilisation	x	x	x	2 000 000	Les opérateurs économiques s'engagent dans la création de la mutuelle
Organiser 4 sessions de sensibilisation et d'information en vue d'organiser les corps de métier pour leur affiliation aux mutuelles de santé, assurances et/ou CNPS	x	x	x	2 000 000		
Total					4 000 000	

5.2.28. Cadre logique du secteur des travaux publics

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer l'accès aux infrastructures routières à travers la Commune de Mombo	<ul style="list-style-type: none"> Les infrastructures de desserte sont construites dans la Commune L'accès aux différents villages de l'arrondissement est facilité 				
Objectifs spécifiques	O1 : Amélioration de l'accès aux pistes de collecte et de desserte	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 10 km de route avec 02 ouvrages d'art sont construits entre Mombo et Mombo-Beach Au moins 12 km de route sont construits/réhabilités entre Mombo-Djoungo route (5km) et Moundeck-Moundeck Beach (7 km) Le tronçon de 6,2 km reliant Tangui-Mombo est raccordé par bitume à la nationale N°5 Les axes routiers suivants sont reprofilés Mombo-Moundeck : 6 km; Mombo-Djoungo rails : 4 km; Mombo-Boubou: 12 km Mombo-Mbanga via Nkwangsi: 9 km avec réhabilitation de 2 ouvrages d'art Djoungo rails-Boubou : 8 km; Moundeck- Nkwangsi: 3 km Au moins 2 km de bitume sont posés de la nationale N°5 à Djoungo-route jusqu'à Djoungo-rails Au moins 1 comité de route existe par village 			Rapport DD Travaux publics	Les financements sont mobilisés par la Commune, le BIP et d'autres bailleurs
	O2 : Création d'un cadre de concertation avec la société CIMENCAM, les Ets TCHASSEM, Ets FOSSO et Ets MKJC et la population pour l'appui au développement de la Commune				Rapport comité de route Mairie	
Résultats	R1: Les pistes de collecte et de desserte de la Commune sont durablement construites et réhabilitées				Rapport DD Travaux publics/Mgo Rapport comité de route Mairie	Les financements sont mobilisés par la Commune, le BIP et d'autres bailleurs
	R2 : Un cadre de concertation avec la société CIMENCAM, les Ets TCHASSEM, Ets FOSSO et Ets MKJC et les populations est créé et opérationnel				Mairie	Le climat de collaboration avec les sociétés est convivial
Activités		Moyens			Coût (F CFA)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	Construire 8,2 km de bitume sur les tronçons Tangui-Mombo (6,2 km) et Djoungo route-Djoungo rails (2 km)	x	x	x	PM	Disponibilité des sources de financement
	Reprofiler régulièrement 55 km de piste de collecte, de desserte dans la Commune	x	x	x	247 500 000	
	Construire/réhabiliter 31 km de route de collecte et de desserte entre : Mombo-Djoungo route (5 km) Moundeck-Monudeck beach (7 km) Mombo-Mombo Beach avec construction de 2 ouvrages d'art (10 km) Mombo-Mbanga via Nkwangsi avec réhabilitation de 2 ouvrages d'art (9 km)	x	x	x	380 000 000	
Créer un cadre de concertation pour l'appui au développement de la Commune, avec la société CIMENCAM, les Ets TCHASSEM, Ets FOSSO et Ets MKJC	x	x	x	2 000 000		
Total				629 500 000		

5.2.29. Cadre logique des populations vulnérables

Le cadre logique des populations vulnérables est calqué sur celui du secteur des affaires sociales, ce qui nous permet d'observer que la plupart des activités déjà prise en compte n'ont pas été budgétées pour ce cadre logique.

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer les conditions de vie des populations vulnérables	Au moins 30% de personnes vulnérables sont prises en charge			Enquête auprès des personnes handicapées, personnes de 3 ^{ème} âge, enfants de la rue dans la rue, enfants orphelins du VIH/SIDA	
Objectifs spécifiques	O1 : Améliorer l'encadrement des personnes vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> Un CSO est créé et construit à Mombo Une structure d'encadrement et de prise en charge sociale des personnes vulnérables est construite, équipée et doté d'un personnel compétent à Mombo Une mutuelle de santé est créée à Mombo Des appuis aux AGR sont apportés aux PV Le nombre de personnes vulnérables qui s'engagent dans les AGR est en nette augmentation de 15% au moins en 3 ans 			<ul style="list-style-type: none"> Rapport technique du sectoriel Rapport technique de mise en œuvre du PCD Service Etat civil de la mairie 	<ul style="list-style-type: none"> Les projets de construction et sont inscrits dans le budget de la Commune Les forces vives de la Commune sont fortement impliquées à la réalisation des projets
	O2 : Promouvoir et appuyer les activités génératrices de revenus des personnes vulnérables					
Résultats	R1 : L'encadrement des personnes vulnérables est amélioré	<ul style="list-style-type: none"> Un CSO est créé et construit à Mombo Une structure d'encadrement et de prise en charge sociale des personnes vulnérables est construite, équipée et doté d'un personnel compétent à Mombo Une mutuelle de santé est créée à Mombo Des appuis aux AGR sont apportés aux PV Le nombre de personnes vulnérables qui s'engagent dans les AGR est en nette augmentation de 15% au moins en 3 ans 				
	R2 : Les activités génératrices de revenus des personnes vulnérables sont appuyées					
Activités		Moyens			Coût (F CFA)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	Créer une mutuelle de santé à Mombo	x	x	x	PM	
	Dénombrer les populations vulnérables dans la Commune	x	x	x	PM	
	Renforcer les capacités des couches vulnérables pour la pratique des AGR	x	x	x	PM	
	Apporter des appuis multiformes aux populations vulnérables pour la création des activités génératrices de revenus (AGR)	x	x	x	PM	
	Appui/subventions aux associations/ONG/organisations caritatives privés	x	x	x	3 ans x 15 000 000 = 45 000 000	
	Créer et construire un Centre social (CSO)	x	x	x	PM	
Total					45 000 000	

5.2.30. Cadre Logique de l'institution communale

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer de manière durable la performance des services de la Mairie	<ul style="list-style-type: none"> Le cadre et les conditions de travail du personnel communal est durablement amélioré 			Rapports techniques de la Mairie	
Objectifs spécifiques	O1 : Améliorer durablement la gestion des ressources humaines de la Mairie	<ul style="list-style-type: none"> Les bâtiments des services administratif, financier et technique communaux sont construits 			Rapports techniques Mairie Rapport technique de suivi de la mise en œuvre du PCD	Les projets sont inscrits dans le budget
	O2 : Améliorer durablement la gestion financière et sécuriser les recettes communales	<ul style="list-style-type: none"> La tribune officielle est construite Le personnel communal, les conseillers municipaux et l'exécutif communal sont formés 				
	O3 : Améliorer durablement la gestion des ressources patrimoniales	<ul style="list-style-type: none"> Un plan d'urbanisation et d'occupation des sols est élaboré Les équipements sont acquis et disponibles 				
	O4 : Améliorer durablement la gestion des relations de la Mairie	<ul style="list-style-type: none"> Au moins une séance publique spéciale d'information et d'échanges sur l'exécution, le suivi et le contrôle du budget est annuellement organisée 				
Résultats	R1 : La gestion des ressources humaines est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> Au moins une conférence de plaidoirie et lobbying auprès des partenaires au développement pour améliorer le climat des relations est organisée 				
	R2 : la gestion des ressources financières est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> Le dossier de rétrocession à la Commune de Mombo, du titre foncier n°1135 de 120 ha est suivi 				
	R3 : la gestion des ressources patrimoniales est améliorée					
	R4 : la gestion des relations est améliorée					
Activités		Moyens			Coût (F CFA)	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	Construction des bâtiments des services techniques communaux	X	X	X	30 000 000	Les financements sont mobilisés par la Commune
	Construction des bâtiments des services financiers communaux	X	X	X	30 000 000	
	Extension des bâtiments des services administratifs communaux	X	X	X	30 000 000	
	Construction de la triune municipale	X	X	X	25 000 000	
	Elaboration et mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités du personnel communal, les conseillers municipaux et l'exécutif municipal, sur les thèmes liés à leurs missions	x	x	x	3 000 000	
	Renforcement des capacités des conseillers municipaux en techniques de budgétisation participative des projets identifiés	x	x	x	1 500 000	
	Identification et localisation de nouvelles sources de recettes et actualisation du sommier des contribuables	x	x	x	500 000	
	Réalisation d'un inventaire général de base	x	x	x	0	
	Acquisition des équipements des services de la Commune (Maire et autres services)	x	x	x	80 000 000	
	Organisation annuelle d'une séance publique spéciale d'information et d'échanges sur l'exécution, le suivi et le contrôle du budget	x	x	x	3 000 000	
	Organisation d'une conférence de plaidoirie et lobbying auprès des partenaires au développement pour améliorer le climat des relations	x	x	x	2 000 000	
Suivi rapproché du dossier de rétrocession à la Commune de Mombo, du titre foncier n°1135 de 120 ha	x	x	x	100 000		
Total				205 100 000		

5.3. COUT ESTIMATIF DU PLAN COMMUNAL DEVELOPPEMENT (PCD) DE MOMBO

Tableau 16 : Coût estimatif du PCD

N°	Désignation	Coût estimatif (F CFA)	Source de financement
1	Secteur de l'administration territoriale et de la décentralisation	198 500 000	<ul style="list-style-type: none"> • Budget Communal • PNDP • FEICOM • Autres partenaires • Ressources transférées
2	Secteur des affaires sociales	68 500 000	
3	Secteur de l'agriculture	523 000 000	
4	Secteur du commerce	152 000 000	
5	Secteur de la communication	43 500 000	
6	Secteur de la culture	80 000 000	
7	Secteur du développement urbain et habitat	328 000 000	
8	Secteur des domaines et affaires foncières	30 500 000	
9	Secteur eau et énergie	324 750 000	
10	Secteur de l'élevage	49 500 000	
11	Secteur de l'éducation de base	337 550 000	
12	Secteur de l'emploi et de la formation professionnelle	153 000 000	
13	Secteur des enseignements secondaires	494 250 000	
14	Secteur de l'enseignement supérieur	14 500 000	
15	Secteur de l'environnement et protection de la nature	2 000 000	
16	Secteur des forêts et de la faune	74 500 000	
17	Secteur des industries, mines et développement technologique	308 000 000	
18	Secteur de la jeunesse	143 000 000	
19	Secteur des petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	38 200 000	
20	Secteur des postes et télécommunications	152 000 000	
21	Secteur de la promotion de la femme et de la famille	189 700 000	
22	Secteur de la recherche scientifique et innovations	5 000 000	
23	Secteur de la santé	203 000 000	
24	Secteur des sports et de l'éducation physique	122 000 000	
25	Secteur du tourisme	180 000 000	
26	Secteur des transports	77 000 000	
27	Secteur des travaux publics	629 500 000	
28	Secteur du travail et de la sécurité sociale	4 000 000	
29	Populations vulnérables	45 000 000	
30	Institution communale	205 100 000	
Total		5 175 550 000	

5.4. ESQUISSE DU PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DES TERRES DE L'ESPACE COMMUNAL

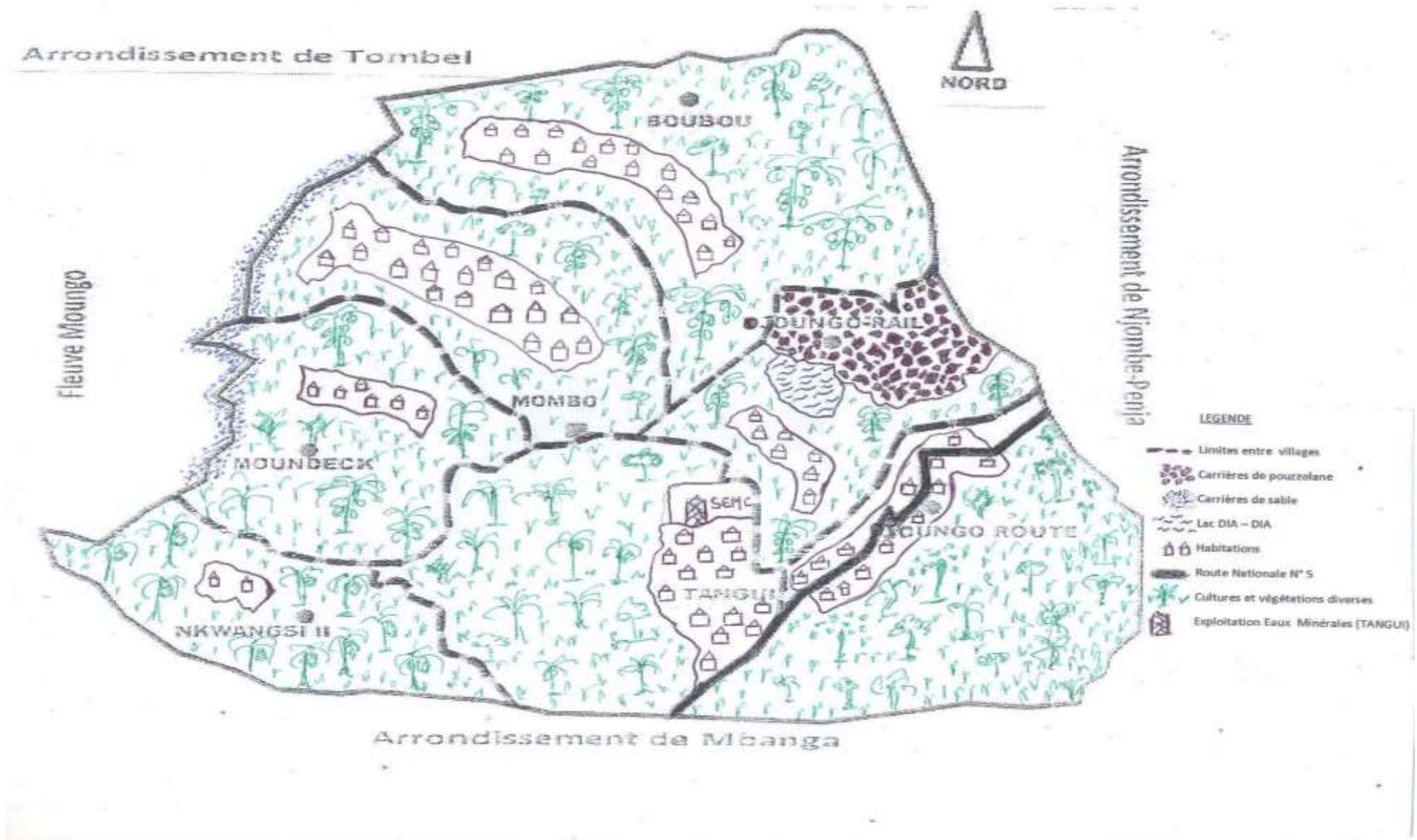


Figure 3 : Esquisse du plan d'utilisation et de gestion des terres

VI. PROGRAMMATION

6.1. CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT) DES PROJETS PRIORITAIRES

Tableau 17 : Cadre de dépenses à moyen terme des projets prioritaires des secteurs

Secteur	Intitulé du projet	Lieu d'implantation	Indicateur de résultats	Porteur du projet	Coût (FCFA)	2013	2014	2015
Agriculture	Construction et équipement de 2 postes agricoles	Boubou, Tangui,	2 postes agricoles construits dans la commune	Commune de Mombo	44 000 000	22 000 000	0	22 000 000
	Construction de 15 fours de séchage de cacao communautaire du type Samoam	Mombo (1), Boubou (1), Tangui (2), Djoungo-rails (2), Moundeck (2), Nkwansi (1) et Djoungo-route (1)	15 fours à cacao construits dans la Commune en 3 ans	Commune de Mombo	45 000 000	15 000 000	0	30 000 000
	Sensibilisation et organisation des producteurs en GIC et UGIC pour faciliter le financement de leurs activités	Dans tous les villages	Au moins 10 GIC et UGIC créés par an	Commune de Mombo	1 000 000	1 000 000	0	0
Affaires sociales	Dénombrement des populations vulnérables dans tous les villages	Dans tous les villages	Le nombre de PV est connu	Commune de Mombo	2 500 000	1 000 000	1 500 000	0
	Appuis multiformes aux couches vulnérables pour la création des activités génératrices de revenus (AGR)	Dans tous les villages	Un fond de solidarité est budgété à la faveur des PV pour la création des AGR	Commune de Mombo	25 000 000	7 000 000	8 000 000	10 000 000
Commerce	Construction d'un magasin de stockage équipé avec aménagement eau, électricité et latrine	Mombo	Magasin de stockage construit et équipé	Commune de Mombo	21 500 000	0	10 000 000	11 500 000
	Construction d'un complexe commercial moderne d'au moins 25 boutiques avec hangars et salle de fête	Mombo	Au moins 25 immeubles commerciaux construits	Commune de Mombo	87 500 000	20 000 000	30 000 000	37 500 000
Communication	Elaboration, édition et diffusion d'un journal communal trimestriel	Mombo	1 trimestriel communal est édité et diffusé	Commune de Mombo	12 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
	Construction et équipement d'un kiosque à journaux à Mombo	Mombo	1 kiosque à journaux est construit à Mombo	Commune de Mombo	3 000 000	0	3 000 000	0
Développement urbain et habitat	Elaboration d'un schéma directeur d'urbanisation et d'occupation des sols	Mombo	Schéma d'urbanisation de Mombo élaboré	Commune de Mombo	65 000 000	20 000 000	20 000 000	25 000 000
	Aménagement de 10 km de voirie urbaine	Mombo	Voirie urbaine aménagée	Commune de Mombo	240 000 000	80 000 000	80 000 000	80 000 000
	Construction d'un terre-plein central avec candélabre	Mombo	Le terre-plein central est construit	Commune de Mombo	3 000 000	0	3 000 000	0
	Aménagement des places publiques et autres	Mombo	Places publiques aménagées	Commune de Mombo	15 000 000	15 000 000	0	0
Domaines et affaires foncières	Etude de finalisation du dossier de la délimitation du périmètre urbain de Mombo	Mombo	Etude de finalisation du dossier de la délimitation du périmètre urbain de Mombo est réalisée	Commune de Mombo	30 000 000	15 000 000	15 000 000	0

Secteur	Intitulé du projet	Lieu d'implantation	Indicateur de résultats	Porteur du projet	Coût (x 1 000 F CFA)	2013	2014	2015
Eau et Energie	Construction d'un (1) forage équipé	Nkwangsi	1 forage construit à Nkwansi	Commune de Mombo	8 000 000	0	8 000 000	0
	Réhabilitation de 3 puits équipés de pompe à motricité humaine	Tangui (2) et Djoungo-route (1)	3 puits équipés réhabilités	Commune de Mombo	10 500 000	10 500 000	0	0
	Electrification rurale de Moundeck sur 8 km	Moundeck	8 km de ligne électrique construite à Moundeck	Commune de Mombo	37 600 000	0	37 600 000	0
	Pose de 65 lampadaires publics dans les villages connectés au réseau AES Sonel	Mombo (55), Tangui (5) et Djoungo-rails (5)	65 lampadaires publics sont posés	Commune de Mombo	13 000 000	5 000 000	3 000 000	5 000 000
Education de base	Construction de 10 nouvelles salles de classe dans les écoles primaires	EP bilingue Mbo ((2); Ecole catholique Mbo (2), Ecole EEC Mbo (1), Ecole les Bourgeons Mbo(1) EP Boubou (2); EP Tangui (2)	10 nouvelles salles de classe sont construites dans les écoles primaires	Commune de Mombo	80 000 000	24 000 000	16 000 000	40 000 000
	Acquisition de 300 table-bancs supplémentaires dans les écoles primaires	EP bilingue Mbo (60), Ecole catholique Mbo (60), Ecole EEC Mbo (30), Ecole les Bourgeons Mbo (30) EP Boubou (60) EP Tangui (60)	300 table-bancs supplémentaires acquis et remis aux écoles	Commune de Mombo	9 000 000	2 700 000	1 800 000	4 500 000
	Appuyer l'acquisition des équipements et du matériel divers (Bacs à ordures, boîtes à pharmacie, paquet minimum) aux 13 écoles maternelles et primaires de la Commune	Dans toute la Commune	Les écoles primaires et maternelles de la commune sont équipées et disposent du paquet minimum	Commune de Mombo	15 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Elevage	Réhabilitation de la fourrière municipale des animaux en matériau définitif	Mombo	La fourrière municipale des animaux est construite en matériau définitif	Commune de Mombo	1 500 000	1 500 000	0	0
	Organisation annuelle d'une campagne de vaccination anti rabique à travers la Commune	Dans tous les villages	Une campagne de vaccination anti rabique à travers la Commune est organisée annuellement	Commune de Mombo	3 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
	Organisation de 2 sessions de formation annuelle sur l'élevage non conventionnel des escargots et des aulacodes à Mombo et à Boubou	Dans tous les villages	Au moins 2 sessions de formation annuelle sur l'élevage non conventionnel des escargots et des aulacodes sont organisées à Mombo et à Boubou	Commune de Mombo	1 000 000	0	500 000	500 000
Enseignements secondaires	Construction de 8 nouvelles salles de classe au Lycée bilingue de Mombo	Lycée bilingue de Mombo	8 nouvelles salles de classe sont construites	Commune de Mombo	68 000 000	25 500 000	25 500 000	17 000 000
	Equipement de 8 salles de classe au lycée bilingue de Mombo	Lycée bilingue de Mombo	8 salles de classe sont équipées	Commune de Mombo	7 200 000	2 700 000	2 700 000	1 800 000

Secteur	Intitulé du projet	Lieu d'implantation	Indicateur de résultats	Porteur du projet	Coût (x 1 000 F CFA)	2013	2014	2015
Forêts et faune	Mise en place d'une pépinière communale d'essences forestières et ornementales	Mombo	Au moins une pépinière d'essences forestières et ornementales est mise en place	Commune de Mombo	4 500 000	2 000 000	2 500 000	0
	Création d'espaces verts dans l'espace urbain communal	Mombo	Au moins 2 espaces verts sont rencontrés dans l'espace urbain de Mombo	Commune de Mombo	5 000 000	2 000 000	3 000 000	0
Industries, mines et développement technologique	Construction de 4 postes de péages Djoungo-rails (2), Mombo-beach (1), Moundeck (1)	Djoungo-rails, Mombo-beach, Moundeck	4 postes de péage construits	Commune de Mombo	6 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
Jeunesse	Appui aux jeunes pour la fédération de leurs associations dans la Commune	Dans tous les villages	Des fédérations de jeunes sont créées dans la Commune	Commune de Mombo	1 000 000	1 000 000	0	0
	Appui à la mise en place d'un conseil communal des jeunes (CCJ) à Mombo		Le CCJ est mis en place à Mombo	Commune de Mombo	2 000 000	2 000 000	0	0
Promotion de la femme et de la famille	Organisation des associations féminines en réseau et par filières d'activités		Les réseaux d'associations féminines sont mis en place	Commune de Mombo	1 000 000	1 000 000	0	0
	Appui à la légalisation d'au moins 30 associations féminines fonctionnelles	Dans tous les villages	Au moins 30 associations féminines sont légalisées	Commune de Mombo	1 500 000	1 500 000	0	0
	Création, construction et équipement d'un centre de promotion de la femme (CPF) à Boubou	Boubou	1 CPF est créé, construite et équipé à Boubou	Commune de Mombo	100 000 000	20 000 000	40 000 000	40 000 000
	Organisation de 500 mariages collectifs en trois ans à Mombo	Dans tous les villages	500 mariages collectifs sont célébrés en trois ans à Mombo	Commune de Mombo	15 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Santé	Création, construction et équipement de 1 CSI, avec aménagement divers (eau, électricité, latrine)	Moundeck ,	1 CSI est construit et équipé, avec aménagements divers	Commune de Mombo	50 000 000	15 000 000	15 000 000	20 000 000
	Construction d'un nouveau bâtiment au CSI de Mombo	Mombo	1 nouveau bâtiment construit au CSI de Mombo	Commune de Mombo	22 000 000	0	22 000 000	0
	Acquisition des équipements et du matériel sanitaire en quantité suffisante pour les CSI de Mombo et Boubou et la Case de santé privée de Mombo	Mombo et Boubou	Equipement et matériel disponibles	Commune de Mombo	22 000 000	6 000 000	8 000 000	8 000 000
Tourisme	Aménagement en site touristique les berges du lac DIA DIA à Djoungo-rails	Djoungo-rails	Les berges du lac DIA DIA sont aménagées en site touristique	Commune de Mombo	60 000 000	15 000 000	20 000 000	25 000 000

Secteur	Intitulé du projet	Lieu d'implantation	Indicateur de résultats	Porteur du projet	Coût (x 1000 F CFA)	2013	2014	2015
Transport	Formation de 50 conducteurs de moto taxis en vue de l'obtention du permis de conduire	Dans tous les villages	Au moins 50 motos taximen sont formées en vue de l'obtention du permis de conduire	Commune de Mombo	1 000 000	500 000	500 000	0
Travaux publics	Reprofilier régulièrement 55 km de pistes de collecte et de desserte dans la Commune	Dans la Commune	55 km de pistes de collecte, de desserte régulièrement reprofilées	Commune de Mombo	247 500 000	82 500 000	82 500 000	82 500 000
	Construction/réhabilitation de l'axe Mombo-Mombo Beach avec construction de 2 ouvrages d'art (10 km)	Mombo	10 km de route sont construites/réhabilitées avec 2 ouvrages d'art	Commune de Mombo	173 000 000	30 000 000	50 000 000	93 000 000
	Construction/réhabilitation du tronçon Mombo-Mbanga via Nkwangsi avec réhabilitation de 2 ouvrages d'art (9 km)	Mombo	9 km de route sont construites/réhabilitées avec 2 ouvrages d'art	Commune de Mombo	160 000 000	40 000 000	60 000 000	60 000 000
Populations vulnérables	Appui/subventions aux associations/ONG/organisations caritatives privés pour l'encadrement des PV	Dans la Commune	Les conventions sont signées avec les associations/ONG/organisations caritatives privés	Commune de Mombo	45 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000
Institution communale	Elaboration et mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités du personnel communal, les conseillers municipaux et l'exécutif municipal, sur les thèmes liés à leurs missions	Commune de Mombo	Un plan de renforcement des capacités du personnel communal, des conseillers municipaux et de l'exécutif municipal est élaboré et mis en œuvre	Commune de Mombo	3 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
	Renforcement des capacités des conseillers municipaux en techniques de budgétisation participative des projets identifiés		Les Conseillers municipaux sont formés en techniques de budgétisation participative des projets identifiés	Commune de Mombo	1 500 000	500 000	500 000	500 000
	Acquisition des équipements des services de la Commune		Equipements acquis et disponibles	Commune de Mombo	50 000 000	15 000 000	15 000 000	20 000 000
	Organisation d'une conférence de plaidoirie et lobbying auprès des partenaires au développement pour améliorer le climat des relations		Une conférence de plaidoirie et lobbying auprès des partenaires au développement pour améliorer le climat des relations est organisé	Commune de Mombo	2 000 000	2 000 000	0	0
TOTAL GENERAL CDMT (2013-2015)					1 821 300 000	536 900 000	614 600 000	669 800 000

6.2. CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DU CDMT

6.2.1. Principaux impacts environnementaux et sociaux de quelques projets du CDMT

6.2.1.1. Principaux impacts sociaux des projets de construction du CDMT

Tableau 18: Principaux impacts sociaux positifs et mesures d'optimisation des projets de construction du CDMT

Type de projet	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation
Projets de construction : - Construction et équipement de 2 postes agricoles de Boubou et Tangui - Construction de 15 fours de séchage de cacao communautaire du type Samoam dans les villages Mombo (1), Boubou (1), Tangui (2), Djoungo-rails (2), Moundeck (2), Nkwansi (1) et Djoungo-route (1) - Construction d'un magasin de stockage équipé avec aménagement eau, électricité et latrine à Mombo - Construction d'un complexe commercial moderne d'au moins 25 boutiques avec hangars et salle de fête de Mombo - Construction et équipement d'un kioste à journaux à Mombo - Construction de 10 nouvelles salles de classe dans les écoles primaires dans les écoles suivantes : EP bilingue Mbo ((2); Ecole catholique Mbo (2), Ecole EEC Mbo (1), Ecole les Bourgeois Mbo(1) EP Boubou (2); EP Tangui (2) - Construction de 8 nouvelles salles de classe au Lycée bilingue de Mombo - Réhabilitation de la fourrière municipale des animaux en matériau définitif - Construction de 4 postes de péages Djoungo-rails (2), Mombo-beach (1), Moundeck (1) - Construction et équipement d'un centre de promotion de la femme (CPF) à Boubou - Construction et équipement de 1 CSI, avec aménagement divers (eau, électricité, latrine) - Construction d'un nouveau bâtiment au CSI de Mombo - Aménagement en site touristique les berges du lac DIA DIA à Djoungo-rails - Construction d'un terre-plein central avec candélabre à Mombo - Aménagement des places publiques et autres à Mombo	Amélioration des revenus dans la zone du projet	- Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, utiliser la technique HIMO ;
	Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public	- Sensibilisation du public et implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion
	Construction de nouveaux sites de recasement	Disposer des services sociaux de base dans les sites de recasement
	- Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des conditions d'élevage et du domaine agricole, etc;	Sensibiliser les populations sur les techniques de mobilisation des fonds pour le financement des projets communautaires
	- Amélioration de l'accès aux services sociaux de base : Amélioration des conditions de fréquentation des élèves ; - Facilitation de l'accès aux soins de santé ; - Développement des activités culturelles et des mouvements associatifs ; - Désenclavement des localités ; - Développement des activités socio-économiques, etc.	Bénéfices sociaux selon la nature du projet.

Tableau 19: Principaux impacts sociaux négatifs et mesures d'atténuation des projets de construction du CDMT

Type de projet	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
<p>Projets de construction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction et équipement de 2 postes agricoles de Boubou et Tangui - Construction de 15 fours de séchage de cacao communautaire du type Samoam dans les villages Mombo (1), Boubou (1), Tangui (2), Djoungo-rails (2), Moundeck (2), Nkwansi (1) et Djoungo-route (1) - Construction d'un magasin de stockage équipé avec aménagement eau, électricité et latrine à Mombo - Construction d'un complexe commercial moderne d'au moins 25 boutiques avec hangars et salle de fête de Mombo - Construction et équipement d'un kioste à journaux à Mombo - Construction de 10 nouvelles salles de classe dans les écoles primaires dans les écoles suivantes : EP bilingue Mbo ((2); Ecole catholique Mbo (2), Ecole EEC Mbo (1), Ecole les Bourgeois Mbo(1) EP Boubou (2); EP Tangui (2) - Construction de 8 nouvelles salles de classe au Lycée bilingue de Mombo - Réhabilitation de la fourrière municipale des animaux en matériau définitif - Construction de 4 postes de péages Djoungo-rails (2), Mombo-beach (1), Moundeck (1) - Construction et équipement d'un centre de promotion de la femme (CPF) à Boubou - Construction et équipement de 1 CSI, avec aménagement divers (eau, électricité, latrine) - Construction d'un nouveau bâtiment au CSI de Mombo - Aménagement en site touristique les berges du lac DIA DIA à Djoungo-rails - Construction d'un terre-plein central avec candélabre à Mombo - Aménagement des places publiques et autres à Mombo 	<p>Risques de conflits fonciers liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du projet</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix ; - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site ; - Site reconnu du point de vue legal.
	<p>Risques de détournement des fonds au sein des comités de gestion pour les infrastructures communautaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Sécuriser les fonds dans une institution bancaire ou de microfinances avec des signatures multiples ; - Renforcer les capacités des membres des comités de gestion sur la bonne gouvernance ; - Mettre en place un système de contrôle approprié
	<p>Risques de déplacement involontaire et réinstallation des populations</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Informer les personnes touchées ; - Dénommer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens ; - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR
	<p>Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un comité de gestion du projet incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien
	<p>Impacts divers liés aux choix de site</p>	<p>Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc ;</p>
	<p>Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA, et éventuellement sur le braconnage</p>	<p>Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH/SIDA, et sur le braconnage, par des affiches et réunions</p>
	<p>Risque d'insécurité pour les personnes et les biens</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre des panneaux de signalisation dans les chantiers ; - Respecter les règles de sécurité.
	<p>Risque de marginalisation des populations vulnérables</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Faire en sorte que les interventions profitent à toutes les couches sociales.
	<p>- Risque de conflits au sein des bénéficiaires des projets dus à l'insatisfaction des attentes des populations, le choix non consensuel des sites d'implantation des projets ;</p> <p>- Leadership autour de la gestion des ouvrages.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un comité de gestion du projet - Proposer et faire valider par toutes les parties prenantes, le mécanisme de gestion du projet - Former le comité de gestion aux questions d'accueil, de maintenance, et de gestion de l'ouvrage.

6.2.1.2. Principaux impacts environnementaux des projets de construction du CDMT

Tableau 20 : Principaux impacts environnementaux positifs et mesures d'optimisation sur les projets de construction du CDMT

Type de projet	Principaux impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation
<ul style="list-style-type: none"> - Construction et équipement de 2 postes agricoles de Boubou et Tangui - Construction de 15 fours de séchage de cacao communautaire du type Samoam dans les villages Mombo (1), Boubou (1), Tangui (2), Djoungo-rails (2), Moundeck (2), Nkwansi (1) et Djoungo-route (1) - Construction d'un magasin de stockage équipé avec aménagement eau, électricité et latrine à Mombo - Construction d'un complexe commercial moderne d'au moins 25 boutiques avec hangars et salle de fête de Mombo - Construction et équipement d'un kioste à journaux à Mombo - Construction de 10 nouvelles salles de classe dans les écoles primaires dans les écoles suivantes : EP bilingue Mbo ((2); Ecole catholique Mbo (2), Ecole EEC Mbo (1), Ecole les Bourgeons Mbo(1) EP Boubou (2); EP Tangui (2) - Construction de 8 nouvelles salles de classe au Lycée bilingue de Mombo - Réhabilitation de la fourrière municipale des animaux en matériau définitif - Construction de 4 postes de péages Djoungo-rails (2), Mombo-beach (1), Moundeck (1) - Construction et équipement d'un centre de promotion de la femme (CPF) à Boubou - Construction et équipement de 1 CSI, avec aménagement divers (eau, électricité, latrine) - Construction d'un nouveau bâtiment au CSI de Mombo - Aménagement en site touristique les berges du lac DIA DIA à Djoungo-rails - Construction d'un terre-plein central avec candélabre à Mombo - Aménagement des places publiques et autres à Mombo 	Diminution de la pression sur les ressources	Gestion rationnelle des ressources

Tableau 21 : Principaux impacts environnementaux négatifs et mesures d'atténuation sur les projets de construction du CDMT

Type de projet	Principaux impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> - Construction et équipement de 2 postes agricoles de Boubou et Tangui - Construction de 15 fours de séchage de cacao communautaire du type Samoam dans les villages Mombo (1), Boubou (1), Tangui (2), Djoungo-rails (2), Moundeck (2), Nkwansi (1) et Djoungo-route (1) - Construction d'un magasin de stockage équipé avec aménagement eau, électricité et latrine à Mombo - Construction d'un complexe commercial moderne d'au moins 25 boutiques avec hangars et salle de fête de Mombo - Construction et équipement d'un kioste à journaux à Mombo - Construction de 10 nouvelles salles de classe dans les écoles primaires dans les écoles suivantes : EP bilingue Mbo ((2); Ecole catholique Mbo (2), Ecole EEC Mbo (1), Ecole les Bourgeons Mbo(1) EP Boubou (2); EP Tangui (2) - Construction de 8 nouvelles salles de classe au Lycée bilingue de Mombo - Réhabilitation de la fourrière municipale des animaux en matériau définitif - Construction de 4 postes de péages Djoungo-rails (2), Mombo-beach (1), Moundeck (1) - Construction et équipement d'un centre de promotion de la femme (CPF) à Boubou - Construction et équipement de 1 CSI, avec aménagement divers (eau, électricité, latrine) - Construction d'un nouveau bâtiment au CSI de Mombo 	Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel ; - Reboiser les zones affectées ; - Engazonner les zones affectées
	Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges	<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser les engins adaptés et changer régulièrement les filtres ; - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées
	Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,); - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent
	Pollutions liées aux déchets générés pendant les travaux	<ul style="list-style-type: none"> - Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m du cours d'eau) - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt
	Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site	Reboiser les alentours de l'ouvrage
	Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - Informer les personnes touchées; - Dénommer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR

- Aménagement en site touristique les berges du lac DIA DIA à Djoungo-rails - Construction d'un terre-plein central avec candélabre à Mombo - Aménagement des places publiques et autres à Mombo		
--	--	--

6.2.1.3. Principaux impacts sociaux des projets d'hydraulique du CDMT

Tableau 22 : Principaux impacts sociaux positifs et mesures d'optimisation des projets d'hydraulique du CDMT

Type de projet	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation
- Construction d'un (1) forage équipé à Nkwangsi - Réhabilitation de 3 puits équipés de pompe à motricité humaine (Tangui : 2 et Djoungo-route : 1)	- Diminution des maladies d'origine hydrique ; - Facilitation de l'accès à l'eau potable.	Sensibilisation des populations sur le bien-fondé de boire l'eau potable.
	Amélioration des revenus dans la zone du projet	- Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, utiliser la technique HIMO ;
	Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public	- Sensibilisation du public et implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion
	- Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale - Amélioration de l'accès aux services sociaux de base	Sensibiliser les populations sur les techniques de mobilisation des fonds pour le financement des projets communautaires Bénéfices sociaux selon la nature du projet.

Tableau 23: Principaux impacts sociaux négatifs et mesures d'atténuation des projets d'hydraulique du CDMT

Type de projet	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
- Construction d'un (1) forage équipé à Nkwangsi - Réhabilitation de 3 puits équipés de pompe à motricité humaine (Tangui : 2 et Djoungo-route : 1)	- Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risque d'intoxication due au mauvais dosage du chlore ; - Risque de mauvaise manipulation des ouvrages	- Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Formation du comité de gestion au dosage à l'eau de javel dans les puits ; - Gestion des risques d'envasement et maintenance des ouvrages.
	- Risque d'insécurité pour les personnes et les biens ; - Risque de conflits au sein des bénéficiaires du projet ; - Risque de marginalisation des populations vulnérables	- Mise en place des sous-comités de vigilance, nettoyage et cartonnage des alentours des ouvrages ; construction des clôtures autour de l'ouvrage ; - Prendre en compte les priorités des minorités ; - Solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives.
	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet	- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix ; - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site
	Conflits liés au choix du site/déplacement involontaire et réinstallation des populations	- Informer les personnes touchées ; - Dénommer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens ; - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR
	Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage	- Mettre en place un comité de gestion du projet incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien
	Impacts divers liés aux choix de site	Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de fraysère, flancs de montagnes, etc ;
	Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine	- Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300 mètres) - Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau
	Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure	- Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres ; - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées
	Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes, etc.) ; - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent
	Risques d'accident dus aux travaux	- Mettre les panneaux de signalisation du chantier ; - Observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) ; - Sécuriser le site
Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux	- Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) ; - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt	

Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	- Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluies, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé
Risque de contamination et d'infiltration des eaux sales et boueuses	Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou la mise en place des perrés maçonnés
Perturbation de la qualité de l'eau	Procéder régulièrement au traitement physico-chimique de l'eau

6.2.1.3. Principaux impacts environnementaux des projets d'hydraulique du CDMT

Tableau 24 : Principaux impacts environnementaux positifs et mesures d'optimisation sur les projets d'hydraulique du CDMT

Type de projet	Principaux impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation
Construction d'un (1) forage équipé à Nkwangsi Réhabilitation de 3 puits équipés de pompe à motricité humaine (Tangui : 2 et Djoungo-route : 1)	Diminution de la pression sur les ressources	Gestion rationnelle des ressources

Tableau 25 : Principaux impacts environnementaux négatifs et mesures d'atténuation sur les projets d'hydraulique du CDMT

Type de projet	Principaux impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation
- Construction d'un (1) forage équipé à Nkwangsi - Réhabilitation de 3 puits équipés de pompe à motricité humaine (Tangui : 2 et Djoungo-route : 1)	Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine	- Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300 mètres) - Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau
	Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure	- Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres ; - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées
	Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) ; - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent
	Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site	- Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser
	Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux	- Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) ; - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt
	Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	- Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluies, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé
	Risque de contamination et d'infiltration des eaux sales et boueuses	Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou la mise en place des perrés maçonnés
	Perturbation de la qualité de l'eau	Procéder régulièrement au traitement physico-chimique de l'eau

6.2.1.4. Principaux impacts environnementaux des projets de construction ou réhabilitation des pistes rurales, électrification rurale du CDMT

Tableau 26 : Principaux impacts sociaux positifs et mesures d'optimisation sur les projets de construction ou réhabilitation des pistes rurales, électrification rurale du CDMT

Type de projet	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation
- Electrification rurale de Moundeck sur 8 km - Aménagement de 10 km de voirie urbaine à Mombo	Amélioration des revenus dans la zone du projet	- Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, utiliser la technique HIMO ;
	Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public	- Sensibilisation du public et implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion
	- Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale	Sensibiliser les populations sur les techniques de mobilisation des fonds pour le financement des projets communautaires
	- Amélioration de l'accès aux services sociaux de base	Bénéfices sociaux selon la nature du projet.

Tableau 27 : Principaux impacts sociaux négatifs et mesures d'atténuation sur les projets de de construction ou réhabilitation des pistes rurales, électrification rurale du CDMT

Type de projet	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
- Electrification rurale de Moundeck sur 8 km - Aménagement de 10 km de voirie urbaine à Mombo	Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet	- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix ; - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site
	Conflits liés au choix du site/déplacement involontaire et réinstallation des populations	- Informer les personnes touchées ; - Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens ; - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR
	Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage	- Mettre en place un comité de gestion du projet incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien
	Impacts divers liés aux choix de site	Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc ;
	Risques de destruction des canalisations d'eau	- Travailler sur la base du plan d'installation des créseaux d'eau - Prévoir les réparations éventuelles
	Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) ; - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent
	Risques d'accident dus aux travaux	- Mettre les panneaux de signalisation du chantier ; - Observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) ; - Sécuriser le site
	Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux	- Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) ; - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt
	Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	- Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluies, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé
	Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA	- Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH, par des affiches et réunions - Apposer des affiches pour la prévention
Risques d'électrocution des personnes et des oiseaux ou incendie	- Organiser des séances de sensibilisation des riverains - Mettre en place des panneaux de protection le long de la ligne - Aménager des pare feux autour de l'ouvrage	

6.2.1.5. Principaux impacts environnementaux des projets de construction ou réhabilitation des pistes rurales, électrification rurale du CDMT

Tableau 28 : Principaux impacts environnementaux positifs et mesures d'optimisation sur les projets de construction ou réhabilitation des pistes rurales, électrification rurale du CDMT

Type de projet	Principaux impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation
<ul style="list-style-type: none"> - Electrification rurale de Moundeck sur 8 km - Aménagement de 10 km de voirie urbaine à Mombo 	Diminution de la pression sur les ressources	Gestion rationnelle des ressources

Tableau 29 : Principaux impacts environnementaux négatifs et mesures d'atténuation sur les projets de construction ou réhabilitation des pistes rurales, électrification rurale du CDMT

Type de projet	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> - Electrification rurale de Moundeck sur 8 km - Aménagement de 10 km de voirie urbaine à Mombo 	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix ; - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site
	Conflits liés au choix du site/déplacement involontaire et réinstallation des populations	<ul style="list-style-type: none"> - Informer les personnes touchées ; - Dénommer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens ; - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR
	Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage	- Mettre en place un comité de gestion du projet incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien
	Impacts divers liés aux choix de site	Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc ;
	Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges	<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres ; - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées
	Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) ; - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent
	Risques d'accident dus aux travaux	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre les panneaux de signalisation du chantier; - Observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) ; - Sécuriser le site
	Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux	<ul style="list-style-type: none"> - Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) ; - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt
Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	- Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluies, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé	

6.2.2. Plan sommaire de gestion de l'environnement

Mesures environnementales	Tâches	Acteur de mise en œuvre	Période	Acteurs de suivi	Coût (FCFA)	Observations
Recrutement d'un agent de développement local /responsabilisation d'un membre du comité de suivi du PCD		Mairie (commission communale de passation des marchés)	2011 (mars-mai)	Conseil municipal ; PNDP	PM	Agent recruté
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	- Préparer les TDR - Inviter les participants ; - Tenir l'atelier	PNDP	2011-2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Mairie ; SG ; RM	PM	
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental lors du montage des projets	- Remplissage du formulaire par les bénéficiaires ; - Catégorisation des projets ; - Identification des impacts socio-environnementaux possible ; - Mesures d'atténuation/ optimisation à envisager	Bénéficiaires des projets ; Sectoriels MINEE et MINAS ; Consultants chargé du montage des projets	2012-2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ; Agent de développement	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	Elaborer les TDR ; Former les membres du COMES	PNDP ; Mairie	2011-2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS	PM	RAS
Réalisation des études d'impacts environnementaux sommaire pour les microprojets concernés	- Préparer les TDR ; - Faire approuver les TDR ; - Recruter les consultants ; - Réaliser les études proprement dites	PNDP, Mairie (Conseil municipal)	2012-2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Agent de développement ; Conseil municipal	7millionsFCFA pour une étude simplifiée, et environ 8 à 10 millions FCFA pour étude détaillée	Projets d'envergure
Provision pour les compensations des personnes déplacées	- Inventaires des personnes déplacées et des biens endommagés au cours du montage des projets	Mairie/Conseil municipal		- Mairie - MINDAF	A évaluer	Les frais y afférents sont pris en charge par la Commune pour les MP financés par l'allocation PNDP
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des entrepreneurs, ainsi que les mesures environnementales des projets retenus	- Extraction des mesures environnementales des projets ; - Elaboration d'un plan de suivi des mesures	Agent de développement/ Comité de suivi du PCD	Pendant les travaux ; 2012-2014	Délégation MINEP ; MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	A évaluer	
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des Microprojets	- Inclure les clauses dans le DAO ; - Mise en œuvre des clauses	- Mairie, PNDP - Entrepreneurs	Pendant les travaux ; 2012-2014	Délégation MINEP ; Agent de développement ; Conseil municipal	PM (intégrer dans le coût du projet)	
Intégration systématique des points d'eau, latrines, unités de destruction des déchets, dispositifs de collecte des déchets dans les projets de construction divers	Inclure ces préoccupations	Consultants, Conseil municipal, PNDP	Au cours du montage des projets	Délégation MINEP ; Agent de développement ; Conseil municipal	PM (intégrer dans le coût du projet)	Les coûts y afférents doivent être intégrés dans les coûts de la conception du microprojet
Activation et formation des comités locaux de gestion des infrastructures	Assurer la pérennisation des infrastructures au niveau local	Commune/Agents de Développement/ Prestataire	Au cours de la réalisation de l'infrastructure	Prestataire, Agent de développement, Sectoriels concernés, PNDP	PM (intégrer dans le coût du projet)	Former les comités sur la maintenance des ouvrages

6.3. PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL (PIA) 2012 DE LA COMMUNE DE MOMBO

6.3.1. Ressources mobilisables et échéances (en F CFA)

N°	Source de financement	2012	2013	2014	2015	TOTAL
1	Ressources propres de la Mairie	423 690 000	496 059 000	562 664 000	610 930 000	2 093 343 000
2	Ressources transférées	33 050 000	40 841 000	51 936 000	58 870 000	184 697 000
3	PNDP	67 000 000	0	0	0	67 000 000
4	Financements à rechercher auprès des partenaires (FEÍCOM, CIMENCAM, SEMC, Bailleurs...)	0	PM	PM	PM	PM
Total		523 740 000	536 900 000	614 600 000	669 800 000	2 345 040 000

6.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires

N°	Secteurs	Intitulé des projets	Lieu d'implantation	Indicateur de résultat	Période de réalisation en 2012									Coût (x 1000 F CFA)	Source de financement				
					M	J	J	A	S	O	N	D	PNDP		Budget communal	BIP			
1	Commucation	Réfection de l'ancienne gare de Mombo en médiathèque	Mombo	Ancienne gare de Mombo réfectionnée en médiathèque											25 000	0	25 000	0	
2	Education de base	Construction de 2 salles de classes	Ecole publique Mombo gare	2 salles de classe construites											16 000	0	0	16 000	
		Acquisition de 60 table-bancs	Ecole publique Mombo gare	60 table-bancs acquises											1 800	0	0	1 800	
		Equipement en bureau de maître (02)	Ecole publique Mombo gare	EP équipé de 2 bureaux de maître											250	0	0	250	
3	Eau et Energie	Connexion de Djoungo-rails sur 2,5 km au réseau CDE à partir de Djoungo-route	Djoungo-rails	Km de réseau d'eau CDE construit à Djoungo-rails,											21 250	0	21 250	0	
		Réhabilitation et extension du réseau d'eau SCANWATER et sa mise en régie	Mombo	Réseau d'eau réhabilité, étendu et mis en régie à Mombo											75 000	0	75 000	0	
		Finalisation des travaux d'électrification de Djoungo-route (pose câble et accessoires ; connexion du réseau)	Djoungo-route	Travaux d'électrification de Djoungo-route (pose câble et accessoires ; connexion du réseau) finalisés												15 000	0	15 000	0
		Finalisation des travaux d'extension du réseau électrique à Mombo	Mombo	Travaux d'extension du réseau électrique de Mombo finalisés												30 000	0	30 000	0
		Electrification rurale de Boubou sur 11 km	Boubou	Km d'électrification rurale construit à Boubou												75 000	0	75 000	0
4	Santé	Construction, équipement d'un CSI, avec aménagement d'un point d'eau, électrification et construction d'un bloc latrine, y compris contrepartie Commune	Djoungo-route	Bâtiment du CSI de Djoungo-route construit et équipé et contrepartie de la Commune libérée											50 000	45 000	5 000	0	
		Réhabilitation/extension CSI de Mombo	Mombo	CSI de Mombo réhabilité											15 000	0	0	15 000	
5	Transport	Construction d'une gare routière	Mombo	La gare routière est construite à Mombo											30 000	0	30 000	0	
6	Travaux publics	Construction d'un tronçon routier de 7 km y compris contrepartie Commune (Moundeck-Moundeck Beach)	Moundeck	L'axe Moundeck-Moundeck Beach construit sur 7 km et contrepartie de la Commune libérée											24 440	22 000	2 440	0	
7	Institution Communale	Construction d'un bâtiment des services techniques communaux à l'entrée de la ville de Mombo	Mombo	Le bâtiment des services techniques communaux est construit											30 000	0	30 000	0	
		Construction d'un bâtiment des services financiers communaux à Mombo	Mombo	Le bâtiment des services financiers communaux construits											30 000	0	30 000	0	
		Extension des bâtiments administratifs communaux	Mombo	Le bâtiment administratif communal est étendu											30 000	0	30 000	0	
		Equipement bureau du Maire	Mombo	Le bureau du Maire est équipé											30 000	0	30 000	0	
		Construction de la tribune municipale	Mombo	La tribune municipale est construite											25 000	0	25 000	0	
TOTAL														523 740	67 000	423 690	33 050		

6.3.3. Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables de la Commune de Mombo

Activités	Indicateur de résultats	Période			Responsables et collaborateurs	Coût estimatif (F CFA)	Source de financement
		2013	2014	2015			
Dénombrement des populations vulnérables de la Commune de Mombo	Liste actualisée des populations vulnérables (handicapés, personnes de 3 ^{ème} âge, orphelins, veuves				<ul style="list-style-type: none"> DDMINAS/Mgo Commune Mombo Organisations locales d'encadrement INS 	2 500 000	Budget communal Autres partenaires
Créer, construire et équiper un Centre sociale (CSO) à Mombo	Un CSO est créé à Mombo				<ul style="list-style-type: none"> DDMINAS/Mgo Commune Mombo 	40 000 000	- BIP - Budget communal - Autres partenaires
Création d'une mutuelle de santé à Mombo	Mutuelle de santé créée				<ul style="list-style-type: none"> DDMINAS/Mgo Chef de district de santé Commune Mombo 	PM	- Budget communal - Autres partenaires
Appuis multiformes aux populations vulnérables pour la création des activités génératrices de revenus (AGR)	Appuis distribués et états disponibles				<ul style="list-style-type: none"> DDMINAS/Mgo Commune de Mombo Regroupement des populations vulnérables 	25 000 000	- BIP - Budget communal - Autres partenaires
Organiser un atelier de renforcement des capacités des populations vulnérables pour la pratique des activités génératrices des revenus (AGR) à Mombo	Atelier organisé				<ul style="list-style-type: none"> DDMINAS/Mgo Commune Mombo Regroupement des populations vulnérables 	1 000 000	- BIP - Budget communal - Autres partenaires
Appui/subventions aux associations/ONG/organisations caritatives privés pour l'encadrement des PV	Les conventions sont signées avec les associations/ONG/organisations caritatives privés				<ul style="list-style-type: none"> DDMINAS/Mgo Commune Mombo Regroupement des populations vulnérables 	45 000 000	- BIP - Budget communal - Autres partenaires
TOTAL						113 500 000	

6.4. PLAN DE PASSATION DES MARCHES DU PIA

Libellé	Elaboration de la convention		Elaboration des TDR	Responsable	Partenaires	Méthode de sélection	Montant (F CFA)	Source de financement	Consultation avis d'appel d'offre		Evaluation technique et financière		Non objection de la CRC/PNDP		Négociation		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception	
	DP	DR							DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR	DP	DR
Réfection de l'ancienne gare de Mombo en médiathèque	30/8/2012	-	14/9/2012	Mairie	Sectoriel et OAL	DC	25 000 000	Commune	21/9/2012	-	10/10/2012	-	-	-	17/10/2012	-	24/10/2012	-	5/11/2012	-	16/03/2013	-
Construction de 2 salles de classes à l'EP Mombo gare	30/8/2012	-	14/9/2012	Mairie	Sectoriel et OAL	DC	16 000 000	BIP	21/9/2012	-	10/10/2012	-	-	-	17/10/2012	-	24/10/2012	-	25/11/2012	-	16/03/2013	-
Acquisition de 60 table-bancs à l'EP Mombo gare	30/8/2012	-	14/9/2012	Mairie	Sectoriel et OAL	DC	1 800 000	BIP	21/9/2012	-	10/10/2012	-	-	-	17/10/2012	-	24/10/2012	-	5/11/2012	-	27/12/2012	-
Equiperment en bureau de maître (02) à l'EP Mombo gare	30/8/2012	-	14/9/2012	Mairie	Sectoriel et OAL	DC	250 000	BIP	21/9/2012	-	10/10/2012	-	-	-	17/10/2012	-	24/10/2012	-	5/11/2012	-	22/12/2012	-
Connexion de Djoungo-rails sur 2,5 km au réseau CDE à partir de Djoungo-route	30/8/2012	-	14/9/2012	Mairie	Sectoriel et OAL	DC	21 250 000	Commune	21/9/2012	-	10/10/2012	-	-	-	17/10/2012	-	24/10/2012	-	5/11/2012	-	16/03/2013	-
Réhabilitation et extension du réseau d'eau SCANWATER et sa mise en régie	30/8/2012	-	14/9/2012	Mairie	Sectoriel et OAL	DAO	75 000 000	Commune	21/9/2012	-	10/10/2012	-	-	-	17/10/2012	-	24/10/2012	-	5/11/2012	-	16/03/2013	-
Finalisation des travaux d'électrification de Djoungo-route (pose câble et accessoires ; connexion du réseau)	30/8/2012	-	14/9/2012	Mairie	Sectoriel et OAL	DC	15 000 000	Commune	21/9/2012	-	19/10/2012	-	-	-	24/10/2012	-	1/11/2012	-	25/11/2012	-	16/03/2013	-
Finalisation des travaux d'extension du réseau électrique à Mombo	30/8/2012	-	14/9/2012	Mairie	Sectoriel et OAL	DAO	30 000 000	Commune	21/9/2012	-	19/10/2012	-	-	-	24/10/2012	-	1/11/2012	-	25/11/2012	-	16/03/2013	-
Electrification rurale de Boubou sur 11 km	30/8/2012	-	14/9/2012	Mairie	Sectoriel et OAL	DAO	75 000 000	Commune	21/9/2012	-	19/10/2012	-	-	-	24/10/2012	-	1/11/2012	-	25/11/2012	-	16/03/2013	-
Construction, équipement et aménagements divers du CSI de Djoungo-route,	30/8/2012	-	14/9/2012	Mairie	Sectoriel et OAL	DAO	50 000 000	PNDP et Commune	21/9/2012	-	19/10/2012	-	31/10/2012	-	24/10/2012	-	1/11/2012	-	25/11/2012	-	16/03/2013	-
Réhabilitation/extension CSI de Mombo	30/8/2012	-	14/9/2012	Mairie	Sectoriel et OAL	DAO	15 000 000	BIP	21/9/2012	-	19/10/2012	-	-	-	24/10/2012	-	1/11/2012	-	25/11/2012	-	16/03/2013	-
Construction d'une gare routière à Mombo	30/8/2012	-	14/9/2012	Mairie	Sectoriel et OAL	DAO	30 000 000	Commune	21/9/2012	-	19/10/2012	-	-	-	24/10/2012	-	1/11/2012	-	25/11/2012	-	16/03/2013	-
Construction d'un tronçon routier de 7 km y compris contrepartie	30/8/2012	-	14/9/2012	Mairie	Sectoriel et OAL	DC	24 440 000	PNDP et Commune	21/9/2012	-	10/10/2012	-	31/10/2012	-	17/10/2012	-	24/10/2012	-	5/11/2012	-	16/03/2013	-

Commune (Moundeck-Moundeck Beach)	2012		2012						2012		2012				2012		2012				2013	
Construction d'un bâtiment des services techniques communaux à l'entrée de la ville de Mombo	30/8/2012	-	14/9/2012	Mairie	Sectoriel et OAL	DAO	30 000 000	Commune	21/9/2012	-	19/10/2012	-	-	-	24/10/2012	-	1/11/2012	-	25/11/2012	-	16/03/2013	-
Construction d'un bâtiment des services financiers communaux à Mombo	30/8/2012	-	14/9/2012	Mairie	Sectoriel et OAL	DAO	30 000 000	Commune	21/9/2012	-	19/10/2012	-	-	-	24/10/2012	-	1/11/2012	-	25/11/2012	-	16/03/2013	-
Extension des bâtiments administratifs communaux	30/8/2012	-	14/9/2012	Mairie	Sectoriel et OAL	DAO	30 000 000	Commune	21/9/2012	-	19/10/2012	-	-	-	24/10/2012	-	1/11/2012	-	25/11/2012	-	16/03/2013	-
Equiperment du bureau Maire	30/8/2012	-	14/9/2012	Mairie	Sectoriel et OAL	DAO	30 000 000	Commune	21/9/2012	-	19/10/2012	-	-	-	24/10/2012	-	1/11/2012	-	25/11/2012	-	16/03/2013	-
Construction de la tribune municipale	30/8/2012	-	14/9/2012	Mairie	Sectoriel et OAL	DC	25 000 000	Commune	21/9/2012	-	10/10/2012	-	-	-	17/10/2012	-	24/10/2012	-	5/11/2012	-	16/03/2013	-

DAO : Demande d'appel d'offre

DC : Demande de cotation

DP : Date prévue

DR : Date réalisée

VII. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

Le suivi-évaluation du PCD concerne tous les acteurs de sa mise en œuvre. Mais le noyau central du dispositif doit être l'institution communale et le comité de suivi-évaluation du PCD.

Les objectifs du suivi-évaluation

Le suivi est une fonction permanente qui vise essentiellement à fournir à l'exécutif communal et aux autres parties prenantes, des indicateurs sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du PCD. Il permet de :

- i. S'assurer si les activités programmées se déroulent normalement selon les périodes, les moyens et les responsabilités prévus par le PCD ;
- ii. Prendre des mesures correctives en cas de blocage constaté ;
- iii. Relever les écarts ou changements des situations ou des acteurs ainsi que les mobiles ayant permis de les produire ;
- iv. Constituer une banque de données pouvant permettre la capitalisation du processus et la réactualisation du PCD à un moment donné ;
- v. Informer régulièrement la population et les bailleurs de fonds pour maintenir la crédibilité des élus locaux et des structures chargées de l'exécution de plan.

Les acteurs

Tous les acteurs qui interviennent dans la mise en œuvre sont impliqués à différents degrés dans le suivi et l'évaluation du plan communal de développement. Il s'agit de :

- i. L'exécutif communal
- ii. Les conseillers municipaux
- iii. La tutelle
- iv. Les populations bénéficiaires
- v. Les services techniques de la Commune
- vi. Les sectoriels
- vii. Les chefs traditionnels
- viii. Les élites
- ix. Les membres du comité de concertation (CC)
- x. Les membres du comité de suivi (CS)

Les éléments à prendre en compte lors du suivi-évaluation du PCD

Les éléments ci-après sont importants dans le suivi du plan par les différents acteurs. Il s'agit de :

- i. Date de la visite
- ii. Localité visitée
- iii. Objet de la visite

- iv. Activités
- v. Montant des activités
- vi. Niveau de réalisation
- vii. Ecart/changements constatés par rapport à l'ancienne situation
- viii. Difficultés rencontrées et solutions envisagées

7.1. COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS DU COMITE DE SUIVI-EVALUATION DU PCD

La mise en œuvre du PDC relève de la compétence de l'exécutif communal. Toutefois, compte tenu de la spécificité du plan, il est recommandé que le suivi-évaluation du PCD soit confié aux membres du comité de pilotage (COFIL) et les représentants des communautés bénéficiaires (CC) qui ont suivis de bout en bout, toutes les étapes de son élaboration. Par ailleurs, l'assistance technique extérieure s'avère nécessaire, de même que l'implication de tous les acteurs de développement communal.

7.1.1. La composition du comité de suivi-évaluation du PCD

Le comité de suivi-évaluation du PCD est supervisé par le Maire de Mombo. Il comprend les 10 membres suivants:

N°	Noms et prénoms	Fonction	Contact
1	MAKEMBE Nicolas	Président	99 97 21 72
2	TAKOUTSI Jean	Vice-Président	96 03 15 49
3	FENDOUNG TETANG André	Rapporteur	75 29 10 46
4	NGAH SONGO Henriette	Membre	33 15 92 83
5	ADOMA Parfait	Membre	99 99 95 16
6	MAKEMBE Pierre	Membre	77 07 16 82
7	SIPA TIMMA Blaise	Membre	74 95 23 16
8	KIMBENG Cornelius	Membre	74 88 01 70
9	EYANGO Etienne	Membre	
10	NGUEFACK Berthe	Membre	

7.1.2. Les attributions du comité de suivi-évaluation

Le comité de suivi-évaluation, sous la supervision de l'exécutif communal a pour missions de :

- S'approprier du PCD, suivre sa mise en œuvre et veiller à son actualisation ;
- Veiller à la programmation annuelle des activités ;
- Suivre l'évolution de la mise en œuvre des projets et apprécier les travaux réalisés ;
- Assurer la gestion, la maintenance et le renouvellement des projets ;
- Stimuler la participation de la population aux projets mis en œuvre à travers les séances de sensibilisation ;
- Contribuer à la recherche de solutions en cas de blocage ;
- Appuyer la mise en place des comités de gestion des ouvrages et veiller à leur bon fonctionnement ;
- Faire le lobbying du PCD auprès des partenaires au développement, tant au niveau local, que national et international ;
- Veiller à la programmation annuelle des activités inscrites dans le PCD;
- Attirer l'attention de l'exécutif municipal par rapport aux difficultés de mise en œuvre du PCD ;
- Faciliter les études et le contrôle de l'exécution des projets ;
- Contribuer à la réalisation du plan, par la mobilisation des ressources humaines, matérielles et financières ;
- Assurer la pérennisation des ouvrages communautaires.

Le comité de concertation (CC) est le relais à la base du COPIL. Il a pour principales missions de :

- Stimuler la participation active de la population aux projets retenus dans sa localité à travers des séances de sensibilisation et de mobilisation des matériaux locaux nécessaires,
- Suivre l'évolution de la mise en œuvre desdits projets et apprécier les travaux réalisés,
- Rendre compte au COPIL, élites ou tout autre acteur du processus, du déroulement des activités sur le terrain,
- Assurer la pérennisation des ouvrages communautaires mis en place.

7.2. INDICATEURS DE SUIVI ET D'ÉVALUATION PAR RAPPORT AU PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL (PIA)

7.2.1. Indicateurs clés de suivi

Il convient de s'entendre sur les indicateurs à utiliser pour le suivi et l'évaluation des impacts, reliés aux objectifs des projets. Quelques uns de ces indicateurs, suivant les secteurs d'intervention identifiés, sont indiqués ci-après :

7.2.1.1. Secteur eau et énergie

- Km de lignes électriques connectées à Djoungo-route ;
- Km de lignes électriques construites jusqu'à Boubou ;
- Km de lignes électriques étendues à Mombo ;
- Km de réseau d'adduction d'eau potable CDE construits pour alimenter Djoungo-Rails ;
- Km de réseau d'adduction d'eau potable SCANWATER étendus à Mombo ;
- Nombre de BFP construites à Djoungo-route, Djoungo-rails et Tangui ;
- Capacité de château d'eau SCANWATER par la réhabilitation de son second forage ;
- Nombre de BFP réhabilités à Mombo.

7.2.1.2. Secteur travaux publics

- Linéaire des routes construites/réhabilitées sur le tronçon Moundeck- Moundeck Beach ;
- Contrepartie de la Commune mobilisée pour le reprofilage de l'axe Moundeck-Moundeck beach.

7.2.1.3. Secteur éducation de base

- Nombre de salles de classe construites à l'EP de Mombo gare ;
- Nombre de bureau de maître acquis à l'EP de Mombo gare ;
- Nombre de table-bancs obtenues à l'EP de Mombo gare.

7.2.1.4. Secteur communication

- Le bâtiment de l'ancienne gare de Mombo est réfectionné et transformé en médiathèque.

7.2.1.5. Secteur santé

- Un CSI construit et équipé à Djoungo-route ;
- Contrepartie de la Commune mobilisée pour la construction du CSI de Djoungo-route ;

- Le CSI de Mombo réhabilité.

7.2.1.6. Secteur transport

- Une gare routière construite à Mombo

7.2.1.7. Institution communale

- Nombre de bâtiments administratifs communaux étendus ;
- Nombre de bâtiments des services techniques communaux construits ;
- Mobilier acquis pour le bureau du Maire.

7.3. DISPOSITIF, OUTILS ET FREQUENCE DU REPORTING

Le comité de suivi-évaluation du PCD aura à fournir des rapports semestriels et un rapport annuel sur les activités et l'exécution du budget et du programme d'investissement annuel. Le président du comité de suivi-évaluation aura la responsabilité de préparer et soumettre les différents rapports nécessaires pour le suivi et l'évaluation du PCD : un rapport de démarrage du projet trois mois après le lancement des activités, les rapports semestriels, les rapports de suivi évaluation, les rapports de revue à mi-parcours et enfin le rapport d'achèvement.

7.3.1. Rapports d'avancement

Ces rapports produits sur une base semestrielle et annuelle feront le point des progrès réalisés eu égard aux activités prévues dans le PCD. Ils donneront également une idée des obstacles rencontrés et les solutions préconisées.

7.3.2. Audits annuels

Les comptes ouverts pour la gestion des ressources mobilisées en faveur de la Commune seront audités chaque année par un auditeur externe dont le rapport sera soumis à l'exécutif municipal, au comité de suivi-évaluation, ainsi qu'aux partenaires techniques et financiers de la Commune.

7.3.3. Revue à mi-parcours

Afin de vérifier la pertinence des stratégies actions entreprises au cours des deux premières années, tirer les leçons et proposer les correctifs éventuellement nécessaires, une revue sera organisée.

Ainsi, à la fin de la deuxième année, un rapport technique sur les résultats obtenus sera organisée sur la base des informations recueillies dans le cadre du système de suivi évaluation, produit en préparation d'une mission multipartite de revue à deux ans. Cette mission conjointe de revue impliquera la Commune et les différents partenaires techniques et financiers ayant contribué significativement à la mise en œuvre des activités. Indépendamment de la revue à mi-parcours, des revues techniques peuvent être entreprises chaque fois que nécessaire.

7.3.4. Evaluation à la fin de la mise en œuvre du CDMT

Une évaluation en fin de la mise en œuvre du CDMT permettra d'analyser et de tirer les leçons des actions menées et des résultats obtenus et de proposer à la Commune, les orientations et les actions à entreprendre pour consolider et développer les acquis des projets réalisés. Cette évaluation des résultats et des impacts préliminaires du programme sera effectuée par une équipe d'experts indépendants dont la validation fera l'objet d'un atelier participatif de toutes les parties prenantes (Exécutif municipal, conseil municipal, COPIL, Chefs de village, Président des CC, personnel de la Commune) et des différents partenaires techniques et financiers, ainsi que les bénéficiaires. Sur la base de recommandations auxquelles cette phase aboutira, on décidera des réorientations éventuelles de son contenu et de sa stratégie de mise en œuvre.

7.3.5. Rapport d'achèvement et évaluation finale

A la fin des activités prévues dans le cadre du CDMT (année 3), un rapport d'achèvement sera préparé pour analyser les activités réalisées et les résultats obtenus. Sur cette base on procèdera ensuite à une évaluation finale des impacts réels des projets sur le même modèle que l'évaluation à la fin de la mise en œuvre du CDMT.

7.4. MECANISME DE PREPARATION DU PIA ET DE REVISION DU PCD

Un programme d'action qui précise les activités et les tâches, leurs résultats ou indicateurs de processus, les responsabilités de mise en œuvre, le calendrier d'exécution ou chronogramme, les ressources pour chaque tâches sera élaboré dès le mois d'octobre pour l'année suivante à travers un atelier réunissant plusieurs parties prenantes notamment : l'exécutif communal, le comité de suivi-évaluation, le conseil municipal, les sectoriels, les chefs de villages, les présidents des comités de concertation.

Cet atelier aura pour but de choisir dans le Cadre de Dépenses à Moyens Termes (CDMT), les projets reconnus prioritaires en fonction des ressources disponibles et mobilisables.

A la suite de la sélection des projets prioritaires, l'élaboration des requêtes de financement sera confiée en sous-traitance à des bureaux d'études ou à des prestataires qui ont une longue expérience dans le domaine. Chaque requête contiendra des descriptions spécifiques au projet ainsi que les impacts environnementaux et sociaux qui en découleront, de même que les prescriptions techniques en vue d'atténuer les impacts négatifs.

VIII. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

Le plan de communication sur la mise en œuvre du PCD va s'atteler à assurer une meilleure visibilité du plan et à asseoir la notoriété et l'image de marque de la Commune, aussi bien au niveau de la tutelle, qu'au sein du grand public et des partenaires au développement.

C'est dans ce cadre qu'il faudrait, dans les meilleurs délais faire produire, éditer et diffuser un journal communal présentant très clairement sur le plan technique, les prévisions et les réalisations, ainsi que les obstacles et les axes de renforcement pour améliorer l'action communale. Des articles pourront également être préparés et insérés dans la presse spécialisée nationale, des reportages vidéo et photo réalisés, ainsi que la création d'un site web et la connexion au réseau Internet. Par ailleurs, la conception et l'apposition des autocollants sur le matériel roulant, et l'identification des infrastructures à l'aide d'enseignes indicatives. Un documentaire relatant les réalisations de la Commune pourra être produit en coopération avec l'Office National de Radio Télévision du Cameroun (CRTV) ou toute autre chaîne de télévision crédible et assez visualisée.

Pour la communication locale directe, les panneaux d'affichage fabriqués en matériau provisoire sont disponibles. Ils doivent faire l'objet d'une réhabilitation en matériau définitif et servir véritablement à la diffusion dans les délais, des informations utiles sur la vie de la Commune. En plus de ces affiches, une campagne de sensibilisation et d'information devra être instaurée et menée auprès des populations pour rendre compte des activités de la commune.

Il serait également intéressant d'organiser au moins une fois par an, des visites d'échanges avec d'autres mairies pour le partage des expériences. Par ailleurs, il faudra effectuer des missions de plaidoyer auprès des sectoriels au niveau central, des élites et des partenaires au développement en vue de solliciter des appuis techniques, financiers ou matériels pour la réalisation des projets inscrits au présent Plan Communal de Développement.

Pour le faire, la Commune devra se doter d'un plan de travail des activités de communication dans lequel seront présentées les rubriques suivantes : objectif de la communication, message/information, cible, responsable, période et coût.

IX. CONCLUSION

Au terme du processus d'élaboration du plan communal de développement ayant impliqué tous les acteurs de développement, la Commune de Mombo a mis en place son plan de développement qui définit les orientations stratégiques suivantes :

- Faciliter l'accès de tous aux services socio-économiques de base ;
- Augmenter les revenus des populations ;
- Améliorer la gestion des ressources de la Commune ;
- Faciliter l'accès à l'information et à la communication.

Ce plan triennal constitue pour l'exécutif communal un outil de référence et un guide pour le rayonnement de la Commune. Le document «Plan Communal de Développement» n'étant pas suffisant pour réussir une mission, il faut également passer à l'étape supérieure qui est la mise en œuvre du plan. Cette dernière mission ne peut être possible que par l'engagement réel des différentes parties prenantes (l'exécutif communal, le comité de suivi-évaluation, le conseil municipal, la tutelle, la population bénéficiaire, l'administration, les services techniques, les ONG, et projets de développement, etc.).

Ceci se traduit par des multiples actions et on peut citer entre autres :

- L'élaboration des programmes annuels pour mieux cibler les activités à réaliser ;
- La réalisation des études pertinentes des projets des actions retenues ;
- La mobilisation des ressources nécessaires pour la réalisation des activités ;
- Le suivi - évaluation du plan.

La mise en œuvre d'un tel programme nécessite des moyens importants et la bonne gouvernance. Le PNDP et les ressources propres de la Commune ne représentent qu'une des innombrables sources existante sur la scène nationale et internationale et ne pourraient pas à eux seuls satisfaire toutes les attentes des bénéficiaires.

Il est donc primordial que les différents acteurs de la mise en œuvre de ce plan, en particulier l'exécutif communal ne ménagent aucun effort pour vendre l'image de la Commune auprès des partenaires au développement, pour mobiliser des moyens additionnels nécessaires, tel est la quintessence même de la politique de décentralisation qui se met progressivement en place au Cameroun.